



european network on
debt and development

Counter

Balance

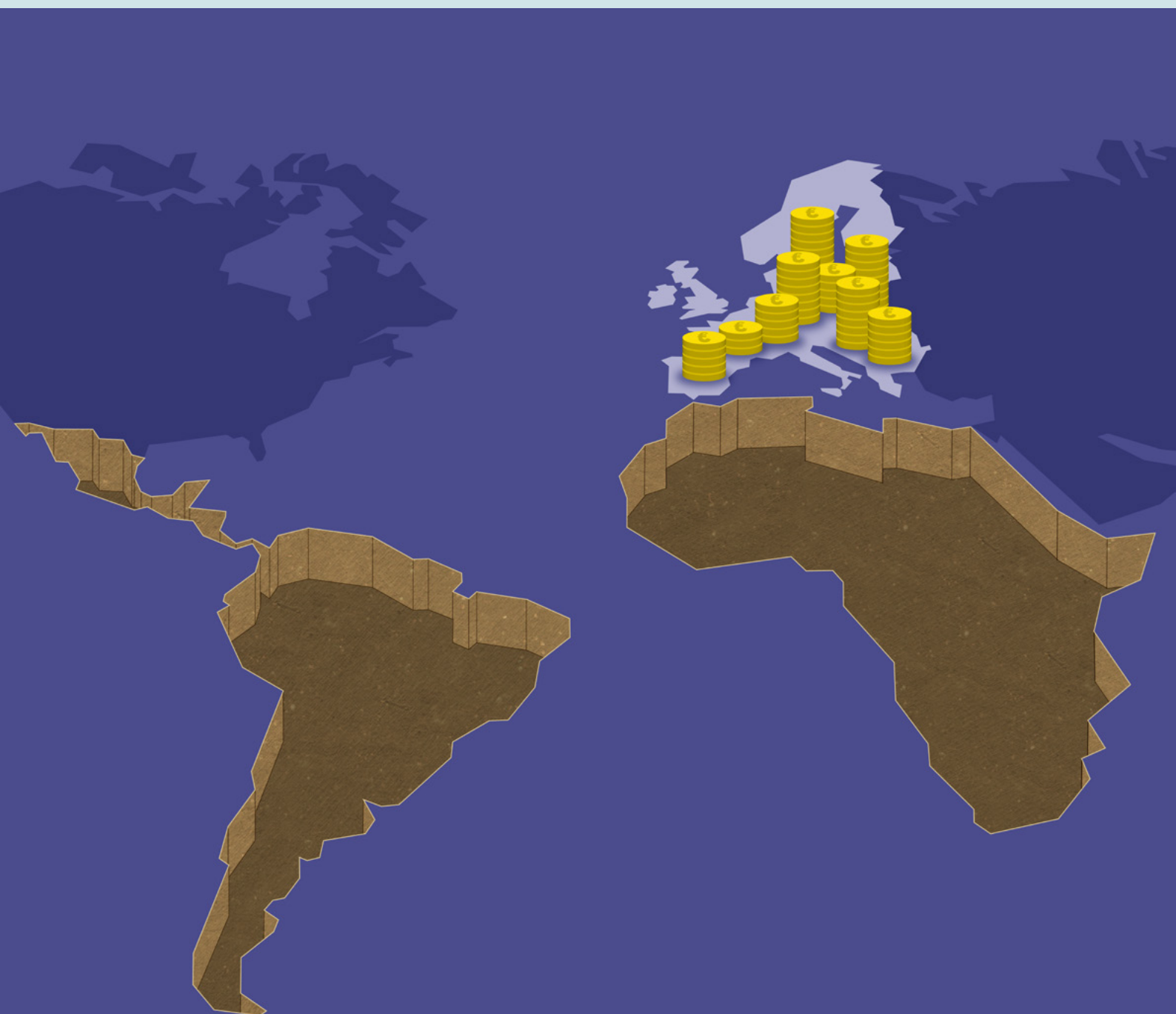
Challenging
Public
Investment
Banks



OXFAM

À qui profite le « Global Gateway » ?

La nouvelle stratégie de coopération
au développement de l'UE



OCTOBRE 2024

Sommaire

Abréviations	3
Résumé	4
Introduction	8
1 : Qu'est-ce que le « Global Gateway » ?	10
2 : Investissements dans le secteur de l'énergie	26
3 : Financement climatique	32
4 : Partenariats sur les matières premières	35
5 : La transformation numérique	38
6 : Le secteur de la santé	41
Conclusions et recommandations politiques	43
Annexe 1. Projets phares du « Global Gateway » 2023	47
Annexe 2. Projets phares du « Global Gateway » 2024	50
Annexe 3. Projets « Global Gateway » analysés dans le rapport	57

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Alexandra Gerasimcikova (Counter Balance) et Farwa Sial (Eurodad), avec des contributions de Frank Vanaerschot (Counter Balance).

Merci à María José Romero, Jean Saldanha et Stephanie Derlich (Eurodad) ; Antonio Gambini, Hernan Saenz, Salvatore Nocerino, Chiara Putaturo, Piotr Kolczyński, Lies Craeynest, Roberto Stefani, Irene Hernandez Andres, Maria Bardolet Dilme, Alessandra Croppi et Hanna Saarinen (Oxfam) ; Nicholas Hildyard (The Corner House) ; Shereen Talat (MENAFem) ; Yungong Theophilus Jong et Jason Braganza (AFRODAD) ; Paul Okumu (Africa Platform) ; Antonio Perrilli (Wemos) ; Rowan Dunn et Tarita Baldan (Action Santé Mondiale) ; Margarida Silva et Alejandro González (SOMO) ; Nerea Craviotto (ODI) ; Bruna Cañada et Josep Nualart Corpas (ODG) ; Rodolfo Bejarano (Latindadd) ; Lucía Bárcena Menéndez (TNI) ; Elena Gerebizza (ReCommon) ; Magdalena Bordagorry (EU-LAT Network) ; Olivier Lessard et Raf Custers pour leur contribution et leurs commentaires dans le cadre de ce rapport.

Rédaction et relecture : Amanda Anstee.

Traduit de l'anglais par Anna Savage et relu par Gaelle Lucas.

Nous remercions également Emy De Nardi et Julia Ravenscroft (Eurodad), Julia Manresa (Oxfam) et Chiara Casati (Counter Balance) pour leur aide inestimable dans la rédaction et le processus de production de ce rapport.

Nous tenons également à remercier les représentants de la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne ainsi que ceux de la Banque européenne d'investissement qui ont échangé avec nous.

Les points de vue et opinions exprimés dans ce rapport sont ceux d'Eurodad, de Counter Balance et d'Oxfam, et ne reflètent pas nécessairement ceux des organisations ou des personnes consultées.

Cette recherche a bénéficié du soutien de Misereor.



Abréviations

ALE	Accords de libre-échange	JETP	Partenariat pour une transition énergétique juste (Just Energy Transition Partnerships)
ARNm	Acide ribonucléique messager	KfW	Banque allemande de développement (Kreditanstalt für Wiederaufbau Development Bank)
AFD	Agence française de développement	LMPC	Législation sur les matières premières critiques
AfIF	Facilité d'investissement pour l'Afrique (Africa Investment Facility)	MAV+	Fabrication et accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Association of Southeast Asian Nations)	NDICI	Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument)
BAD	Banque africaine de développement	NDICI-GE	Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument – Global Europe)
BEI	Banque européenne d'investissement	OIT	Organisation internationale du travail
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	ONG	Organisation non gouvernementale
CAF	Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (Corporación Andina de Fomento)	OSC	Organisation de la société civile
CEPS	Centre d'études politiques européennes (Centre for European Policy Studies)	OCE	Organisme de crédit à l'exportation
CE	Commission européenne	PGII	Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (Partnership for Global Infrastructure and Investment)
CCE	Cour des comptes européenne	PIE	Producteur indépendant d'énergie
COFIDES	Société espagnole de financement du développement (Compañía Española de Financiación del Desarrollo)	PI	Propriété intellectuelle
DG-INTPA	Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne	PME	Petites et moyennes entreprises PPP Partenariat public-privé
ECFIN	Direction générale des affaires économiques et financières (Directorate-General Economic and Financial Affairs)	RDC	République démocratique du Congo
FEDD+	Fonds européen pour le développement durable Plus	TUED	Syndicats pour la démocratie énergétique (, Trade Unions for Energy Democracy)
FMI	Fonds monétaire international	TNI	Transnational Institute
GAP III	Plan d'action III de l'UE en faveur de l'égalité des sexes (Gender Action Plan III)		
IAP	Instrument d'aide de préadhésion		
IEE	Initiative Équipe Europe		
IFD	Institution de financement du développement		

Résumé

À l'occasion de son nouveau mandat à la tête de la Commission européenne, la Présidente Ursula von der Leyen a déclaré : « Le troisième volet de notre politique économique étrangère, ce sont les partenariats et les investissements communs dans nos intérêts et de nos partenaires via "Global Gateway"¹, notre stratégie pour les investissements dans des projets d'infrastructure dans le monde »².

Cette déclaration illustre la vision actuelle des responsables politiques de l'Union européenne (UE) concernant la stratégie « Global Gateway », perçue comme un élément central de la politique économique étrangère de l'UE, visant à servir à la fois ses propres intérêts et ceux de ses partenaires.

Lancée en 2021 par la Commission européenne, cette initiative de l'UE a été mise en avant comme étant une « offre positive » aux pays du Sud global. Elle est présentée comme une alternative durable, fondée sur des valeurs et transparente face à l'influence géopolitique et économique croissante de la Chine dans le monde par le biais de son initiative « Belt and Road ». L'objectif est de mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements entre 2021 et 2027³.

La stratégie « Global Gateway » soutient les investissements dans cinq domaines prioritaires : le secteur numérique, le climat et l'énergie, les transports, la santé, ainsi que l'éducation et la recherche. Elle propose des infrastructures physiques telles que des câbles sous-marins, des corridors de transport et des solutions d'énergies renouvelables, tout en promouvant un programme de réformes visant à créer un « environnement propice » pour faciliter les investissements européens.

Cependant, un examen plus approfondi révèle de nombreuses problématiques au sujet du programme « Global Gateway ».

Ces inquiétudes reposent sur le fait que la principale source de financement du « Global Gateway » provient de la politique et du budget de la coopération au développement de l'UE, dont la mission principale est, selon les traités fondateurs, « la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté »⁴.

Ce rapport cherche à répondre à la question suivante : le « Global Gateway » privilégie-t-il les objectifs de politique étrangère et les intérêts économiques de l'UE, au détriment des impacts positifs sur le développement dans les pays partenaires ?

S'appuyant sur des recherches antérieures menées par Counter Balance et Eurodad⁵, le présent rapport propose une analyse complète et actualisée du « Global Gateway » en examinant ses sources de financement, sa gouvernance ainsi que ses derniers projets en date. Il évalue si les projets déployés jusqu'à présent, notamment dans les secteurs de l'énergie et du climat (y compris les matières premières), du numérique et de la santé, correspondent aux objectifs de développement et aux principes de l'action extérieure de l'UE, tels que l'éradication de la pauvreté et des inégalités, la protection des droits humains et le développement durable.

Ce rapport se concentre sur une analyse détaillée de 40 projets relevant du « Global Gateway » (énumérés à l'annexe 3), dont bon nombre sont considérés comme des « projets phares » (tous répertoriés aux annexes 1 et 2), couvrant différentes régions et différents secteurs. Ces projets ont été choisis à titre d'exemple, mais également en raison de la disponibilité d'informations plus détaillées et de publications provenant de sources externes (universités, médias, organisations de la société civile et autres parties prenantes).

Pour 25 des 40 projets « Global Gateway » étudiés, au moins une entreprise européenne avait bénéficié du projet au moment de la rédaction du rapport (voir annexe 3). Parmi ces entreprises, on retrouve notamment de grandes multinationales telles que Siemens, A.P. Moller Group, SUEZ et BioNTech. La présence d'entreprises européennes dans la majorité des projets analysés indique un risque élevé que le « Global Gateway » favorise les opportunités pour ces entreprises dans les pays du Sud global, plutôt que les objectifs de développement tels que la réduction de la pauvreté.

Ce qui, à l'origine, était une stratégie marketing de l'UE⁶ est devenu une approche centrale de son action extérieure, qui influence de plus en plus d'autres politiques majeures de l'UE, telles que le plan industriel du Pacte vert et la législation sur les matières premières critiques. Parallèlement, les efforts déployés par l'UE pour mettre en œuvre la stratégie « Global Gateway » risquent d'aller à l'encontre de ses propres engagements à respecter des normes élevées en matière de droits humains, de droits sociaux, de droits des travailleurs, de transparence, à créer des partenariats équitables plutôt que des dépendances et à proposer un programme d'investissement démocratique.

Les résultats

Ce rapport met en avant trois problèmes clés qui compromettent la capacité de la stratégie européenne « Global Gateway » à générer des résultats positifs en matière de développement :

A. Le « Global Gateway » privilégie les intérêts commerciaux et géopolitiques de l'UE, encourage la privatisation des infrastructures et des services publics dans le secteur de l'énergie dans les pays du Sud global et risque d'alourdir le fardeau de la dette des pays partenaires. La question se pose de savoir si la priorité du « Global Gateway » est de favoriser les investissements de l'UE à l'échelle mondiale ou de lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde.

Les projets du « Global Gateway » sont présents dans 29 des 37 pays pauvres très endettés (PPTE), ce qui met en péril la capacité des pays partenaires à répondre aux besoins et droits fondamentaux de leurs citoyens. Le présent rapport montre également que le « Global Gateway » permet à des entreprises privées des plus grandes économies de l'UE d'investir dans des pays ayant des liens coloniaux historiques, ce qui fait craindre une approche néocoloniale, où les ressources des pays du Sud global seraient exploitées au détriment du développement local.

B. Les droits humains et l'environnement risquent d'être menacés.

Cela implique notamment des effets négatifs sur l'emploi et les moyens de subsistance des personnes (par exemple dans le cas du secteur de la gestion des déchets), sur l'accès à la terre et aux ressources, ainsi que sur le droit à la santé, avec des conséquences négatives sur la fourniture des services publics. Ces risques sont exacerbés par le fait que le « Global Gateway » opère dans des contextes déjà caractérisés par des violations des droits humains. Les impacts environnementaux néfastes représentent également un risque majeur. Il s'agit entre autres de projets liés aux combustibles fossiles, tels que des centrales hybrides combinant énergie solaire et diesel, ainsi que de projets à forte empreinte écologique, tels que les projets liés à l'hydrogène, l'extraction de lithium, les centres de données, ou encore des extensions de ports, d'aéroports et de corridors de transport. Dans le cas de l'hydrogène, 4 des 13 projets d'hydrogène à forte consommation d'eau menés au titre du « Global Gateway » sont prévus dans des pays présentant un fort stress hydrique. Le « Global Gateway » continue de financer des géants de la pollution (TotalEnergies et Enel sont membres du « Global Gateway Business Advisory Group ») pour leurs projets d'énergie renouvelable, malgré l'absence de plans de décarbonisation crédibles de la part des entreprises de combustibles fossiles et le recul de leurs promesses climatiques.⁷

Parmi les projets du « Global Gateway », un accord préoccupant sur les matières premières signé entre le Rwanda et l'UE. Cet accord s'inscrit dans un contexte de conflit armé en cours dans la province riche en minerais de la République démocratique du Congo (RDC), où le Rwanda est accusé d'être impliqué. Cet accord risque d'aggraver le conflit dans la région.

De plus, la Banque européenne d'investissement (BEI), l'une des principales institutions de financement du développement chargées de la mise en œuvre de la stratégie « Global Gateway », a fait l'objet de critiques de la part d'organisations de la société civile (OSC), de parlementaires, d'universitaires et de journalistes pour ses analyses d'impact inadéquates, son manque de vérifications diligentes et efficaces en matière de droits humains, ses faibles normes de transparence ainsi que l'absence d'un mécanisme de plainte indépendant⁸. Contrairement à l'objectif de l'UE qui prévoit que 85 % des actions extérieures devraient contribuer à l'égalité entre les femmes et les hommes, la BEI Monde ne s'engage à respecter cet objectif qu'à hauteur de 30 % de ses « opérations ». Ces éléments soulèvent des inquiétudes quant à la crédibilité du discours qui prétend que le « Global Gateway » est fondé sur les droits et des valeurs.

C. La manière dont le « Global Gateway » a été élaboré et mis en œuvre n'a été ni démocratique ni transparente.

Introduit unilatéralement par la Commission européenne (CE) et le Haut représentant/Vice-président de la Commission, ce programme a dès le départ exclu les pays du Sud global de son processus de conception, de gouvernance et d'établissement des priorités. Les organes élus (y compris les parlements), la société civile et les experts indépendants dans les pays bénéficiaires n'ont aucun rôle significatif dans la prise de décision ou dans les mécanismes de responsabilité. Au lieu de cela, ce sont les fonctionnaires de l'UE et les institutions de financement du développement qui prennent des décisions descendantes au sujet des projets à financer avec les fonds de l'UE, tout en favorisant l'engagement avec les grandes entreprises. Cela va à l'encontre du principe d'égalité des partenariats et des projets du « Global Gateway » qui « seront conçus, élaborés et mis en œuvre en étroite coopération et en concertation avec les pays partenaires »⁹.

Bien que la CE ait mis en place une plateforme de concertation appelée « Global Gateway Civil Society and Local Authorities Advisory Platform »¹⁰, elle n'existe pour l'instant que pour la forme et n'a pas de véritable influence sur l'approche, la sélection ou la conception des projets. Les organisations de la société civile du Sud global n'y sont pas représentées. À l'inverse, le « Global Gateway Business Advisory Group », composé de 59 grandes entreprises et associations professionnelles, principalement européennes¹¹, est nettement plus influent : les noms de ses membres apparaissent dans les projets « Global Gateway », tels que le câble sous-marin Medusa développé avec la participation d'Orange et d'Alcatel, cette dernière appartenant à Nokia.

Il y a un manque significatif d'informations accessibles au public sur le financement des projets, les processus d'appel d'offres, les contrats attribués et les évaluations indépendantes et transparentes en matière de finances, de droits humains et d'environnement. Il est donc impossible de suivre et d'évaluer la manière dont les projets contribuent aux objectifs de développement, ou le risque d'impacts négatifs dans les pays bénéficiaires.

La voie à suivre

Alors que le nouveau Parlement européen et la nouvelle Commission prennent leurs fonctions, un moment décisif s'offre pour changer de cap. La quatrième Conférence des Nations unies sur le financement du développement, qui se tiendra en Espagne à la mi-2025, s'annonce également comme une occasion de redéfinir le rôle mondial de l'UE. L'Union devrait s'engager dans ce processus en plaçant les besoins des pays à faible revenu au premier plan de ses stratégies pour l'avenir.

Ce rapport invite les institutions de l'UE et les États membres à prendre en considération les recommandations politiques suivantes :

A. Réévaluer la stratégie « Global Gateway » sans plus tarder.

Cette réévaluation devrait inclure les éléments suivants :

- Réaffirmer les missions principales du « Global Gateway » (en tant qu'instrument de coopération au développement de l'UE et moyen de canaliser l'aide publique au développement (APD)), à savoir la réduction de la pauvreté dans le monde, le développement durable, la solidarité et le respect mutuel entre les peuples, ainsi que la protection des droits humains, en particulier ceux des enfants. Les autres objectifs actuellement rattachés au « Global Gateway », tels que les objectifs de politique étrangère et la promotion des intérêts économiques de l'UE, ne peuvent être poursuivis avec l'APD de l'UE.
- Travailler avec les pays du Sud global pour élaborer une stratégie de collaboration solide fondée sur la souveraineté, l'autosuffisance et un cadre de coopération internationale juste.
- Favoriser les projets de coopération régionale, plutôt que ceux centrés sur des approches pays par pays qui peuvent servir de tremplin aux entreprises européennes, mais risquent d'alimenter un nivellement par le bas entre les États qui cherchent à attirer les investissements.
- Soutenir les projets de partenariat public-public et les OSC par des financements sous forme de subventions afin d'assurer la fourniture de services publics et d'infrastructures durables présentant des avantages sociaux et environnementaux.

- Inclure les entreprises dans des projets où il existe des preuves solides et claires d'additionnalité développementale à long terme. Donner la priorité aux entreprises locales, en particulier celles dirigées par des femmes, qui soutiennent la durabilité environnementale et les besoins socio-économiques des communautés autochtones et locales.
- Rendre publics les résultats et les indicateurs spécifiques contribuant à la réduction de la pauvreté et des inégalités (y compris le genre) pour chaque projet, afin de permettre une responsabilisation et une évaluation claires des projets afin de déterminer quels sont les impacts des investissements et qui en bénéficie.

B. Adopter des normes élevées dans les processus de prise de décision, d'approvisionnement, de transparence et de mise en œuvre du « Global Gateway ».

Au minimum, cela devrait inclure les mesures suivantes :

- La CE devrait rendre publics tous les procès-verbaux des réunions entre ses fonctionnaires et les membres du « Global Gateway Business Advisory Group », au cours desquelles le « Global Gateway » est discuté.
- La CE devrait démontrer que le « Global Gateway » n'est pas une source de favoritisme pour le secteur économique des États membres de l'UE, ni un moyen de promouvoir l'aide liée (de manière informelle).
- Tous les documents dont disposent la CE et les institutions de financement du développement (IFD) pour appuyer la sélection des projets devraient être rendus publics. Les IFD qui mettent en œuvre des projets « Global Gateway », comme la BEI, devraient rendre publique chaque évaluation de la dette liée à un projet.
- Il convient de publier le processus et les critères d'adjudication des contrats aux entreprises, ainsi que les garanties et les subventions pour les projets au titre du Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+), de même que les données détaillées sur le financement total des projets, provenant à la fois de sources publiques et privées.
- Les voyages d'affaires, missions et autres activités visant à soutenir les intérêts des entreprises de l'UE liés aux projets « Global Gateway » ne devraient pas être financés par le budget de développement de l'UE.
- Seules les entreprises du secteur privé respectant les normes les plus élevées en matière de diligence raisonnable, telles que définies dans la directive de l'UE sur la durabilité des entreprises, devraient être éligibles à la mise en œuvre des projets « Global Gateway ». De plus, les entreprises doivent garantir les droits de négociation collective, respecter les normes du travail conformément aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT), se conformer à l'Accord de Paris et démontrer une contribution claire aux objectifs de développement.

C. Instaurer des processus et des mécanismes de contrôle public et parlementaire du « Global Gateway », tant en Europe que dans les pays du Sud global.

Le Parlement européen et les OSC devraient être autorisés à examiner formellement la stratégie « Global Gateway », ainsi que sa mise en œuvre. Actuellement, la plateforme de dialogue avec la société civile et les autorités locales (« Civil Society and Local Authorities Advisory Platform ») présente des limites majeures. Son mandat et son rôle doivent être radicalement transformés pour permettre une participation inclusive de toutes les OSC et organisations de défense des droits des femmes intéressées dans la révision de la mise en œuvre actuelle du « Global Gateway ». Les OSC devraient jouer un rôle actif dans la sélection, la conception et la mise en œuvre de tous les projets bénéficiant d'un soutien au titre du budget de développement de l'UE et des investissements extérieurs de l'UE. De plus, les OSC devraient continuer à avoir accès à des mécanismes de financement indépendants et dotés de ressources suffisantes pour renforcer leur travail et leur rôle sociétal, en leur permettant de choisir leurs domaines de travail en fonction de leurs propres priorités.

D. Examiner l'alignement du « Global Gateway » sur les objectifs de développement de l'UE avant l'approbation du budget de l'UE pour la période post-2027.

La Cour des comptes européenne (CCE) devrait procéder à une évaluation de l'alignement du « Global Gateway » sur les objectifs de développement de l'UE. Une consultation publique avec les OSC devrait également être menée par la CE, afin que ces acteurs clés puissent contribuer activement à la définition de la future stratégie de coopération au développement de l'UE. Le nouveau collège des Commissaires pour la période 2024-2029 devrait suivre le mandat de développement et d'action extérieure défini dans les traités de l'UE et veiller à ce que la politique de développement ne soit pas une stratégie visant à générer des bénéfices pour les entreprises.

La question fondamentale est donc la suivante : quels sont les avantages concrets pour les pays du Sud global ? L'absence de réponses de la part de l'UE prouve que, dans sa forme actuelle, le « Global Gateway » ne peut pas être considéré comme la stratégie clé pour le développement et l'action extérieure de l'UE. En tant que l'un des acteurs les plus puissants du développement, l'UE dispose des ressources et de la capacité nécessaires pour contribuer à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre la crise climatique et les inégalités, en corrigeant des décennies d'injustice et d'exploitation systémiques. Elle doit proposer une vision de la transition mondiale juste et fondée sur les principes d'égalité, de droits, de souveraineté, de développement socio-économique ainsi qu'une architecture financière internationale équitable.



Photo: Panneau solaire à Madagascar.

Introduction

Officiellement lancé le 1^{er} décembre 2021 par la Commission européenne (CE) et le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (voir encadré 1)¹², le « Global Gateway » s'est rapidement imposé comme la principale stratégie de l'UE à l'égard des pays du Sud global.

Présenté dans le langage institutionnel de l'UE comme une « offre positive » de l'UE à ses partenaires du Sud global, le « Global Gateway » est décrit comme une approche démocratique, axée sur des valeurs en matière d'investissements, avec un haut niveau de transparence et de bonne gouvernance¹³. Il est présenté comme une alternative durable face à la présence géopolitique et économique grandissante de la Chine dans le monde à travers son initiative « la Ceinture et la Route » (« Belt and Road »). Cette initiative a été conçue pour financer de grands projets d'infrastructure tels que des barrages hydroélectriques, mais a également engendré des dettes difficiles à rembourser dans les pays du Sud global. En réponse, la Chine a décidé de soutenir des projets de plus petite taille dans des secteurs tels que les matières premières, la technologie et les énergies renouvelables, ainsi que la finance numérique, ce qui a renforcé la concurrence entre l'UE et la Chine¹⁴.

L'origine du « Global Gateway » repose sur l'idée de « connectivité », visant à favoriser des liens économiques et interpersonnels plus profonds sur la base des principes de l'égalité des chances, du libre-échange et de l'économie de marché, entre autres¹⁵. Cependant, la promotion des investissements européens par le « Global Gateway » va au-delà de la simple compétitivité avec la Chine, et vise également à offrir aux entreprises européennes des opportunités face à la concurrence d'autres pays, tels que les États-Unis. Par ailleurs, les mesures prises dans le monde entier en réponse à la pandémie de Covid-19 ont mis en évidence des vulnérabilités dans les chaînes d'approvisionnement européennes pour les matières premières et les biens étrangers entrant en Europe. Cela a renforcé la volonté l'Union européenne de réduire sa dépendance, un facteur clé ayant influencé la création du « Global Gateway » (voir chapitre 4).

Encadré 1. Extraits de la communication conjointe de l'UE sur le « Global Gateway »

« En offrant un choix positif pour le développement d'infrastructures mondiales, «Global Gateway» investira dans la stabilité et la coopération internationales et démontrera comment les valeurs démocratiques peuvent offrir sécurité et équité pour les investisseurs, durabilité pour les partenaires et avantages à long terme pour les citoyens du monde entier. »

« En aidant les autres, l'UE contribuera également à la promotion de ses propres intérêts, au renforcement de la résilience de ses chaînes d'approvisionnement et à l'ouverture de nouvelles perspectives commerciales pour l'économie de l'UE, au sein de laquelle environ 38 millions d'emplois dépendent du commerce international. »

« L'UE offrira son financement à des conditions équitables et favorables afin de limiter le risque de surendettement. Elle contribuera à la mise en place d'infrastructures durables avec le soutien, les compétences et les moyens financiers nécessaires à leur fonctionnement. Faute de transparence adéquate, de bonne gouvernance et de normes élevées, les projets risquent d'être mal choisis ou mal conçus, laissés incomplets ou utilisés pour alimenter la corruption, ce qui non seulement freine la croissance et défavorise les communautés locales, mais crée en définitive des dépendances susceptibles de limiter la capacité des pays à prendre des décisions. »

Bien que le « Global Gateway » ne soit pas un instrument juridique formel de l'UE, il s'inscrit dans le cadre d'un processus plus large de refonte de son action extérieure, visant à réduire la fragmentation et à apporter de la cohérence aux interventions des États membres afin de renforcer le poids géopolitique de l'UE¹⁶.

Cependant, il y a lieu de se demander si une stratégie qui semble être fondée sur les intérêts géopolitiques, économiques et commerciaux de l'UE peut réellement atteindre ses objectifs de développement.

Des recherches antérieures menées par Eurodad et Counter Balance, publiées en 2022, ont permis d'avoir un premier aperçu de la conception et des objectifs du « Global Gateway ». Elles ont conclu que la stratégie n'était pas en phase avec l'urgence de la crise climatique et la transition nécessaire vers des économies durables, car elle ne propose pas de stratégie de développement crédible pour répondre aux besoins fondamentaux, réduire les inégalités et promouvoir et faire respecter les droits humains¹⁷. Depuis lors, de nombreux « projets phares » du « Global Gateway » ont été annoncés et encouragés, ce qui a permis d'examiner plus en détail la mise en œuvre de la stratégie et son approche centrale qui consiste à utiliser les fonds du développement pour créer des débouchés lucratifs dans les pays du Sud global¹⁸.

Le présent rapport offre l'aperçu le plus récent et le plus complet du « Global Gateway », en s'appuyant sur des informations obtenues auprès d'un large éventail de sources, dont la CE, des universités, des médias, des organisations de la société civile (OSC) et d'autres parties prenantes. Il évalue si les projets déployés sous cette initiative correspondent aux objectifs de développement de l'UE, tels que l'éradication de la pauvreté et des inégalités, l'accès aux services essentiels et la couverture des besoins fondamentaux des populations. Il s'intéresse plus particulièrement aux projets dans les secteurs de l'énergie et du climat (y compris les matières premières), du numérique et de la santé, des domaines clés de la politique de développement de l'UE qui sont largement mis en avant dans le cadre du « Global Gateway ».

Le rapport est structuré comme suit : le premier chapitre présente les aspects fondamentaux du « Global Gateway », notamment ses objectifs, son financement et son modèle de gouvernance, ainsi que son alignement sur les objectifs de développement de l'UE et les politiques de genre. Les chapitres deux à six examinent l'état d'avancement et l'impact du « Global Gateway » dans des secteurs et des projets clés (énergie, climat, matières premières, numérique et santé). Le dernier chapitre résume les conclusions du rapport et propose des recommandations politiques.

Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur une note d'information conjointe publiée par Eurodad et Counterbalance en 2022 et offre un aperçu général des informations publiques sur les projets phares approuvés par la CE pour 2023 et 2024. En tout, 225 projets de ce type sont répertoriés (voir listes aux annexes 1 et 2). Une analyse plus détaillée a été réalisée sur 40 projets répartis dans différentes régions et différents secteurs (voir liste à l'annexe 3), sélectionnés en fonction des informations disponibles auprès de sources externes (universités, médias, OSC et autres parties prenantes). Beaucoup d'entre eux sont des projets phares. Cependant, comme ce rapport s'appuie sur des informations accessibles au public, il n'a pas été possible de tous les lier directement à cette catégorie.

Les auteurs ont également mené des entretiens semi-structurés approfondis avec cinq OSC travaillant sur divers aspects du « Global Gateway » (Africa Platform, Action Santé Mondiale, ODG, SOMO et Wemos) et ont engagé une communication régulière avec la CE. Ils ont utilisé des recherches approfondies menées par d'autres OSC, des groupes de réflexion et des universitaires. De plus, un groupe de 18 experts sectoriels et régionaux, dont des membres de la société civile basés dans les pays du Sud global, a passé en revue et commenté les conclusions du rapport (voir la liste complète dans la section Remerciements).

Il n'a pas été possible de mener une analyse quantitative exhaustive du financement de certains projets en raison du manque d'informations disponibles sur les projets du « Global Gateway ». De plus, compte tenu du stade précoce de nombreux projets phares et du manque d'informations publiées par la CE et les institutions de financement du développement, il est difficile d'analyser leurs impacts sur le terrain. Au moment de la publication de ce rapport, certains projets n'en sont pas encore à la phase de mise en œuvre.

Toutefois, les informations disponibles ont permis de mettre en évidence des tendances et des schémas préoccupants liés aux orientations imposées par le « Global Gateway » dans les priorités de la coopération au développement et de l'action climatique de l'UE. Cela a permis de mieux comprendre son approche, ses défis et ses risques, ainsi que les prochaines étapes.

1 : Qu'est-ce que le « Global Gateway » ?

La Commission européenne décrit le « Global Gateway » comme « un plan de l'Union européenne pour la réalisation d'investissements majeurs dans le développement des infrastructures dans le monde entier »¹⁹. Il s'agit essentiellement d'une nouvelle stratégie de l'UE en matière de coopération au développement dans l'environnement géopolitique et économique mondial actuel²⁰. Cette initiative met l'accent sur le soutien aux investissements dans des domaines tels que le changement climatique, le développement durable, les matières premières, la sécurité sanitaire mondiale et les chaînes d'approvisionnement résilientes, ouvertes et fiables. Elle vise à fournir des infrastructures physiques, telles que des câbles sous-marins, des corridors de transport et des infrastructures d'énergie renouvelable, et à favoriser un « environnement propice » pour encourager les investissements du secteur privé.

1.1 Secteurs et domaines d'action couverts par le « Global Gateway »

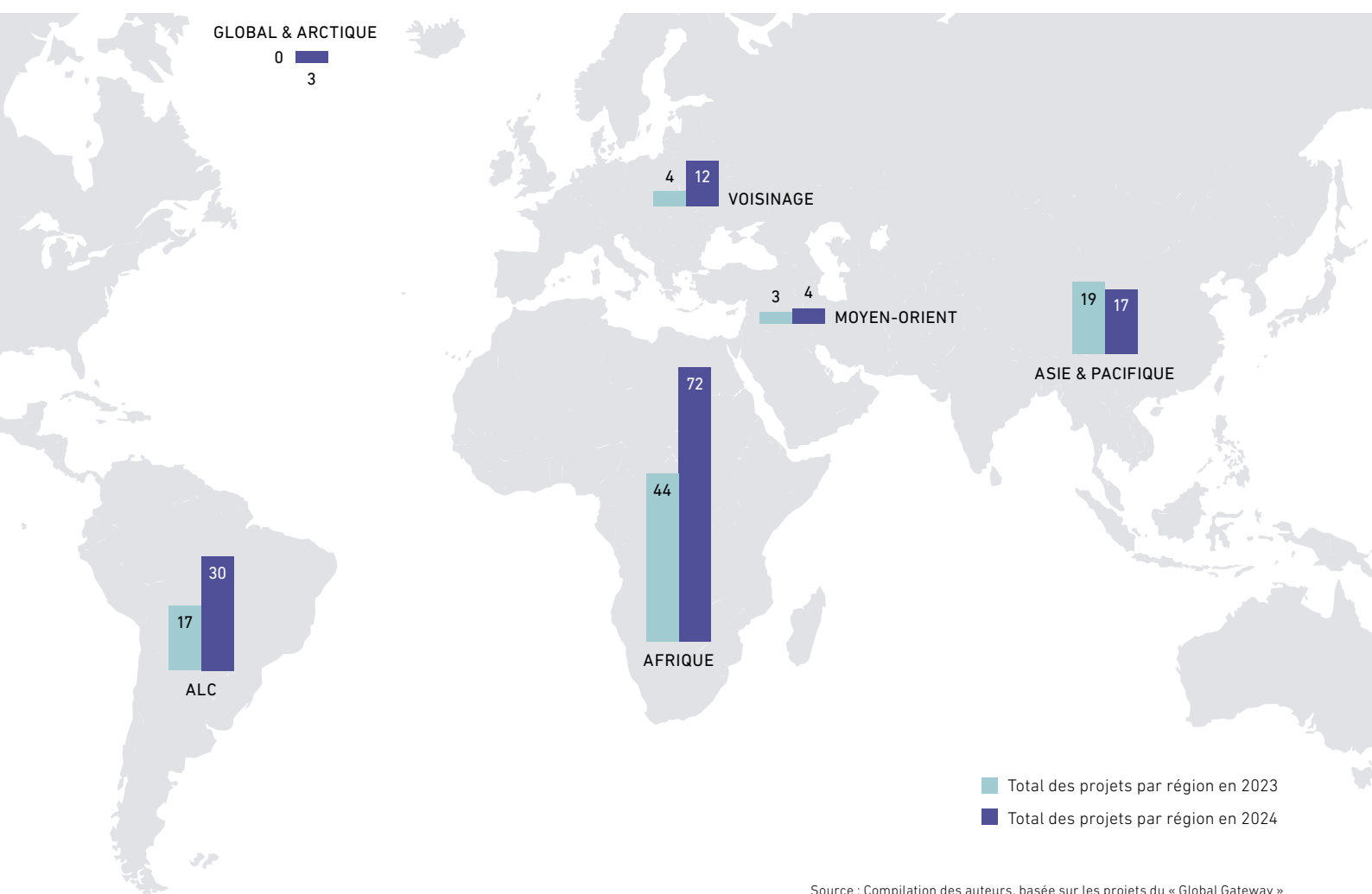
À ce jour, 225 projets ont été qualifiés de « projets phares » dans cinq domaines prioritaires : le numérique, le climat et l'énergie, les transports, la santé, l'éducation et la recherche. Comme l'illustre le tableau 1, la liste de 2023 comptait 87 projets phares, auxquels se sont ajoutés 138 autres en 2024, pour atteindre un total de 225 projets phares. Les secteurs qui ont fait l'objet de la plus grande attention au cours des deux années sont le climat et l'énergie (49 %), suivis par le secteur des transports (22 %) et du numérique (13 %). À l'inverse, l'éducation et la santé ont reçu le moins d'attention, représentant respectivement 7 % et 9 % des projets sur ces deux années.

Tableau 1 : Projets phares du « Global Gateway », par secteur et par année

Secteur	Nb. de projets en 2023	Part de l'ensemble des projets en 2023	Nb. de projets en 2024	Part de tous les projets 2024	Nb. total de projets en 2023-24	Part de tous les projets en 2023-24
Climat et énergie	49	56 %	61	44 %	110	49 %
Transports	17	20 %	32	23 %	49	22 %
Numérique	11	13 %	18	13 %	29	13 %
Santé	7	8 %	14	10 %	21	9 %
Éducation et recherche	3	3 %	13	10 %	16	7 %
Total	87	100 %	138	100 %	225	100 %

Source : Compilation des auteurs, basée sur les projets « Global Gateway »

Figure 1 : Projets phares du « Global Gateway » dans le monde



Comme le montre la figure 1, ces projets couvrent toutes les régions du monde, avec une augmentation significative des projets ciblant l'Afrique et l'Amérique latine, si l'on compare les projets phares entre 2023 et 2024.

Cependant, les États membres de l'UE, les institutions de financement du développement (IFD) et le secteur privé utilisent également l'appellation « Global Gateway » pour des projets qui ne font pas partie du processus officiel de sélection des projets phares, dirigé par la CE²¹.

Pour qu'un projet soit sélectionné en tant que « projet phare » dans le cadre du « Global Gateway », il doit remplir les critères suivants²² :

- créer de la valeur ajoutée dans les pays partenaires, amener des transformations et créer infrastructure significative ;
- être aligné sur les secteurs, les régions et les valeurs de la stratégie « Global Gateway » ;
- répondre aux intérêts des pays partenaires et de l'UE ;
- être financé par des contributions substantielles de l'UE, de la Banque européenne d'investissement (BEI), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et/ou des États membres ;
- réaliser une avancée concrète et visible au cours de l'année.

Pour réaliser ces investissements, l'initiative repose sur six principes clés :

- valeurs démocratiques et normes élevées ;
- bonne gouvernance et transparence ;
- partenariats égaux ;
- vert et propre ;
- axé sur la sécurité ;
- catalyser les investissements du secteur privé²³.

Ce qui, à l'origine, était une « stratégie marketing » pour le « Global Gateway »²⁴ a désormais gagné du terrain dans les politiques extérieures et intérieures, la législation et les programmes de financement de l'UE. C'est le cas notamment pour le plan industriel du Pacte vert, qui accompagne le Pacte vert pour l'Europe et qui vise à soutenir la transition industrielle verte de l'UE en facilitant les investissements dans les technologies dites « propres » ou pour la législation sur les matières premières critiques qui a pour but de sécuriser les chaînes d'approvisionnement européennes en matières premières²⁵.

Le « Global Gateway » s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Équipe Europe » en matière de coopération au développement de l'UE, introduite pendant la pandémie de Covid-19. Cette initiative vise à améliorer la coordination entre les États membres, leurs banques et agences nationales de développement, l'UE, la BEI et la BERD, tout en augmentant la visibilité de l'action extérieure de l'UE²⁶.

1.2 Sources de financement du « Global Gateway »

La stratégie « Global Gateway » vise à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements entre 2021 et 2027. Pour ce faire, elle s'appuie sur les ressources des institutions financières européennes, des États membres et du budget de l'UE afin « d'attirer » des financements du secteur privé.

Le « Global Gateway » est mis en œuvre dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (NDICI-GE)²⁷, le principal instrument de coopération au développement de l'UE dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027 (le budget sur sept ans de l'UE). Doté d'une enveloppe de 79,5 milliards d'euros, le NDICI-GE consacre la majeure partie de ses fonds à des projets basés sur le périmètre géographique²⁸. Cet instrument s'engage à contribuer à la réalisation de l'objectif collectif de l'UE de consacrer 0,7 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD). De plus, il garantit qu'au moins 93 % du financement répondra aux exigences du Comité d'aide au développement de l'OCDE et sera donc comptabilisé comme APD. Le NDICI-GE s'engage par ailleurs à ce que 85 % des actions soutiennent l'égalité de genre et 30 % du financement soient destinés à soutenir les objectifs climatiques²⁹. Aucune nouvelle source de financement distincte n'a été créée pour le « Global Gateway ».

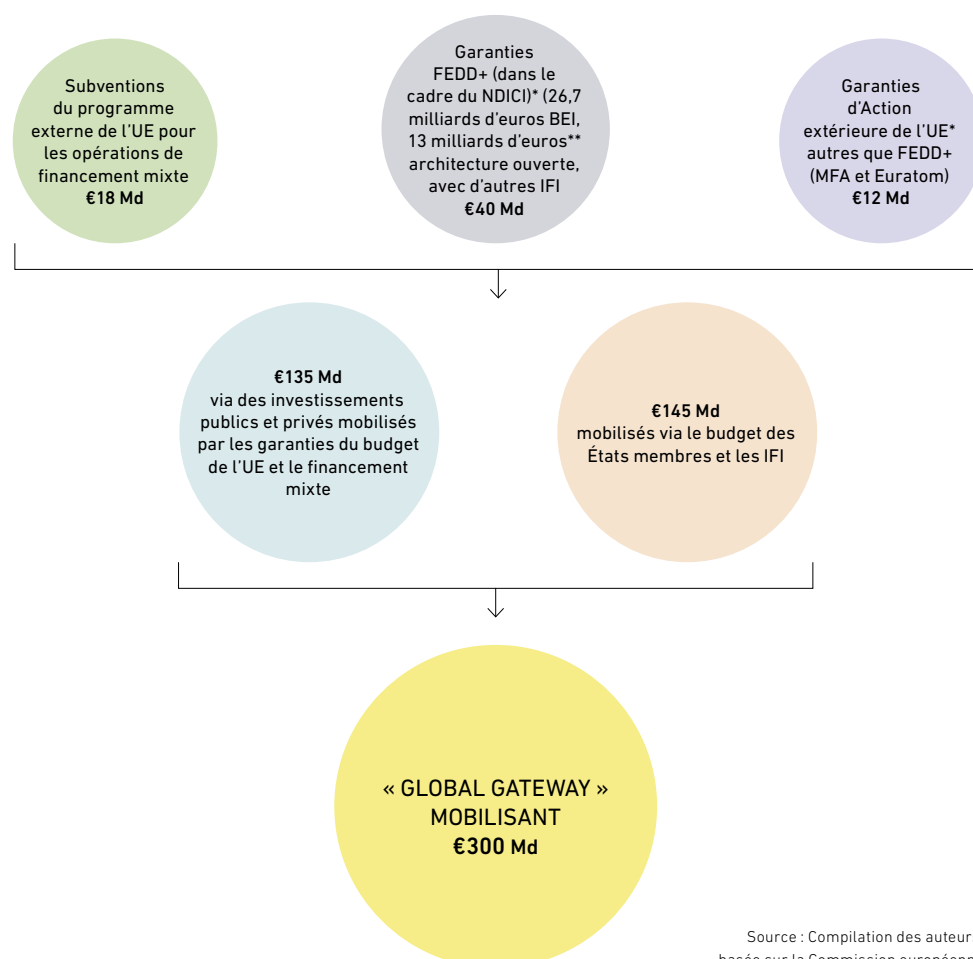
Comme le montre la figure 2, le financement du « Global Gateway » provient de diverses sources. La Commission indique que 53 milliards d'euros sont issus de la garantie pour l'action extérieure de l'UE, principalement via le Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+), qui constitue le volet financier du NDICI-GE³⁰. Ce fonds propose 40 milliards d'euros de garanties pour la mise en œuvre de projets par les IFD, dont 26,7 milliards d'euros alloués à la BEI et 13 milliards d'euros dédiés aux garanties pour l'architecture ouverte du FEDD+ (dont 50 % sont disponibles dans le cadre d'un guichet « Global Gateway » spécifique ; voir encadré 2)³¹. En ce qui concerne les financements sous forme de subventions, 18 milliards d'euros sont disponibles à des fins diverses, telles que le financement mixte, le soutien budgétaire et l'assistance technique dans le cadre de projets financés directement par l'UE (voir encadré 3)³².

D'autres instruments incluent l'assistance technique et le cofinancement de projets via des programmes tels que l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP) III, le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, Horizon Europe, InvestEU et Interreg, ainsi que le financement de crédits à l'exportation³³. En complément des outils financiers, le « Global Gateway » s'appuie également sur des leviers opérationnels, tels que le dialogue politique et économique, les accords de commerce et d'investissement, ainsi que la normalisation pour créer un environnement favorable aux investissements³⁴.

En plus de ces fonds, il est prévu que 135 milliards d'euros supplémentaires soient mobilisés sous forme d'investissements privés ou publics, et que 145 milliards d'euros proviennent des institutions financières et de financement du développement des États membres. Si l'on ajoute à cela les 18 milliards d'euros de subventions allouées aux opérations de financement mixte, la Commission vise à atteindre l'objectif de 300 milliards d'euros.

Les garanties constituent le principal outil de financement utilisé pour soutenir les projets du « Global Gateway » : il s'agit d'une forme d'assurance destinée à protéger les institutions financières et les investisseurs privés contre les risques de non-paiement. La protection ou la réduction du risque pour les institutions financières et les investisseurs le cœur même de la stratégie « Global Gateway ».

Figure 2 :
Structure financière du
« Global Gateway »



* La Commission européenne indique 53 milliards d'euros de garanties, mais après avoir vérifié les sources accessibles au public, nous n'avons trouvé que 52 milliards d'euros de garanties.

** 50% des 13 milliards d'euros sont réservés aux projets du « Global Gateway ».

Source : Compilation des auteurs, basée sur la Commission européenne

Le « Global Gateway » s'inscrit dans une tendance de financement du développement employée par les pays du Nord global au cours des dix dernières années, qui consiste à compter sur la mobilisation d'investissements du secteur privé dans des projets de développement comme principal moyen de générer des fonds de développement supplémentaires. Cette approche découle en grande partie du fait que les donateurs, tels que l'UE, ne parviennent pas à fournir un financement adéquat sous forme de subventions et ne respectent pas leurs propres engagements en matière d'APD. Pourtant, le « Global Gateway » va encore plus loin : au-delà de solliciter les investisseurs privés pour combler le manque de financement public des objectifs de développement, il utilise également des fonds publics de développement pour stimuler les économies et les entreprises européennes³⁵.

Officiellement, le « Global Gateway » propose « une approche éthique afin que les projets d'infrastructure ne génèrent pas un endettement insoutenable ou des dépendances indésirables.³⁶ » Pourtant, nos recherches révèlent que les projets du « Global Gateway » sont présents dans 29 des 37 pays pauvres très

endettés (PPTE), selon les calculs de la Banque mondiale³⁷. Cela représente un risque important, car les analyses de viabilité de la dette des banques telles que la BEI reposent sur des méthodologies de la Banque mondiale et du FMI qui ignorent les aspects de droits humains, de la justice climatique et de genre, ainsi que du droit au développement. Alors que les ressources publiques des pays du Sud global sont englouties par le remboursement de la dette au détriment des investissements publics nécessaires, le « Global Gateway » est en totale contradiction avec les réformes nécessaires de l'architecture financière internationale et de la justice de la dette³⁸.

L'architecture financière internationale actuelle continue de favoriser les grands acteurs financiers privés et les pays riches du Nord global, prolongeant ainsi des siècles d'exploitation coloniale et d'imposition de la dette aux pays du Sud global. En 2023, 38 % des recettes budgétaires et 30 % des dépenses dans les pays du Sud global ont été consacrés au service de la dette³⁹. En 2024, ces pays devront rembourser 50 milliards de dollars de plus qu'ils ne reçoivent en aide⁴⁰.

1.2.1 Principaux acteurs de la mise en œuvre du « Global Gateway » : les institutions de financement du développement

Pour parvenir à l'objectif de mobiliser 300 milliards d'euros d'investissements, les IFD jouent un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie « Global Gateway » : la BEI Monde (branche développement de la BEI) au niveau européen, et les banques nationales de développement telles que l'Agence française de développement (AFD), la Banque allemande de développement (KfW) et la Société espagnole de Financement du Développement (COFIDES). La BEI Monde (voir encadré 2) met en œuvre la majeure partie des garanties de l'UE allouées au « Global Gateway ». Les banques régionales de développement, comme la Banque africaine de développement (BAD), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), peuvent également intervenir en tant que partenaires externes.

Le « Global Gateway » est présenté comme une offre guidée par des valeurs démocratiques et des normes élevées en matière de transparence, de droits humains et de durabilité. Pourtant, les banques de développement telles que la BEI Monde ont été critiquées par les OSC pour leur manque de transparence et de responsabilité, pour leurs violations des droits humains ainsi que pour les dommages environnementaux qu'elles ont causés. Les OSC ont souligné que les projets manquaient souvent d'additionnalité claire en matière de développement et semblaient prioriser les rendements financiers des investisseurs. De plus, les structures décisionnelles descendantes tiennent à l'écart les pays bénéficiaires, tandis que les mécanismes de plainte et de réparation en cas de violation de droits demeurent inadaptés⁴¹. La banque doit réformer ses politiques en matière de droits humains et d'environnement, et s'assurer qu'elle contribue aux besoins de développement nationaux et locaux dans les pays du Sud global⁴².

La BEI Monde peut jouer un rôle clé en proposant des financements pour le développement et la lutte contre le changement climatique à des conditions très avantageuses. Ces financements concessionnels sont essentiels pour soutenir les projets de développement à travers le monde, particulièrement dans un contexte où les coûts d'emprunt élevés limitent la capacité des pays à répondre à leurs besoins de développement et à relever les défis liés au climat⁴³. Dans sa Feuille de route de la banque du climat, la BEI a reconnu la nécessité d'un tel financement concessionnel pour le climat dans les pays à faible revenu⁴⁴. Cependant, la BEI ne répond pas encore à ces attentes : elle a considérablement réduit la part des prêts concessionnels et des fonds propres dans le total de ses prêts climatiques, qui est passée de 19 % en 2017 à 2 % en 2021⁴⁵.

Encadré 2 : Le « Global Gateway » et la Banque européenne d'investissement

L'influence du « Global Gateway » est évidente dans la stratégie de la BEI, qui a fait de cette initiative une priorité⁴⁶.

La BEI Monde, la branche développement de la principale banque publique de l'UE et la plus grande institution financière multilatérale au monde, met en œuvre 26,7 milliards d'euros de garanties FEDD+ à l'échelle mondiale, principalement orientées vers les infrastructures du secteur public, mais également destinées à atténuer les risques pour les investisseurs privés.⁴⁷ À la fin de l'année 2023, la BEI Monde avait signé 95 projets pour un montant de plus de 8 milliards d'euros dans le cadre du FEDD+/NDICI-GE.

Dès la première phase de mise en œuvre du « Global Gateway », la BEI a atteint 60 % de son objectif global de 100 milliards d'euros, selon les informations partagées par la banque. À la fin de 2023, les financements de la BEI devaient permettre de mobiliser 60 milliards d'euros d'investissements pour les projets du « Global Gateway »⁴⁸.

De plus, la moitié des 13 milliards d'euros provenant des garanties restantes du FEDD+, alloués aux IFD, y compris à la BEI, dans le cadre de ce que l'on appelle « l'architecture ouverte », est allouée au « Global Gateway »⁴⁹. Ces garanties visent à soutenir les investissements dans des activités plus viables sur le plan commercial, y compris celles sous-traitées ou directement mises en œuvre par le secteur privé, telles que les prêts aux entreprises publiques d'eau et d'assainissement, aux compagnies nationales d'électricité ou aux projets privés d'énergie renouvelable⁵⁰. En 2022, 5,7 milliards d'euros ont été mobilisés au titre de ces garanties.⁵¹ Le site internet du FEDD+ répertorie six programmes bénéficiant d'un peu plus de 1 milliard d'euros de garanties, avec pour objectif d'atteindre 40 garanties d'architecture ouverte au total d'ici la fin de 2024⁵². Cependant, le montant total des garanties et des investissements réalisés reste incertain à ce jour.

En principe, la BEI Monde utilise les garanties FEDD+ pour financer des prêts à haut risque qu'elle ne financera pas avec ses propres ressources, comme les prêts dont les pertes attendues sont plus élevées, qui sont réalisés dans un pays ou avec une contrepartie dont la notation est faible, ou qui constituent une opération inédite dans de nouveaux secteurs ou marchés. La validité de cette décision reste à démontrer, notamment à la lumière des critiques passées sur l'usage parfois peu justifié des garanties de l'UE pour des investissements au sein même de l'Union⁵³.

Pour être éligibles à une garantie FEDD+, les projets doivent être alignés sur les objectifs du règlement NDICI-GE54, les documents de programmation pertinents⁵⁵ et les priorités du « Global Gateway »⁵⁶. Ils sont ensuite soumis à un processus d'évaluation rigoureux de la Commission européenne ainsi qu'à l'approbation des organes de direction de la BEI. Les projets peuvent choisir parmi trois domaines stratégiques pour leur demande de garantie : Global Gateway, Pacte vert, ou Emplois et croissance inclusive.

La BEI a également lancé un Fonds Global Gateway, un « fonds de fonds » auquel elle a contribué à hauteur de 300 millions d'euros pour des opérations de fonds propres et de dette à fort impact dans les marchés émergents. Ce fonds vise à soutenir les opérations du secteur privé, notamment les fonds d'infrastructure et les fonds dédiés aux petites et moyennes entreprises (PME)⁵⁷.

1.2.2 Principaux instruments financiers utilisés pour la mise en œuvre des projets du « Global Gateway »

Le Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+), bras financier du NDICI-GE, est l'un des principaux instruments de financement du « Global Gateway »⁵⁸. Il met à disposition 40 milliards d'euros de garanties pour la mise en œuvre par les IFD, dont 26,7 milliards d'euros pour la BEI et 13 milliards d'euros au titre des garanties en faveur de l'architecture ouverte FEDD+ (dont 50 % sont disponibles via un guichet spécifique « Global Gateway » ; voir encadré 2)⁵⁹. En ce qui concerne les financements sous forme de subventions, 18 milliards d'euros de subventions sont prévus par les programmes d'aide extérieure de l'UE pour les opérations dites de financement mixte (voir encadré 3)⁶⁰.

Avec ces fonds, il est prévu que 135 milliards d'euros soient mobilisés sous forme d'investissements privés ou publics supplémentaires et que 145 milliards d'euros proviennent des institutions financières et des agences de financement du développement des États membres. Cependant, comme souligné plus haut, la façon dont ces montants contribueront aux 300 milliards d'euros visés par l'initiative reste floue.

Le paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique (anciennement Facilité d'investissement pour l'Afrique (FIF)) représente la moitié des objectifs globaux de financement du « Global Gateway », avec un objectif total de 150 milliards d'euros⁶¹. L'UE s'est engagée à mobiliser 45 milliards d'euros pour le programme d'investissement UE-ALC (Amérique Latine et Caraïbes), 10 milliards d'euros pour l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et 10 milliards d'euros supplémentaires pour l'Asie centrale⁶².

Encadré 3 : Financement mixte (blended finance)

Un montant de 18 milliards d'euros de subventions est alloué au « Global Gateway » dans le cadre des programmes d'aide extérieure de l'UE destinés aux opérations de financement mixte. Ce type de financement combine des fonds publics concessionnels (proposés à des conditions plus avantageuses que celles du marché) issus d'IFD et de ressources publiques ou privées⁶³. À l'échelle régionale, les opérations de financement mixte de l'UE approuvées par la DG-INTPA se répartissent ainsi : 27,5 % pour l'Afrique, 11,4 % l'Amérique latine et les Caraïbes et 6,7 % l'Asie-Pacifique⁶⁴.

L'objectif du financement mixte est de mobiliser des investissements privés ou publics supplémentaires auprès d'autres acteurs. Cela signifie que les garanties, ainsi que les subventions, les prêts et, dans certains cas, les prises de participation, sont combinés pour soutenir des projets dans les pays bénéficiaires qui ne présentent pas de rendements financiers immédiats (projets « non bancables »). Ces projets, tout en n'étant pas viables uniquement avec des garanties, apportent une « valeur ajoutée publique »⁶⁵.

Dans la pratique, le modèle de financement mixte basé sur la mobilisation d'investissements du secteur privé est problématique pour le financement du développement. Les recherches montrent qu'il ne donne pas la priorité aux activités en faveur des plus démunis, telles que la fourniture de services publics et d'infrastructures visant à répondre aux besoins et aux droits fondamentaux des populations. Ce modèle favorise plutôt les pays à revenu intermédiaire, où les conditions du marché sont favorables pour le secteur privé⁶⁶. Cela peut entraîner une aide liée informelle, où l'aide au développement est conditionnée à l'achat de biens ou de services auprès du pays donateur. Les faits montrent que le financement mixte peut manquer de transparence, de responsabilité et de participation démocratiques. En pratique, l'appropriation du développement et l'alignement sur les priorités nationales peuvent être éclipsés par des intérêts économiques.

Les recherches indiquent également que le financement privé s'avère plus coûteux que les ressources publiques pour soutenir les services publics et les infrastructures, et peut également mener à une financiarisation des services publics⁶⁷. Il est difficile de mesurer sa capacité à mobiliser des financements supplémentaires et d'évaluer ses impacts réels sur le développement. De plus, les appels d'offres pour les partenaires des projets, la prise de décision, la conception des projets, le suivi et l'évaluation sont tous des processus qui nécessitent du temps et de l'argent ainsi que des capacités gouvernementales importantes, ce qui représente une charge supplémentaire sur les pays du Sud global⁶⁸.

En 2022, la BEI Monde a mobilisé plus de 30 milliards d'euros d'investissements pour les opérations du « Global Gateway ». Il était prévu qu'à la fin de l'année 2023, 60 milliards d'euros d'investissements soient mobilisés. Sur la base de ces estimations, la banque considère avoir atteint 60 % de l'objectif global de 100 milliards d'euros beaucoup plus rapidement que prévu pour la mise en œuvre du « Global Gateway ». De plus, elle a indiqué avoir considérablement renforcé sa capacité de prise de risque en prêtant 6 milliards d'euros à ses propres risques, ce qui dépasse le seuil habituellement accepté par la banque (en moyenne 1,2 milliard d'euros par rapport aux années précédentes)⁶⁹. Selon le rapport financier 2023 de la BEI, les prêts pour des opérations présentant un risque supérieur à celui que la banque accepterait normalement sont passés de 8,4 milliards d'euros à 10,4 milliards d'euros en 2023⁷⁰.

Il est encourageant de constater que la BEI prend davantage de risques dans ses prêts, ce qui renforce en principe sa volonté de soutenir des projets susceptibles de ne pas générer de rendements rapides. Cependant, étant donné que la BEI ne publie pas systématiquement d'informations sur les bénéficiaires finaux de ses prêts, il n'est pas possible d'évaluer si et dans quelle mesure les prêts à haut risque améliorent la fourniture de services publics répondant aux besoins fondamentaux et soutiennent les projets d'infrastructures sociales nécessaires. Ce risque est encore renforcé par le fait que la banque peut approuver le financement de projets à destination de gouvernements nationaux qui se présentent comme promoteurs officiels de projets, mais qui, par la suite, réorientent les fonds vers des entreprises par le biais d'achats⁷¹.

Le secteur privé souligne également le manque de clarté dans la planification du « Global Gateway ». BusinessEurope, un groupe de pression européen représentant les entreprises, a critiqué le manque de transparence et d'informations sur les projets du « Global Gateway », en insistant sur la nécessité d'apporter plus de clarté concernant le processus d'identification des projets phares, leur progression, leurs différentes composantes, ainsi que les parties prenantes (bénéficiaires et bailleurs de fonds) impliquées et les priorités stratégiques visées dans leur mise en œuvre⁷².

Encadré 4 : Partenariats public-privé

Les partenariats public-privé (PPP) sont un exemple majeur de financement du développement favorisant les investissements du secteur privé⁷³. Bien qu'il n'existe pas de définition universelle des PPP, ce rapport les définit comme des arrangements contractuels à long terme dans lesquels le secteur privé fournit des actifs et des services d'infrastructure qui sont traditionnellement assurés par les gouvernements (tels que les hôpitaux, les écoles, les prisons, les routes, les aéroports, les voies ferroviaires et les installations d'eau et d'assainissement). Ces arrangements impliquent un certain partage des risques entre le secteur public et le secteur privé⁷⁴.

La mise en œuvre des PPP se caractérise souvent par une absence de consultations et de participations publiques, tandis que les négociations contractuelles manquent fréquemment de transparence et de responsabilité. Dans les cas où des peuples autochtones pourraient être concernés, cette mise en œuvre devrait également nécessiter des processus efficaces de consentement libre, préalable et éclairé. De plus, les PPP ont tendance à être plus coûteux que les financements public-public, ce qui entraîne une augmentation des coûts pouvant aller jusqu'à 30 %. Ils risquent également d'alourdir la dette des pays du Sud global, y compris pour les citoyens qui finissent par assumer les dettes contractuelles par le paiement de frais de service⁷⁵.

Le programme d'investissement Global Gateway UE-ALC favorise explicitement les partenariats public-privé⁷⁶. Le site internet de la CE ne publie des informations plus générales sur les projets « Global Gateway » réalisés dans le cadre de PPP que de manière sélective. On y trouve des informations sur le modèle de PPP utilisé, par exemple, pour l'expansion d'un parc éolien au Cap-Vert (voir chapitre 3) dans le cadre de l'Initiative verte UE-Afrique (qui est également un projet phare du « Global Gateway »)⁷⁷. Là encore, il est difficile de se faire une idée précise de la situation en raison d'un manque flagrant de transparence sur les modèles de financement employés pour la mise en œuvre du « Global Gateway », ce qui ne permet pas d'évaluer correctement l'impact des projets.

Le « Global Gateway » affiche des objectifs d'effet de levier inférieurs à ceux des programmes de financement de l'UE tels que le plan Juncker ou le NDICI. Son « ratio de levier », c'est-à-dire sa capacité à mobiliser des financements privés, est de 3,4, basé sur l'objectif de l'UE de générer 135 milliards d'euros d'investissements avec les 40 milliards d'euros de garanties. En comparaison, le ratio de levier de 15 du plan Juncker a été critiqué par la Cour des comptes européenne (CCE), car la méthodologie de la CE et de la BEI a conduit à surestimer les montants des investissements mobilisés, et la CCE a recommandé d'améliorer ces estimations⁷⁸. Le ratio du NDICI est de 10 et vise à mobiliser 500 milliards d'euros d'investissements privés sur la base de 53 milliards d'euros de garanties de l'UE⁷⁹. Selon les informations fournies par la BEI Monde qui indique avoir mobilisé 30 milliards d'euros en 2022, la banque est en bonne voie pour atteindre son objectif consistant à financer au moins 100 milliards d'euros du « Global Gateway » durant le cadre financier pluriannuel actuel. Toutefois, il faut encore évaluer la cadence et la qualité du portefeuille d'investissements de la BEI, de même que les progrès accomplis sur les deux tiers restants des 300 milliards d'euros mis en œuvre par d'autres banques nationales de développement.

La CCE a également signalé des difficultés dans la préparation et l'attribution des garanties FEDD+ (voir encadré 5) : les informations sur l'utilisation finale des fonds n'étaient pas disponibles au moment des appels d'offres. De plus, elle a également souligné le manque de transparence dans la méthodologie d'allocation des fonds, ainsi que des lacunes dans la collecte et l'analyse des données brutes nécessaires pour justifier les décisions d'allocation des fonds du NDICI dans les pays non voisins, ce qui met en évidence le risque que des intérêts géopolitiques influencent la sélection des projets⁸⁰.

Encadré 5 : Garanties dans le cadre du volet « Global Gateway » du FEDD et du FEDD+

Le programme « Global Gateway » bénéficie de garanties de 40 milliards d'euros dans le cadre du FEDD+ pour des opérations mondiales. À titre de comparaison, le FEDD a fourni des garanties à hauteur de 1,75 milliard d'euros pour l'Afrique subsaharienne et le voisinage de l'UE⁸¹. De plus, dans le cadre du mandat de prêt extérieur de l'UE pour la période 2014-2021, la BEI a bénéficié de garanties de 32,2 milliards d'euros applicables à ses opérations mondiales⁸².

Au total, le FEDD a approuvé des investissements dans près de 250 projets en Afrique subsaharienne et dans le voisinage de l'UE, avec une contribution de l'UE dépassant 5,7 milliards d'euros au cours de la période 2017-2021, ce qui devrait mobiliser 55 milliards d'euros d'investissements de la part d'institutions de financement du développement partenaires⁸³. Sur ce total, la BEI a réalisé 17 opérations représentant 639 millions d'euros. Seules sept garanties FEDD pour des opérations de la BEI ont été appelées (c'est-à-dire utilisées), pour un total de 1 million d'euros⁸⁴.

La mise en œuvre a suscité de vives préoccupations au sein du FEDD : son rapport annuel pour 2020 a conclu qu'une seule construction avait commencé depuis 2017⁸⁵. Même en juin 2022, la CE a indiqué que le FEDD en était encore à ses débuts en termes de mise en œuvre⁸⁶.

Le financement du crédit à l'exportation est devenu un outil clé pour soutenir le « Global Gateway » à travers ce qu'on appelle la coordination renforcée entre les organismes de crédit à l'exportation (OCE) et les IFD. Les OCE sont des entités privées, gouvernementales, semi-gouvernementales ou affiliées qui accordent des prêts, des garanties et des assurances, soutenus par des budgets publics, à des entreprises principalement originaires de leur propre pays pour des projets à l'international. Leur mission première est de promouvoir les intérêts commerciaux nationaux, ce qui est loin d'être des objectifs de développement au service des pays bénéficiaires.

Cette coordination renforcée vise à faciliter les échanges entre les OCE et les institutions de l'UE dans le but de promouvoir les principaux objectifs politiques de l'UE, notamment la compétitivité industrielle mondiale, la diversification des chaînes d'approvisionnement, les objectifs de développement, les programmes numériques et verts ainsi que les objectifs géopolitiques. Bien que cette coordination puisse encourager la participation des exportateurs européens aux projets financés par les IFD, il n'est pas certain que le développement des capacités productives locales des pays bénéficiaires à valeur ajoutée pour l'économie locale fasse partie de ces projets. La CE a déjà lancé plusieurs projets pilotes, notamment la production de vaccins au Ghana, l'extraction de lithium en Argentine et un réseau de bus électriques au Costa Rica⁸⁷.

Dans l'ensemble, l'accès à des emprunts concessionnels pour renforcer la capacité de production peut constituer une stratégie de développement importante pour certains pays du Sud global⁸⁸. Cependant, compte tenu des intérêts nationaux et du mandat commercial des OCE, le crédit à l'exportation et sa coordination renforcée avec le financement du développement

risquent d'accroître l'aide liée informelle. Cela pourrait entraver le développement des secteurs productifs locaux dans les pays du Sud global et favoriser les dépendances vis-à-vis des technologies et des capitaux de l'UE. Plusieurs projets impliquant à la fois des OCE et des IFD se caractérisent par des coûts de projet excessifs, une additionnalité de développement douteuse et des structures financières complexes destinées à garantir des rendements avantageux pour les actionnaires⁸⁹.

Les OCE manquent de transparence et de responsabilité, et ne sont que faiblement réglementés au niveau de l'UE et de l'OCDE⁹⁰. Ils sont responsables de la majorité des dettes accumulées par les pays en développement⁹¹ auprès des gouvernements européens⁹². Compte tenu des failles en matière de transparence, de diligence raisonnable et de responsabilité des IFD, cette coordination renforcée entre les OCE et les IFD complique la prévention et la gestion des risques de violations des droits humains, de dommages environnementaux (tels que les investissements dans les combustibles fossiles ou les projets miniers) et d'aggravation de l'endettement⁹³.



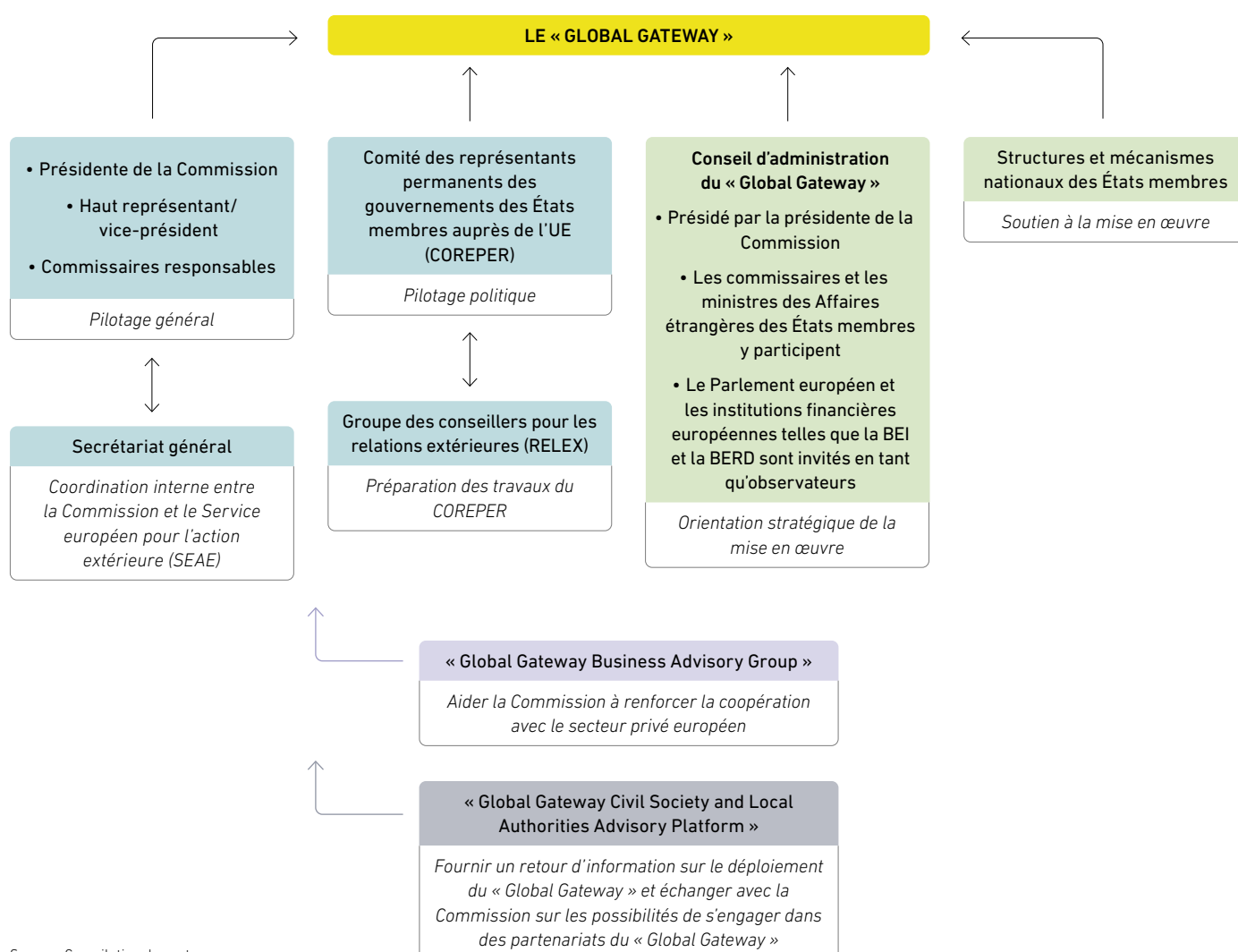
Photo: Mine de lithium dans le désert de sel de Salinas Grandes, province de Jujuy, Argentine. © EARTHWORKS/Flickr

1.3 Gouvernance du « Global Gateway »

Contrairement au NDICI-GE, le « Global Gateway » ne repose pas sur un cadre juridique spécifique et ne comporte pas d'ensemble de règles contraignantes. Alors que le règlement établissant officiellement le NDICI-GE a été négocié et adopté par le Conseil et le Parlement européen en 2021 – un processus qui prévoyait la participation d'OSC fournissant des contributions et des preuves – le « Global Gateway » a été présenté unilatéralement par la CE et le haut représentant/vice-président de la CE⁹⁴. Cela illustre une approche descendante qui gagne en puissance dans la politique de développement de l'UE, une approche caractérisée par un manque de dimension démocratique et qui ne prévoit aucune contribution parlementaire et publique significative dans sa conception, sa mise en œuvre et son évaluation.

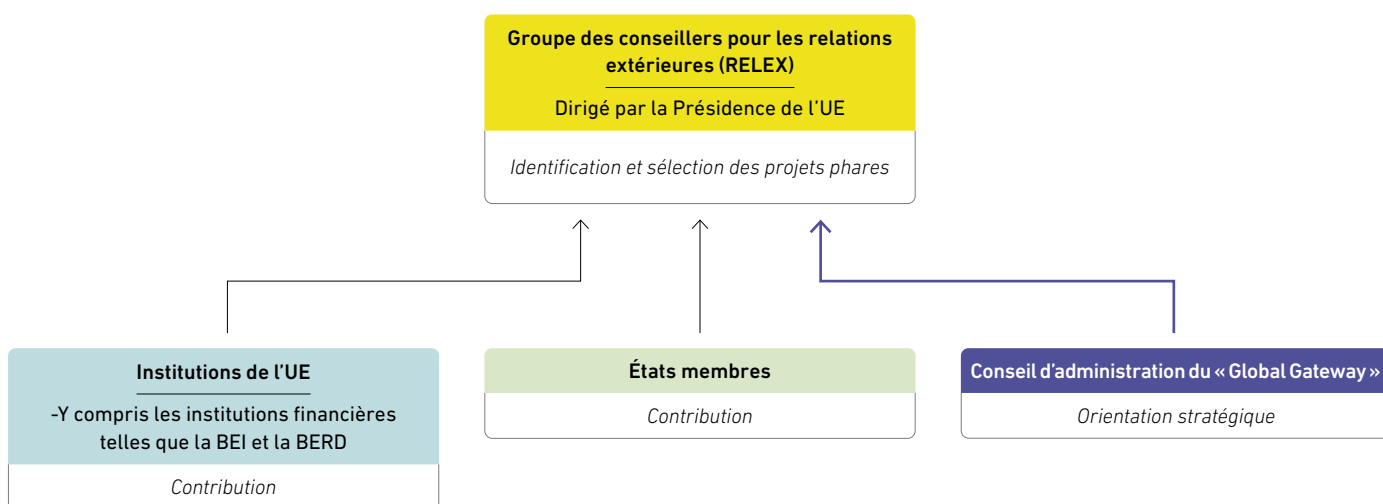
La Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne (DG-INTPA) est chargée de la gestion du « Global Gateway », mais d'autres départements et institutions sont également impliqués, ce qui reflète la nature fluide et transversale de cette initiative. Comme le montre la figure 3, au plus haut niveau de l'UE, la mise en œuvre du « Global Gateway » est dirigée par un comité composé de la Présidente de la CE, du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président de la CE, ainsi que de représentants compétents de l'ensemble de la CE⁹⁵. Le Conseil d'administration du « Global Gateway » assure l'orientation stratégique et identifie les opportunités pour maximiser l'impact des initiatives de ce programme. Ce Conseil compte la Présidente de la CE et les ministres des Affaires étrangères de l'UE (le Parlement européen étant invité en tant qu'observateur), ainsi que de représentants des IFD⁹⁶.

Figure 3 : Structure de gouvernance du « Global Gateway »



Source : Compilation des auteurs

Figure 4 : Sélection des projets phares du Global Gateway



Source : Compilation des auteurs

De plus, la DG du commerce (TRADE) intervient en facilitant une coordination renforcée avec les crédits à l'exportation ou les accords commerciaux (outils opérationnels du « Global Gateway »). Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) se charge des activités de sensibilisation diplomatique, notamment par l'intermédiaire des délégations de l'UE dans les pays bénéficiaires, qui peuvent coordonner et identifier les projets et les possibilités de financement, et assurer le suivi de leur mise en œuvre⁹⁷. Les délégations de l'UE participent également à l'organisation de missions et de forums d'affaires dans le cadre du « Global Gateway », en amenant des entreprises européennes dans les pays qui les intéressent pour discuter des possibilités d'investissement dans le cadre de l'initiative (plus de 25 de ces forums ont été organisés jusqu'à présent)⁹⁸. La DG du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME (GROW) et la DG du voisinage et des négociations d'élargissement (NEAR) sont également impliquées. La fuite d'un projet de plan d'action extérieure destiné au nouveau collège des commissaires à la suite des élections européennes de juin 2024 a soulevé des inquiétudes quant à la proposition de la DG-INTPA qui vise à consolider ces structures fluides et utiliser les fonds de développement pour de nouvelles actions politiques coordonnées motivées par l'intérêt économique, impliquant la DG du commerce, ainsi que la DG des affaires économiques et financières (ECFIN)⁹⁹. Voir la figure 4 pour une représentation simplifiée du processus de sélection des projets phares du « Global Gateway ».

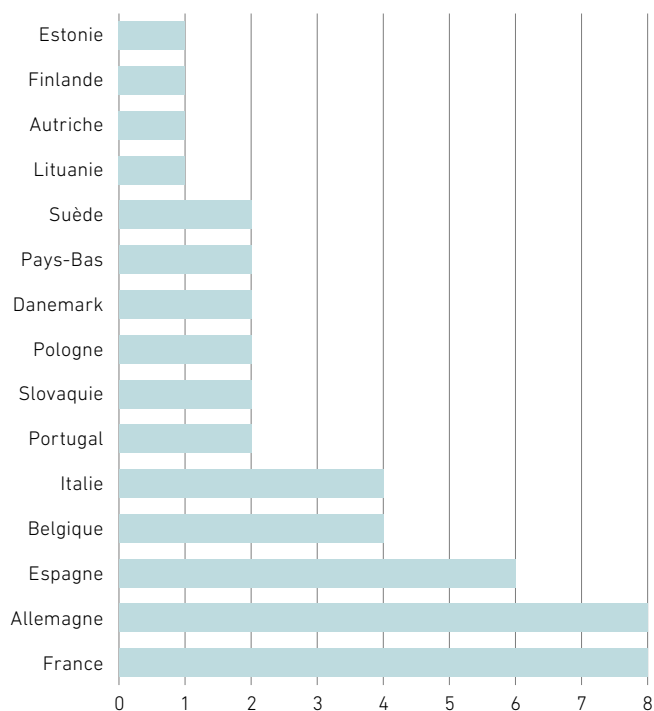
Comme le montre la figure 3, les pays du Sud global sont absents de la structure de gouvernance. Selon la plateforme régionale de la société civile AFRODAD :

« Le « Global Gateway » ne prévoit pas de mécanismes permettant un engagement significatif avec les pays en développement, malgré les revendications de « partenariat », alors que les règles sont principalement dictées par la CE et les États membres de l'UE qui détiennent le pouvoir de décision et le contrôle sur la manière dont les ressources sont allouées. »¹⁰⁰

Deux organes intégrant des parties prenantes externes font partie du « Global Gateway » : le « Business Advisory Group » (BAG) et la « Civil Society and Local Authorities Advisory Platform ». Ces entités ont été mises en place bien après le lancement du « Global Gateway » en décembre 2021, respectivement en septembre et octobre 2023¹⁰¹. Le BAG avait toutefois été désigné comme un élément central de la gouvernance du « Global Gateway » dans la communication initiale de décembre 2021, alors que le dialogue avec la société civile n'était évoqué qu'en termes vagues.

Le BAG est composé de 59 grandes entreprises et associations professionnelles d'Europe (voir figure 5)¹⁰². La plupart des entreprises sont françaises, allemandes (13,6 % respectivement), espagnoles (10,2 %), belges et italiennes (6,8 % respectivement). Les associations d'entreprises du Nord global représentent la part la plus importante au sein du BAG (22 %). Il est frappant de constater qu'une seule association, l'Alliance pour l'électrification rurale, basée en Belgique, semble également représenter les entreprises du Sud global¹⁰³, ce qui montre bien le rôle clé que jouent les intérêts des entreprises européennes dans la structure de gouvernance du « Global Gateway ».

Figure 5 : Nombre d'entreprises par pays dans le « Global Gateway Business Advisory Group »

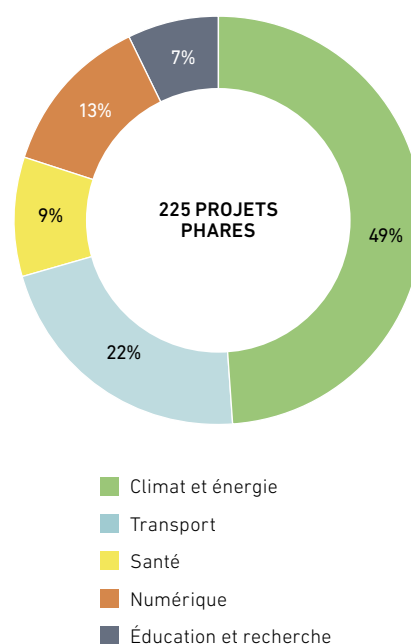
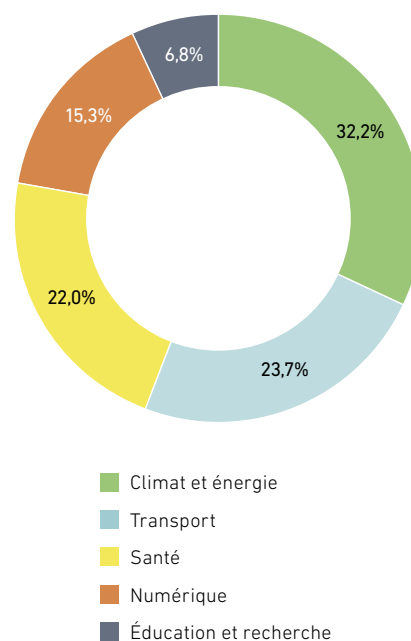


Source : Compilation des auteurs

Le BAG comprend des géants polluants comme TotalEnergies, Volvo, Brussels Airlines et Bayer¹⁰⁴. Comme mentionné précédemment, des contrats ont déjà été attribués à sept entreprises membres du BAG dans le cadre de projets du « Global Gateway », ce qui soulève des inquiétudes quant à l'influence croissante du lobbying des entreprises, qui pourraient ainsi tirer profit du financement du développement. Ces entreprises sont les suivantes : Moller Maersk, Enel, Meridiam, Orange, Nokia, Total Energies, Siemens.

En termes de couverture sectorielle des membres du BAG (voir graphique 6), près d'un tiers des entreprises relèvent de la catégorie des entreprises actives dans le domaine du climat et de l'énergie (19), suivies par le secteur des transports (14), de la santé (13) et du numérique (9). Les entreprises du secteur de l'éducation et de la recherche (4) sont les moins représentées dans le BAG. Si l'on regarde la couverture sectorielle des projets phares du « Global Gateway », on constate que le climat et l'énergie sont le secteur dominant à la fois dans le BAG et dans les projets, suivis par les transports. Cependant, le secteur numérique se classe au troisième rang en termes de couverture parmi les projets phares, devant le secteur de la santé.

Figure 6 : Composition sectorielle du « Global Gateway Business Advisory Group » par rapport à la couverture sectorielle des projets phares¹⁰⁵



Source : Compilation des auteurs

La « Civil Society and Local Authorities Advisory Platform »¹⁰⁶ est censée aider la CE à veiller à ce que le « Global Gateway », en tant que stratégie fondée sur des valeurs, contribue à des investissements durables, en atteignant ses objectifs conformément à ses principes¹⁰⁷. Elle est composée de 57 membres : 42 réseaux et organisations de la société civile, 4 partenaires sociaux et associations professionnelles et d'entreprises, et 11 associations de collectivités territoriales¹⁰⁸. Parmi les organisations mentionnées dans la section OSC, on en compte une qui se décrit comme un écosystème de chefs d'entreprise principalement actifs dans le secteur bancaire et financier¹⁰⁹, une autre dont les membres incluent des géants de la technologie tels qu'Amazon, Google et Nokia, ce dernier faisant également partie du BAG¹¹⁰, ainsi qu'une association représentant les intérêts des organisations automobiles et l'organe directeur de la Formule 1¹¹¹. Le secteur privé et les organisations patronales sont également présents au sein de cette plateforme¹¹².

La plateforme ne favorise pas un engagement suffisant avec la société civile et les gouvernements locaux, ce qui exacerbe le déficit démocratique du « Global Gateway » compte tenu de l'absence de rôles contraignants pour les parlements des pays du Sud global et d'Europe. Selon la Plateforme Afrique, un membre de la société civile de la plateforme :

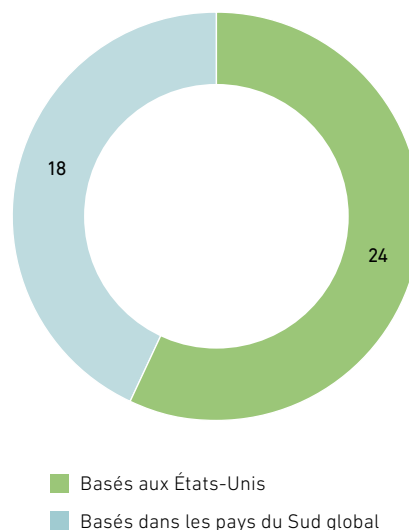
« La Commission semble n'avoir attribué qu'un rôle de surveillance aux OSC, en supposant qu'elles seront d'accord avec les projets ou leur approche. De plus, elle a montré une réticence à impliquer la société civile dans l'identification des projets présentant des résultats clairs en matière de multiplicateurs de développement. Ce qui est encore plus frustrant, c'est que la Commission est tout aussi réticente à fournir des détails sur la façon dont chacun des projets a été élaboré, ou s'ils ont effectivement été co-conçus par les États partenaires. En réalité, la société civile n'a pas le pouvoir d'influencer le "Global Gateway" ni de plaider en faveur d'une refonte de l'ensemble de l'approche afin de la réaligner sur les projets qui répondent aux exigences de développement des pays partenaires. »¹¹³

L'organisation Alliance 2015, un autre membre de la plateforme, déclare qu'elle est :

« Déçu par le rythme d'activité observé lors du déploiement du "Global Gateway" par rapport à l'engagement et à l'activité liée à l'initiative ». L'organisation « appelle à plus de transparence et à une consultation beaucoup plus importante, inclusive et axée sur les objectifs de développement durable. »¹¹⁴

La figure 7 montre la répartition géographique des 42 réseaux et organisations de la société civile de la plateforme (c'est-à-dire à l'exclusion des associations de collectivités locales et des partenaires sociaux, des associations professionnelles et d'entreprises). Parmi ces 42 pays, 24 ont leur siège social dans les pays du Nord global, notamment en Europe et aux États-Unis, tandis que 18 sont basées dans des pays du Sud global. Ce dernier groupe comprend des organisations internationales telles que Oxfam et l'Organisation mondiale du mouvement scout¹¹⁵.

Figure 7 : Organisations et réseaux de la société civile par siège



Source : Compilation des auteurs

Parallèlement, les récents appels à propositions de l'UE font reposer sur les OSC et sur leurs ressources la responsabilité du contrôle des incidences des projets du « Global Gateway »¹¹⁶. Ces projets chargent les OSC de veiller à ce que la protection des droits humains, les incidences socio-économiques et la protection de l'environnement soient intégrées dans les investissements du « Global Gateway ». Cependant, cela ne peut en aucun cas pallier les lacunes du cadre de gouvernance du « Global Gateway ».

En plus du programme thématique dédié aux OSC de NDICI-GE¹¹⁷, le NDICI-GE stipule que les programmes géographiques¹¹⁸ doivent viser à « soutenir, renforcer et rendre autonome une société civile dynamique et lui permettre de jouer un rôle indépendant, actif et multiple dans les transitions politiques, les processus de réforme et les transformations démocratiques ; promouvoir un espace ouvert et propice à la participation de la société civile et des citoyens à la vie politique et à la surveillance du processus de décision politique, et lutter contre le rétrécissement de l'espace démocratique ; soutenir et promouvoir la participation de tous aux processus politiques et à la vie publique »¹¹⁹. Il est essentiel que les OSC bénéficient d'un financement adéquat pour atteindre ces objectifs, sans que celui-ci soit réduit pour financer les activités liées aux projets du « Global Gateway ». De plus, bien qu'il soit nécessaire que les OSC participent activement à la sélection et à la mise en œuvre ultérieure des projets de développement, cela pose également un risque d'instrumentalisation des OSC au service des intérêts du secteur privé soutenus dans le cadre du « Global Gateway ».

1.4 Objectifs en matière d'égalité de genre du « Global Gateway »

L'égalité de genre est à peine abordée dans la communication du « Global Gateway », où elle n'est mentionnée que deux fois et en termes vagues¹²⁰. Cela contraste avec les objectifs ambitieux du troisième Plan d'action sur l'égalité des sexes de l'UE (GAP III)¹²¹, qui vise à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans ses actions extérieures, ce qui devrait également s'appliquer au « Global Gateway ». Afin d'encourager « une approche transversale et porteuse de transformation et de placer le principe d'égalité des sexes au centre de toutes les politiques et de toutes les actions » et de combattre « toutes les dimensions transversales de la discrimination, en s'intéressant tout particulièrement, par exemple, aux femmes handicapées, aux femmes migrantes et à la discrimination fondée sur l'âge ou l'orientation sexuelle »¹²², le GAP III s'engage à faire en sorte qu'en 2025, 85 % des actions extérieures de l'UE soutiennent l'égalité de genre et au moins une action ciblée sur le genre soit mise en œuvre dans un pays bénéficiaire¹²³.

Cependant, lorsque la BEI Monde, principal acteur du « Global Gateway », a fixé ses objectifs en matière d'égalité de genre, elle s'est engagée à augmenter sa part des financements en soutien aux objectifs du GAP, en les faisant passer de 23 % en 2022 à seulement 30 % en 2025, ce qui est bien en deçà de l'objectif des 85 %¹²⁴.

Dans la pratique, il n'est pas certain que le « Global Gateway » adopte une approche progressiste en matière d'égalité de genre pour lutter contre les oppressions intersectionnelles et les changements systémiques dans la répartition du pouvoir¹²⁵. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour évaluer comment les projets peuvent aborder des défis tels que les disparités de genre dans l'accès à l'emploi, notamment en tenant compte de facteurs tels que l'informalité du secteur ou le niveau de qualification requis.

Par exemple, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la crise climatique et les inégalités de genre, en particulier les femmes et les filles autochtones qui sont confrontées à l'extrême pauvreté et à la dépendance à l'égard d'écosystèmes fragiles. L'Organisation internationale du travail (OIT) souligne que dans le contexte des changements du marché du travail dus au changement climatique et aux politiques d'atténuation et d'adaptation, les femmes risquent d'être exclues des nouveaux emplois. Selon l'OIT, il est indispensable d'adopter une approche intersectionnelle pour la transition vers une économie verte, centrée sur l'égalité de genre. Cela inclut l'intégration de l'égalité de genre dans toutes les politiques : macroéconomiques, industrielles, sectorielles, du marché du travail, ainsi que dans les domaines de la protection sociale, des droits et du dialogue social¹²⁶. D'après Concord (Confédération européenne des ONG œuvrant pour le développement durable et la coopération internationale), les questions de genre devraient faire l'objet d'une attention particulière dans des secteurs tels que les infrastructures vertes et numériques, où cette dimension est souvent négligée. L'absence de politiques concrètes en matière de genre et de collecte rigoureuse de données, notamment de données ventilées par genre (ce que le « Global Gateway » ne propose pas), risque de perpétuer et d'exacerber ces inégalités¹²⁷.

La stratégie de la BEI en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation économique des femmes se concentre principalement sur la réduction des inégalités de genre dans le domaine de l'inclusion financière. Elle reconnaît cependant des enjeux plus globaux liés à l'égalité de genre, tels que les investissements nécessaires pour réduire le problème des soins non rémunérés qui pèsent sur les femmes, l'impact des normes sociales autour de la masculinité et la nécessité de promouvoir l'égalité d'accès et d'utilisation des avantages générés par les investissements de la banque¹²⁸. Cependant, la BEI repose en grande partie sur le soutien qu'elle apporte à ses clients pour les aider à intégrer ces enjeux dans leurs investissements, au lieu de développer un portefeuille concret de projets spécifiquement axés sur l'égalité de genre¹²⁹. De plus, le fait que les clients de la BEI accordent des prêts et des marchés publics à des tiers éloigne encore davantage la banque de la conception et de la mise en œuvre des projets finaux, ce qui limite le suivi et la portée des impacts positifs de ses investissements.

1.5 Inégalité dans le « Global Gateway »

En juin 2023, le Commissaire Urpilainen de la DG-INTPA a lancé l'I-Marker (Marqueur Inégalité), le décrivant comme un « outil fondamental » pour atteindre « l'objectif prioritaire de la Commission européenne de lutter contre les inégalités en construisant des sociétés inclusives et durables »¹³⁰. La CE mentionne deux raisons principales pour la mise en œuvre de l'I-Marker :

- A. améliorer la conception des interventions pour renforcer leur effet de réduction des inégalités ;
- B. créer un système robuste de rapports et d'analyses comparatives sur la contribution de toutes les interventions pertinentes (en termes d'allocation d'APD) à la réduction des inégalités, tout en prenant en compte la multidimensionnalité de ces dernières.

L'I-Marker a également pour objectif de mesurer la manière dont les interventions de développement peuvent mieux répondre aux besoins des 40 % les plus pauvres de la population et des personnes socio-économiquement défavorisées dans les pays partenaires¹³¹. La CE recommande l'utilisation de l'I-Marker en conjonction avec d'autres outils analytiques tels que l'analyse des niveaux et des facteurs d'inégalité dans les pays partenaires, ainsi que l'outil d'évaluation des effets distributifs (DIA), qui évalue les effets potentiels des interventions sur la réduction des inégalités.

On peut se réjouir que la CE mette l'accent sur l'aide au développement dans les actions de l'UE en vue de réduire les inégalités, d'autant plus qu'elles respectent le mandat de l'UE en tant que fournisseur d'aide au développement dans le cadre du FEDD+. Cependant, il convient d'analyser avec attention l'efficacité de l'I-Marker. Au moins deux défis majeurs peuvent être soulignés.

Premièrement, comme le note la CE, l'I-Marker n'est pas conçu pour évaluer l'impact des interventions de coopération au développement, mais plutôt pour évaluer si, et dans quelle mesure, la réduction des inégalités est un objectif de l'intervention d'un donateur et, par conséquent, dans quelle mesure cette intervention pourrait contribuer à réduire les inégalités dans un pays. Il ne permet pas de mesurer les inégalités réelles sur le terrain, mais propose plutôt une estimation de la façon dont les projets du « Global Gateway » pourraient potentiellement conduire à une amélioration des mesures des inégalités. Le fait que l'I-Marker ne puisse pas être lié à des résultats fondés sur des preuves sur le terrain constitue une limitation majeure de cet outil.

Les objectifs contradictoires du « Global Gateway », qui combine à la fois des objectifs de développement et des rendements pour les investisseurs, signifient que les projets d'infrastructure, par exemple, pourraient améliorer l'accès aux services publics grâce à la construction de nouvelles routes. Cependant, la manière dont l'I-Marker mesurerait l'impact du projet par rapport à son caractère accessible et inclusif reste floue. Comme le montre la dernière étude menée sur l'I-Marker du « Global Gateway » par l'OSC Concord, les projets d'infrastructure peuvent réduire les inégalités, mais l'accessibilité financière n'est pas garantie, ils risquent d'aggraver les écarts existants¹³². De plus, l'I-Marker ne prend pas suffisamment en compte les facteurs qualitatifs, historiques et d'économie politique associés à la finance privée qui ont conduit à la privatisation des infrastructures publiques dans les pays du Sud global.

Deuxièmement, en novembre 2023, le Conseil a recommandé « l'application la plus large possible du marqueur relatif aux inégalités, y compris dans le cadre des initiatives de l'Équipe Europe et en ce qui concerne le "Global Gateway" »¹³³. Pourtant, la CE est encore en train de travailler à l'intégration complète de l'I-Marker dans le cadre du FEDD+¹³⁴. Compte tenu de l'importance du FEDD+ pour le « Global Gateway » (voir chapitre 1.2), la portée réelle de l'I-Marker sur les projets du « Global Gateway » semble encore limitée.

En juillet 2024, un an après le lancement de l'I-Marker, la CE a annoncé les premiers résultats¹³⁵, affirmant que :

- En 2023, 59 % de tous les nouveaux projets financés à partir du budget des partenariats internationaux étaient essentiellement axés sur la réduction des inégalités, celle-ci étant soit un objectif important, soit l'objectif principal.
- Dans les pays à faible revenu, 77 % des nouveaux projets étaient principalement axés sur la réduction des inégalités. Ce pourcentage était de 70 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de 69 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
- D'un point de vue régional, 76 % des nouveaux projets en Afrique subsaharienne ont contribué de manière substantielle à la réduction des inégalités. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 61 % des projets avaient ce même objectif, et le chiffre était de 59 % en Asie et dans le Pacifique.

Cependant, malgré la publication des 370 Plans d'Action dans le cadre du NDICI-GE¹³⁶, il n'existe pas d'informations facilement accessibles sur ces résultats. Cela affaiblit la responsabilité et, par conséquent, la crédibilité de l'outil.

1.6 Le « Global Gateway » et les objectifs de développement de l'UE

Dans la mesure des informations disponibles, le présent rapport examine si les projets du « Global Gateway » dans les secteurs de l'énergie, du climat, des industries extractives, du numérique et de la santé contribuent aux objectifs de développement de l'UE. En tant que plan de développement extérieur, le « Global Gateway » doit s'aligner sur le règlement NDICI-GE 2021/947¹³⁷ et refléter les objectifs définis dans l'article 3.5 du Traité sur l'Union européenne :

Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies¹³⁸.

Le règlement NDICI-GE appelle explicitement à l'application des principes d'efficacité de l'aide, notamment sur l'appropriation des priorités par le pays partenaire. Il met en avant que l'objectif principal de la politique de coopération au développement de l'UE est la réduction et l'éradication de la pauvreté, et que cet objectif devrait être aligné sur les objectifs de l'action extérieure de l'Union, à savoir favoriser le développement économique, social et environnemental durable des pays en développement¹³⁹.

Le règlement définit également le mandat du FEDD+, un outil de financement clé du « Global Gateway » :

En particulier, le FEDD+ promeut le développement économique, environnemental et social durable et inclusif, la transition vers une économie à valeur ajoutée durable et un environnement stable propice à l'investissement. Il favorise également la résilience socio-économique et environnementale des pays partenaires en mettant particulièrement l'accent sur l'éradication de la pauvreté.

Le FEDD+ contribue ainsi à la réduction des inégalités socio-économiques, la croissance durable et inclusive, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ce phénomène, la protection et la gestion de l'environnement, la création d'emplois décents sur la base des normes fondamentales du travail de l'OIT, les perspectives économiques, les compétences et l'entrepreneuriat, les secteurs socio-économiques, en particulier les entreprises sociales et les coopératives, les PME, la connectivité durable, le soutien des groupes vulnérables, la promotion des droits de l'homme, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes, et s'attaque aux causes socio-économiques spécifiques profondes de la migration irrégulière et aux causes profondes des déplacements forcés [...]»¹⁴⁰.

Les chapitres suivants examinent l'approche et les projets du « Global Gateway » dans les secteurs de l'énergie, du climat, des industries extractives, du numérique et de la santé afin de déterminer comment ces investissements s'alignent sur les objectifs de développement de l'UE.



Photo: Femme transportant de l'eau en Ouganda.

2 : Investissements dans le secteur de l'énergie

Les objectifs du « Global Gateway » dans le secteur de l'énergie incluent le développement d'infrastructures pour la décarbonisation et la transition verte dans les pays bénéficiaires, ainsi que la diversification de l'approvisionnement en énergie propre de l'UE et la promotion des opportunités de marché pour le secteur privé européen.

Selon la CNUCED, plus de 730 millions de personnes dans le monde, soit environ 9,1 % de la population mondiale, vivent sans électricité. En Afrique subsaharienne, 600 millions de personnes (soit environ 53 % de la population de la région) n'ont pas accès à l'électricité¹⁴¹. Des investissements durables et accessibles dans le secteur de l'énergie constituent une composante essentielle du financement du développement pour répondre aux besoins des populations dans les pays en développement.

Parmi les 110 projets phares du « Global Gateway », l'énergie et le climat sont regroupés en une seule catégorie. Les projets se concentrent sur les énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien, l'hydrogène et des lignes de transmission, ainsi que l'hydroélectricité, la géothermie et le biogaz. En Afrique, l'UE prévoit d'allouer 3,4 milliards d'euros de subventions pour soutenir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la transition juste et l'écologisation des chaînes de valeur locales, dans le but de mobiliser 15 milliards d'euros auprès d'institutions publiques et d'investisseurs privés de l'UE¹⁴².

2.1 Partenariats pour une transition énergétique juste et marchés privés de l'énergie

D'après les informations disponibles, un large éventail de projets énergétiques est proposé dans le cadre du « Global Gateway », allant du soutien aux partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) et de la production d'énergie, notamment éoliennes, énergie solaire (sur et hors réseau), biogaz, géothermie et hydroélectricité, aux infrastructures de transport en passant par la production d'hydrogène à partir d'énergies renouvelables.

Cependant, plusieurs problèmes récurrents peuvent être observés quant aux impacts positifs et significatifs sur le développement, ainsi que sur leur alignement avec les objectifs de développement des traités de l'UE et du règlement NDICI. Les informations disponibles concernant les projets climatiques et énergétiques analysés posent la question de leur contribution significative réelle aux résultats positifs en matière de développement. Cette incertitude est d'autant plus préoccupante que les preuves sont insuffisantes quant à l'additionnalité du développement liée à l'implication des acteurs privés dans le secteur de l'énergie dans les pays du Sud global. Comme le montrent les cas examinés dans ce rapport, il existe un risque que des projets et des entreprises

sélectionnés pour bénéficier d'un financement de l'UE visent davantage à répondre aux intérêts stratégiques et commerciaux de l'UE qu'à répondre aux besoins locaux en matière d'accès abordable, durable et inclusif à l'énergie et de développement. Il y a également un risque que ces projets aient des impacts environnementaux et sociaux négatifs.

Bien que les investissements et activités économiques privés dans le secteur de l'énergie puissent faire partie d'un mélange de politiques réussi, notre analyse des projets du « Global Gateway » dans ce secteur indique que l'augmentation de l'investissement privé ne suffit pas à elle seule à relever le double défi de l'accès universel à l'énergie et d'une transition verte.

Les JETP sont un cadre de financement climatique soutenu par des dirigeants mondiaux et plus de 550 entreprises pour une transition verte dans les pays du Sud global. Ce cadre repose sur la mobilisation d'investissements des pays riches du Nord global et du secteur privé pour aider les pays du Sud global à éliminer progressivement le charbon, accélérer le déploiement des énergies renouvelables et s'attaquer aux conséquences sociales d'une transition énergétique juste sur l'emploi et les communautés¹⁴³.

Le « Global Gateway » comprend actuellement des JETP au Vietnam, en Indonésie, au Sénégal et en Afrique du Sud. Cependant, les JETP n'ont pas donné de résultats positifs jusqu'à présent, ce qui reflète des problèmes clés liés à l'approche consistant à s'appuyer sur la mobilisation de financements du secteur privé. Malgré les promesses initiales, les financements levés sont restés largement insuffisants. De plus, certains médias ont fait état de pays bénéficiaires de projets JETP qui maintiennent des centrales à combustibles fossiles en activité¹⁴⁴.

Comme les JETP reposent sur l'implication du secteur privé dans la production et la distribution d'énergie – un cadre promu par la Banque mondiale et le FMI – ils offrent des perspectives attrayantes pour les pays du Nord global. Ne voulant pas financer entièrement la transition énergétique dans les pays du Sud global avec des fonds publics, les gouvernements du Nord global considèrent que les entités privées actives dans le secteur de l'énergie, dont de nombreuses grandes entreprises européennes, peuvent combler ce manque de financement. Dans le cadre de ce programme, les producteurs indépendants d'énergie (PIE), c'est-à-dire des fournisseurs privés, sont devenus les principaux bénéficiaires de la marchandisation du marché de l'énergie. En revanche, les producteurs d'énergie publics et les services publics ont été contraints de s'adapter à une réforme du marché de l'énergie, et à agir en réalité comme des entreprises privées¹⁴⁵. Selon l'analyse du projet Bretton Woods concernant l'évaluation de la Banque mondiale, les gouvernements ont été privés de leur capacité à assurer un approvisionnement en électricité abordable en tant que bien public, car cela a été jugé trop lourd financièrement par rapport aux obligations de remboursement des dettes¹⁴⁶. Les syndicats pour la démocratie énergétique (TUED) décrivent les JETP comme des « programmes d'ajustement structurel vert » fondés sur des réformes et une



Photo: Vue de la centrale éolienne de Kutubdia, Bangladesh

expansion énergétique menées par le secteur privé plutôt que sur une transition juste. Ces programmes sont financés par des prêts conditionnels qui alourdissent le fardeau de la dette des pays bénéficiaires et imposent des réformes favorisant la privatisation, ce qui profite principalement aux entreprises étrangères¹⁴⁷.

L'approche de l'UE en matière d'investissements extérieurs dans le secteur de l'énergie est également exposée dans le rapport de la Plateforme de haut niveau Afrique-Europe pour les investissements dans l'énergie durable¹⁴⁸, un groupe de travail regroupant les secteurs public et privé, établi en 2018. Ce groupe a été créé en réponse aux efforts déployés par la CE en vue de renforcer la coopération avec l'Union africaine face à l'augmentation des investissements de la Chine et de pays comme le Brésil¹⁴⁹. Le rapport met en évidence la libéralisation du marché comme l'un des objectifs de soutien aux PIE. Parmi les autres objectifs figurent le fractionnement du secteur de l'électricité et le démantèlement des systèmes énergétiques publics afin d'offrir davantage d'opportunités au secteur privé en vue de favoriser les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables, pour lesquelles des fonds publics sont également nécessaires¹⁵⁰. Une telle approche est en contradiction avec les objectifs de coopération au développement visant à renforcer les institutions et les organismes publics aux niveaux national et infranational, et à promouvoir l'accès universel à une énergie abordable, fiable et durable, comme le prévoit le règlement NDICI¹⁵¹.

Une transition énergétique juste et axée sur le profit reposant sur le secteur privé se heurte à une contradiction intrinsèque : de nombreux investissements verts nécessaires ne sont pas attractifs sur le plan commercial. Les projets privés d'énergie renouvelable n'offrent pas de rendements rapides et attractifs, et ils ont besoin de garanties publiques pour accéder à des financements sur de nouveaux marchés et pour les protéger contre les risques.

Les investisseurs exigent également des garanties pour les investissements en capital grâce à des solutions telles que les Accords d'achat d'électricité (AAE), qui garantissent un prix supérieur au marché pour les producteurs. Cependant, ces mécanismes peuvent manquer de transparence et entraîner une hausse des prix des énergies renouvelables. Par exemple, lors du Forum Global Gateway en 2023, la BEI a signé un accord avec le Bangladesh pour fournir 350 millions d'euros de financements en faveur des énergies renouvelables¹⁵². Ce prêt est accompagné d'une subvention de 45 millions d'euros de l'UE et d'une garantie FEDD+¹⁵³. La société civile locale a exprimé ses préoccupations quant à l'utilisation opaque de ces fonds, leur détournement vers les combustibles fossiles et les risques de hausse de prix. En effet, la gestion des AAE au Bangladesh a conduit à des coûts d'énergie renouvelable parmi les plus élevés de la région¹⁵⁴.

Investir dans les énergies renouvelables est en particulier moins attractif pour les investisseurs privés dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en raison de la hausse des taux d'intérêt et d'une perception du risque plus élevée par les investisseurs privés, ce qui augmente le coût du capital. En conséquence, dans ces pays, le financement de la BEI pour l'action climatique, par exemple, n'est parvenu aussi bien à attirer suffisamment de capitaux privés que dans les pays à revenu élevé¹⁵⁵. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements dans les énergies renouvelables stagnent en termes réels depuis 2015¹⁵⁶.

Les bénéfices découlant de la concentration des droits de propriété intellectuelle sont un autre facteur à prendre en compte dans l'évaluation de l'approche du « Global Gateway ». Alors que la Chine et d'autres pays asiatiques dominent la fabrication dans le secteur des énergies renouvelables, certains États de l'UE, tels que l'Allemagne, se distinguent par leur forte capacité d'innovation technologique, avec près de 37 % des

brevets de l'UE dans des domaines clés liés aux « technologies propres »¹⁵⁷. Le règlement NDICI indique un objectif de coopération dans le domaine de la technologie afin de faire face aux changements liés à la pauvreté et à la société. Le transfert de technologie occupe une place importante dans les projets du « Global Gateway ». Dans ce contexte, la valeur économique présente dans les pays du Sud global risque de les transformer en consommateurs de technologies « propres » européennes.

Une transition énergétique juste ne devrait pas se fonder sur la recherche de profits, mais plutôt sur l'élargissement de l'accès à des énergies renouvelables abordables, la création d'emplois équitables et de qualité, la transformation économique propre et le transfert de technologies et de connaissances nécessaires. Dans ce contexte, on peut se demander si l'approche du « Global Gateway » favorisera réellement la réalisation de ces objectifs¹⁵⁸. Pour garantir l'accès à une énergie renouvelable abordable et une transition énergétique juste, le TUED et Common Wealth sont deux des nombreuses OSC qui plaident en faveur de la propriété et du contrôle par les États du secteur de l'énergie, des solutions jugées plus rentables et efficaces pour garantir un accès équitable et durable à l'énergie pour tous¹⁵⁹.

2.2 Investissements dans la production et la distribution d'énergie

Dans l'ensemble, la majorité des investissements dans la chaîne d'approvisionnement en électricité se concentrent sur les infrastructures à grande échelle, avec environ deux tiers des fonds dirigés vers la production, un dixième vers les réseaux de transmission et le reste pour la distribution¹⁶⁰. Au sein de cette chaîne, les entreprises européennes bénéficient de contrats d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction ainsi que d'AAE. De nombreux projets renouvelables du « Global Gateway » sont proposés sous la forme de partenariats public-privé, tels que des centrales solaires au Bénin ou en Côte d'Ivoire¹⁶¹. Cela illustre bien l'approche du « Global Gateway » qui consiste à créer des opportunités pour exploiter les avantages concurrentiels des entreprises de l'UE.

En Afrique, les PIE financés par le secteur privé connaissent la plus forte croissance en termes de capacité de production¹⁶². Par exemple, un contrat du projet « Global Gateway » pour la construction de la plus grande centrale solaire photovoltaïque du Niger, Gourou-Banda, a été attribué à un consortium d'entreprises françaises, soutenu par un prêt de l'Agence française de développement (AFD) et de l'État du Niger, ainsi que par une subvention de l'UE¹⁶³. Le président du Niger de l'époque, Mohamed Bazoum, a inauguré l'usine en compagnie du haut représentant/vice-président de l'UE, Josep Borrell¹⁶⁴. Le projet a été retardé par le coup d'État qui a renversé le président, sur fond de protestations contre l'influence néocoloniale de la France, et par le fait que la plupart du personnel technique aurait quitté le pays¹⁶⁵. Un autre projet mis au point par une entreprise française (la construction d'une centrale hybride solaire/diesel

au Niger) a également été annulé en raison du coup d'État¹⁶⁷. L'approbation d'un projet qui implique l'installation de générateurs diesel dans la nouvelle centrale électrique s'avère préoccupante sur le plan environnemental, car elle s'oppose à l'appel des OSC du monde entier et des experts à abandonner les systèmes d'énergie à combustibles fossiles et à accélérer une transition énergétique juste et équitable basée sur une énergie 100 % renouvelable¹⁶⁸. Ces exemples qui illustrent la façon dont les entreprises issues des plus grandes économies de l'UE continuent d'investir dans des pays ayant des liens coloniaux historiques (ainsi que l'instabilité que cela crée) mettent en évidence le risque de voir le « Global Gateway » renforcer les modèles néocoloniaux.

Pour intégrer les capacités renouvelables dans le réseau électrique, des projets de stockage et de transmission d'énergie entrent en jeu : par exemple, dans le cadre d'un projet « Global Gateway » au Cap-Vert, la BEI (soutenue par la garantie FEDD+) financera l'expansion d'un PPP dans le secteur de l'énergie éolienne ainsi que l'installation de systèmes de stockage d'énergie par batterie, en collaboration avec la branche de gestion d'actifs du groupe danois A.P. Moller, spécialisé dans le transport et la logistique¹⁶⁹. Le Cap-Vert a récemment introduit des politiques et des incitations telles que des crédits d'impôt sur les sociétés et des avantages fiscaux fonciers, pour attirer les investissements dans les énergies renouvelables¹⁷⁰. Les projets de transmission sont confrontés à des défis techniques complexes, à de faibles rendements et à l'absence de garanties de profit sûres, ce qui freine le développement des technologies nécessaires¹⁷¹. La baisse de financement pour la transmission et la distribution reflète le déclin du pouvoir des services publics et les pressions des réformes néolibérales favorisant les solutions du marché privé¹⁷². En réalité, les fonds publics servent à financer des infrastructures dont les promoteurs privés bénéficient, mais dans lesquelles ils hésitent à investir eux-mêmes.

C'est le cas de l'accord « Global Gateway » signé par la BEI avec l'Argentine, pour un prêt-cadre de 100 millions d'euros, soutenu par une garantie FEDD+, afin d'étendre à travers le pays des lignes de transmission ayant la capacité d'intégrer les énergies renouvelables, un projet qui présente des risques et des impacts environnementaux et sociaux reconnus comme importants¹⁷³. En parallèle, des entreprises européennes comme Total, Enel et Acciona ont déjà investi dans des projets renouvelables à grande échelle dans le pays¹⁷⁴, mais elles sont entravées par les limitations actuelles du réseau de transmission. Au lieu de contribuer à l'amélioration de ces infrastructures, Enel a décidé de quitter le pays et de se diriger vers d'autres marchés d'Amérique latine présentant un potentiel de croissance plus élevé, comme le Brésil, le Chili et la Colombie¹⁷⁵,

De plus, la construction de vastes lignes de transmission peut comporter des risques de violations des droits, mais les banques de développement, comme la BEI, qui financent de tels investissements ne disposent toujours pas de normes suffisantes en matière de diligence raisonnable, d'évaluation et de transparence, ni de mécanisme de plainte efficace et indépendant

pour protéger les droits humains et traiter de manière adéquate les éventuelles violations¹⁷⁶. La politique de la BEI en matière de droits humains et ses normes de publication d'informations environnementales sont inférieures à celles d'autres grandes banques publiques de développement¹⁷⁷. Pour s'assurer que le financement européen du développement encourage réellement les droits humains et les investissements durables en faveur du climat, il est indispensable de combler ces lacunes.

L'énergie hors réseau est également financée dans le cadre du « Global Gateway » pour les zones difficiles à raccorder aux réseaux de transmission. Mais le modèle de propriété privée avec un but clairement lucratif soulève de nombreux problèmes. Au Nigeria, la BEI finance des mini-réseaux photovoltaïques hybrides¹⁷⁸ construits par l'entreprise américaine Husk Power Systems¹⁷⁹. Ces mini-réseaux ne sont pas très attractifs sur le plan commercial, car ils dépendent de subventions et présentent des coûts élevés en échange d'une très faible consommation d'électricité par les communautés rurales qu'ils ciblent. Pour générer des profits, les opérateurs de mini-réseaux ont adopté un modèle basé sur l'augmentation de la consommation d'électricité. Husk a ainsi développé une solution pour pallier les rendements faibles et lents : une plateforme de commerce électronique qui propose des appareils économes en énergie pour augmenter la consommation d'électricité, via une application mobile spécifique développée pour la collecte des paiements numériques des clients pour l'électricité. Ces achats sont souvent réalisés à crédit et bénéficient d'une promotion dans le cadre des projets financés par les contribuables européens¹⁸⁰. Cette stratégie soulève des préoccupations concernant le risque de surendettement des ménages modestes, ce qui devrait être correctement évalué.

2.3 L'hydrogène

Le « Global Gateway » englobe également de nombreux projets de production d'hydrogène à partir d'énergies renouvelables, que l'on peut distinguer des projets d'infrastructure et de production, et des cadres réglementaires. L'importation d'hydrogène dans l'UE apparaît comme un objectif explicite dans ces plans. Alors que la production actuelle d'hydrogène renouvelable à l'échelle mondiale reste négligeable, les objectifs de l'UE en matière d'hydrogène sont surestimés, notamment en ce qui concerne son potentiel d'importation¹⁸¹. Les objectifs actuels de l'UE nécessiteraient une quantité d'électricité supérieure à celle consommée par la France ou l'Allemagne en 2022¹⁸².

Ces projets d'importation d'hydrogène de l'UE semblent motivés par les intérêts de l'industrie des combustibles fossiles et des groupes de pression tels qu'Hydrogen Europe, qui font également partie du « Global Gateway Business Advisory Group »¹⁸³. Paradoxalement, alors que ces initiatives nécessitent d'importants investissements publics, l'industrie européenne souligne déjà que l'hydrogène est trop coûteux pour être utilisé pour la décarbonisation¹⁸⁴. Par conséquent, le développement de l'industrie de l'hydrogène risque de se traduire par une baisse des prix pour les exportateurs du Sud global, au détriment d'une transition juste (voir encadré 6).

Encadré 6 : Le mythe de l'hydrogène

Le battage médiatique autour de l'hydrogène risque d'accroître la dépendance au gaz fossile. Bien que de petites quantités d'hydrogène véritablement renouvelable puissent convenir à la production locale de chaleur, d'électricité, ou à certaines industries difficiles à décarboner, elles ne représenteront qu'une fraction de la consommation actuelle de gaz fossile. Jusqu'à présent, la production d'hydrogène à partir d'énergies renouvelables reste marginale. Selon Corporate Europe Observatory, en 2022, moins de 0,1 % de l'hydrogène mondial provenait d'électricité renouvelable. Il s'agit d'une solution coûteuse, inefficace et énergivore, qui soutient un modèle énergétique centralisé basé sur les combustibles fossiles au profit d'une poignée de grandes entreprises¹⁸⁵.

Parallèlement, les projets d'hydrogène risquent de compromettre la disponibilité des énergies renouvelables abordables au niveau local et de nuire aux droits humains, à la société et à l'environnement en raison d'une forte demande de ressources, telles que les terrains, les énergies renouvelables ou l'eau. Il existe également un risque de greenwashing en faveur des investissements dans les infrastructures dites « prêtes pour l'hydrogène », car on trouve différents types d'hydrogène, dont certains dérivés du nucléaire ou du gaz fossile¹⁸⁶.

De plus, les projets d'hydrogène reproduisent des dynamiques néocoloniales, car ils comportent des risques d'appropriation des terres, de l'énergie et de l'eau par les entreprises, engendrant des impacts environnementaux et sociaux souvent néfastes, tout en offrant peu ou pas d'avantages sociaux¹⁸⁷. Il est inquiétant de constater que, dans le cadre du « Global Gateway », 4 des 13 projets d'hydrogène à forte consommation d'eau sont prévus dans des pays souffrant déjà de stress hydrique élevé, dont 3 – la Namibie, le Chili et l'Afrique du Sud – figurent parmi les régions les plus affectées par le manque d'eau¹⁸⁸.

Cette course à l'hydrogène dans le « Global Gateway » a également poussé des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale à intensifier leur pression en faveur de la privatisation dans des pays comme le Maroc, tout en renforçant les cadres juridiques et réglementaires en vue de les aligner sur les exigences du marché de l'UE¹⁸⁹. Selon Shereen Talaat, de l'OSC MENAFem Mouvement pour la justice économique, le développement et l'écologie, basée au Maroc :

L'accent mis sur les projets d'hydrogène vert, sous l'influence du « Global Gateway » de l'UE, suscite des inquiétudes quant à une possible exploitation des ressources et la création de zones sacrifiées. On craint que nos ressources en énergie renouvelable ne soient utilisées au profit des pays du Nord global, ce qui reproduirait les modèles historiques d'extraction des ressources et de colonisation qui privilégient le profit plutôt que les besoins de nos citoyens¹⁹⁰.

Cette préoccupation est pertinente, car les projets d'hydrogène offrent des opportunités d'investissement pour les entreprises européennes, qui bénéficient de l'accès aux terres, aux ressources et aux infrastructures mises à disposition par des entreprises d'État marocaines¹⁹¹. En Égypte, l'approvisionnement en hydrogène, prisé par l'Europe, est soutenu par la production de méthanol vert destiné au transport maritime, alimentant très probablement les navires opérant dans un corridor maritime vert pouvant transporter de l'ammoniac ou de l'hydrogène. Pourtant, le méthanol vert est cher, toxique, dangereux et n'a pas encore fait ses preuves en tant que carburant maritime efficace. De plus, le transport d'hydrogène par bateau est très énergivore et entraîne des pertes¹⁹².

Parallèlement à leur impact d'exploitation, il existe de sérieux doutes quant à la faisabilité de tels projets, notamment dans des pays comme la Namibie, où les infrastructures sont insuffisantes pour soutenir l'expansion de l'industrie de l'hydrogène, nécessitant ainsi des investissements bien plus conséquents¹⁹³. La BEI a hésité à approuver le financement de l'entreprise allemande Hyphen, soulignant que le projet ne présentait toujours pas de viabilité financière, c'est-à-dire qu'il n'était pas assez rentable¹⁹⁴. On est également en droit de se demander si des emplois bien rémunérés et hautement qualifiés pourront être garantis à la population locale¹⁹⁵.

Il existe en effet un risque considérable que des fonds publics soient utilisés au profit des entreprises, sur la base de fausses

promesses de développement aux pays du Sud global, et mis au service d'une industrie qui n'a pas fait ses preuves et qui entraîne des impacts néfastes, détournant ainsi des ressources qui pourraient être mises à profit pour des solutions énergétiques durables essentielles au développement¹⁹⁶.

Le Chili est l'un des principaux pays ciblés dans le cadre du « Global Gateway ». L'UE a récemment ratifié un accord-cadre avancé entre l'UE et le Chili, axé sur la libéralisation du commerce et des investissements dans des secteurs comme l'hydrogène et les matières premières¹⁹⁷. Toutefois, l'évaluation réalisée par la CE elle-même souligne les effets contradictoires de cet accord sur les politiques de développement et de commerce : 24 des 31 secteurs industriels devraient connaître une baisse des emplois qualifiés, notamment dans l'industrie manufacturière¹⁹⁸. Cet accord a été critiqué par plus de 100 OSC européennes pour ses « modes de production et d'échange non durables et injustes, destinés à renforcer les termes de l'échange néocoloniaux »¹⁹⁹. La société civile chilienne a critiqué cet accord qui a transformé le Chili en une colonie fournissant de l'hydrogène et du lithium à l'UE²⁰⁰.

Dans le cadre du programme d'investissement « Global Gateway » entre l'UE et l'Amérique latine et Caraïbes, la BEI et la KfW se sont engagées à investir 100 millions d'euros chacune dans des infrastructures et dans la fabrication d'hydrogène au Chili, ainsi que dans des « actifs consommateurs d'hydrogène », soutenus par 16,5 millions d'euros via la Facilité d'investissement UE-Amérique latine et Caraïbes²⁰¹. Cependant, ces projets au Chili ont fait l'objet de critiques de la part de la société civile et des peuples autochtones, qui luttent pour protéger les « zones sacrifiées », autrement dit des zones où les populations, les écosystèmes, les ressources en eau et les économies locales sont fortement touchées par l'exploitation minière et l'industrie, et désormais aussi par de grands projets d'infrastructures « vertes » comme l'hydrogène²⁰². Il est également important de noter que l'hydrogène peut servir à décarboner l'industrie minière au Chili²⁰³, un objectif explicitement mentionné dans l'initiative Équipe Europe²⁰⁴, et que l'objectif du Chili de devenir l'un des trois premiers exportateurs d'hydrogène vert d'ici 2040 vient s'opposer à la nécessité de répondre aux besoins locaux en énergie renouvelable abordable, étant donné que plus de 70 % de la consommation d'énergie dans le pays provient encore des combustibles fossiles²⁰⁵.

Le volet de réforme et d'influence politique constitue un autre aspect clé du « Global Gateway ». L'hydrogène figure parmi les priorités de l'initiative UE-Afrique : paquet d'investissement « Global Gateway » - Initiative pour l'énergie verte, qui vise à soutenir les réformes et la création d'un « environnement réglementaire propice » aux investissements privés, en recourant à des subventions pour mobiliser de nouveaux investissements dans l'hydrogène²⁰⁶. Cela se fait par le biais d'accords conjoints, de feuilles de route et de cadres juridiques, d'un environnement commercial favorable, d'un alignement réglementaire et d'autres termes utilisés pour décrire l'influence de l'UE sur la capacité des pays à accueillir les investissements européens, notamment au Kenya, en Mauritanie, en Namibie, en Uruguay et en Argentine.

2.4 Biogaz, géothermie et hydroélectricité

Les projets énergétiques du « Global Gateway » portent également sur le biogaz, l'énergie géothermique et les barrages hydroélectriques, certains ayant un impact particulièrement négatif sur les droits humains et la santé à l'échelle locale.

Au Kenya, un projet du « Global Gateway » prévoit la modernisation de la centrale géothermique d'Olkaria par KenGen, la société d'État kenyane. Le bilan de KenGen est problématique : la construction initiale de cette centrale a entraîné le déplacement forcé de milliers de personnes, en particulier des autochtones et d'autres groupes marginalisés, et a eu de nombreux effets négatifs sur la santé des personnes et du bétail²⁰⁷. Malgré cela, KenGen a été sélectionné pour réaliser des forages en Éthiopie dans le cadre d'un projet du « Global Gateway » mené par une filiale française en vue de développer le premier producteur indépendant d'énergie géothermique du pays²⁰⁸.

En Afrique du Sud, l'usine Bio2Watt, financée par Climate Fund Managers, est un projet de « valorisation des déchets » qui traite des déchets d'animaux et d'autres sources en vue de produire du biogaz. L'additionnalité du développement n'est pas claire, car le projet alimentera une usine opérée par le constructeur automobile allemand BMW, qui, selon un communiqué de presse²⁰⁹, a également signé un accord pour

approvisionner une filiale du groupe brassicole belgo-brésilien AB InBev²¹⁰. De plus, les impacts environnementaux du projet restent flous. Selon le Réseau Action Climat (CAN) Europe, la durabilité de certaines productions de biogaz suscite des inquiétudes, que l'on devrait dissiper en ne prenant en compte que les déchets et les résidus sans alternative et à faible émission comme sources potentielles²¹¹. Une évaluation de ces alternatives devrait être effectuée pour le projet.

En ce qui concerne l'hydroélectricité, un projet de construction du barrage de Ruzizi III mené dans le cadre du « Global Gateway » a été conçu comme le premier PPP régional, impliquant un consortium du secteur privé et les gouvernements de la RDC, du Rwanda et du Burundi. Ce projet devrait fournir de l'énergie aux entreprises publiques de distribution d'électricité dans le cadre d'AAE à long terme. Le projet Ruzizi III suscite déjà quelques inquiétudes. Initié en 2009, son développement a été très lent et les risques encourus par les investisseurs internationaux privés ont été atténués par le biais du financement du développement alors que la conclusion du projet n'était pas en vue. De plus, le projet risque d'avoir des effets socio-économiques négatifs, d'entraîner des déplacements et d'avoir des incidences directes sur au moins 4 500 personnes au Rwanda et en RDC, ainsi que sur les terres, les cultures, les arbres fruitiers et diverses autres plantes²¹².



Photo: Centrale géothermique d'Olkaria, Kenya. © Frank Van Der Vleuten/Flickr

3 : Financement climatique

Les investissements climatiques du « Global Gateway » incluent des solutions fondées sur la nature, le soutien à la foresterie, les technologies intelligentes face au climat, la bioéconomie, le traitement des déchets, l'approvisionnement en eau et l'agriculture. Ces investissements sont principalement axés sur l'atténuation et se concentrent sur la réduction des émissions grâce aux technologies renouvelables. Ils visent également la préservation des « puits de carbone », tels que la forêt amazonienne en Amérique latine, la gestion des déchets, le dessalement de l'eau et les logements économes en énergie.

Cependant, le « Global Gateway » reflète un problème plus large lié au financement de l'action climatique. Bien que le financement hautement concessionnel de l'adaptation est essentiel, il reste sous-financé²¹³. Le financement de l'adaptation, c'est-à-dire les investissements qui soutiennent l'adaptation aux conséquences du changement climatique, telles que l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes et les modifications des saisons des cultures, n'est pas suffisamment pris en compte par le « Global Gateway ». Cela montre bien les limites d'une approche de développement axée sur le financement privé de l'UE et du Nord global : elle néglige le financement d'interventions nécessaires qui pourraient ne pas être rentables, ignore la responsabilité historique des pays riches et des grandes entreprises dans les émissions à l'origine du changement climatique et ne respecte pas les engagements de mobilisation de fonds pour le climat²¹⁴.

Les projets climatiques financés dans le cadre du « Global Gateway » reflètent l'approche adoptée par l'UE qui privilégie les interventions présentant des débouchés commerciaux. Cependant, étant donné que les projets tels que la conservation et la restauration de la nature, qui présentent rarement des bénéfices attrayants, le financement du développement se transforme en un mécanisme de création de débouchés lucratifs dans le domaine de l'action climatique. En effet, les militants du climat ont critiqué l'approche actuelle adoptée par le Nord global pour le financement climatique, estimant qu'elle ne prenait pas en considération la responsabilité des dommages climatiques et qu'elle maximisait plutôt les bénéfices des prêts climatiques, au détriment d'une véritable justice climatique²¹⁵.

3.1 Gestion des déchets et traitement des eaux usées

La gestion des déchets est un autre secteur soutenu par les investissements du secteur privé dans le cadre du « Global Gateway ». Par exemple, le gouvernement espagnol, la Banque interaméricaine de développement et l'Agence japonaise de coopération internationale ont accordé des prêts pour un programme de gestion des déchets solides en République dominicaine. Une entreprise finlandaise a proposé une solution d'installation d'incinération qui transforme les déchets des décharges en énergie, cette installation pouvant être déplacée une fois les déchets épuisés²¹⁶. Ce projet implique la fermeture de l'actuelle décharge de La Duquesa à Saint-Domingue, ainsi que la construction d'une usine de transformation des déchets en matières premières et en énergie.

Si la lutte contre la mise en décharge est sans aucun doute un progrès au vu de ses impacts environnementaux, plusieurs études ont montré que les projets privés de valorisation énergétique des déchets à but lucratif avaient été associés à des inefficacités. Cela prouve qu'il est important de considérer la gestion des déchets comme un service public global, non soumis aux impératifs de rentabilité²¹⁷. Une organisation locale de collecte des ordures en République dominicaine travaille activement à protéger les travailleurs informels, qui dépendent de la collecte des déchets depuis des dizaines d'années, contre les impacts négatifs de la fermeture. Elle rappelle la nécessité de ne pas « simplement résoudre un problème environnemental tout en en créant un autre ». Si l'on se base sur une évaluation antérieure des services publics privatisés, on peut craindre qu'une entité du secteur privé ne remédie pas efficacement aux conséquences de la fermeture de la décharge au niveau social et en matière de droits humains qui découleront de son projet²¹⁸. Par conséquent, les entreprises peuvent tirer profit du financement du développement tout en laissant les autorités publiques locales faire face aux conséquences négatives, affaiblissant ainsi leur responsabilité et leur capacité à fournir des services publics abordables et durables²¹⁹.

En utilisant le financement du développement pour créer des opportunités d'investissement rentables, les services publics peuvent également être soumis à des processus de financiarisation par les gestionnaires d'actifs. Au Sénégal, la construction d'une station d'épuration des eaux usées urbaines et industrielles dans la baie de Hann, dans le cadre du « Global Gateway », a été attribuée à SUEZ, une entreprise française de services publics issue d'Engie, en partenariat avec un consortium sénégalais. L'un des principaux actionnaires de SUEZ est Meridiam, une société de gestion d'actifs basée à Paris et membre du « Global Gateway Business Advisory Group ».

Pour illustrer les risques liés à des projets motivés par le profit, citons le cas d'un consortium de services publics, formé par Engie, Meridiam et d'autres partenaires, qui poursuit actuellement en justice une université publique aux États-Unis pour son refus de payer des frais que l'université estime inexacts et qui ne devraient pas être majorés pour générer des bénéfices²²⁰.

3.2 Solutions fondées sur la nature et échanges de dettes contre la nature et le climat

Des concepts comme les « solutions fondées sur la nature » ou les échanges « dette contre nature/climat » font également partie des initiatives du « Global Gateway ». Ces mécanismes permettent de restructurer une partie de la dette d'un pays, à condition que les fonds économisés soient réinvestis dans des projets liés au climat ou à la protection de la nature.

Par exemple, la BEI envisage de soutenir un projet de conversion de la dette en faveur du climat à la Barbade afin de moderniser une station d'épuration des eaux usées²²¹. Toutefois, les économies réalisées grâce à cet échange de dettes semblent profiter à une entité canadienne responsable du projet²²². Selon le président de la BEI à l'époque, les conversions de dettes en actions climatiques, censées devenir la première structure de financement de ce type au monde, pourraient créer des ressources budgétaires pour des investissements essentiels²²³. Cependant, même les grandes institutions comme le FMI ont reconnu que ces échanges offraient un soutien budgétaire moins efficace que les subventions et/ou la restructuration de la dette. Ces mécanismes sont lents, complexes et coûteux, et n'offrent

aucune réduction substantielle de la dette ni aucune marge budgétaire pour des investissements indispensables dans les domaines du climat et du développement²²⁴.

Les solutions fondées sur la nature incluent souvent des mécanismes de compensation et des crédits carbone. C'est le cas du soutien du « Global Gateway » au projet de la Grande Muraille Verte, une initiative de l'Union africaine lancée en 2007. Ce projet vise à reverdir le Sahel et le Sahara en plantant des arbres sur une ceinture terrestre de 8 000 km, à restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées, à séquestrer 250 millions de tonnes de carbone et à créer 10 millions d'emplois verts d'ici 2030, tout en élargissant les possibilités d'investissement²²⁵. L'initiative a été critiquée par les chercheurs au motif qu'elle repose sur des hypothèses scientifiques et économiques erronées au sujet des projets de plantation d'arbres, en minimisant la complexité des enjeux liés à la restauration de la nature, qu'elle privatise des terres publiques et qu'elle limite la mobilité pastorale²²⁶. L'approche technique et territoriale descendante de ces projets illustre bien les intérêts politiques et les préoccupations des gouvernements nationaux et des donateurs internationaux, comme le maintien de la stabilité politique, la sécurité ou la migration. Elle sert également des



Taghit, Algeria. © Halima Bouchouicha/Unsplash

intérêts économiques en transformant le reboisement en une source de revenus, bien que les informations sur les réalisations concrètes et les impacts sociaux soient limités²²⁷. De plus, les donateurs internationaux favorisent les pays de la région qui sont relativement stables, négligeant des pays comme le Tchad, le Mali ou le Soudan, en proie à l'instabilité, aux insurrections, aux déplacements et à pauvreté. Le financement et la mise en œuvre du projet ont été lents, ce qui remet en question l'engagement des donateurs envers les objectifs généraux de l'initiative²²⁸. Le projet prévoit également l'utilisation de crédits carbone²²⁹, malgré les recherches montrant qu'ils ne permettent pas de répondre correctement au changement climatique et aux besoins sociaux. Ces mécanismes souffrent d'un manque de transparence et impliquent des risques de greenwashing et d'expropriation reproduisant ainsi des modèles coloniaux d'accaparement des terres, tout en permettant aux pays riches et à leurs entreprises de continuer à polluer²³⁰.

3.3 Logement

Le logement durable figure également parmi les domaines financés par l'action climatique du « Global Gateway ». Cependant, rien ne permet de démontrer que les projets phares actuels dans ce secteur contribuent à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités, comme le prévoit le règlement NDICI.

Prenons l'exemple du projet « Global Gateway » Fondo MiVivienda au Pérou, qui est axé sur le logement social urbain durable. Financé par une subvention de la Facilité d'investissement pour l'Amérique latine ainsi que des prêts de la KfW et de l'AFD, ce projet mobilise des fonds publics pour encourager les ménages à revenus faibles et moyens à contracter des prêts hypothécaires en vue d'acquérir des propriétés « écologiques »²³¹. L'objectif est de réduire les taux d'intérêt sur ces prêts. Au Chili, il existe également des financements intermédiaires pour les prêts hypothécaires dans le cadre du « Global Gateway »²³². Il est légitime de se demander si les ménages à faible revenu peuvent bénéficier d'un tel programme qui exige souvent un capital de départ important pour l'acompte nécessaire à l'achat d'un bien immobilier. De plus, les effets de ces projets sur l'égalité de genre devraient également être soigneusement examinés, car leur inclusion dans l'évaluation des impacts reste floue²³³. Bien que le projet Fondo MiVivienda vise à abaisser les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires, il est crucial de s'assurer que ces mécanismes de financement ne se traduisent pas par un endettement des individus, en particulier lorsque les finances publiques sont utilisées pour protéger les prêteurs et non les ménages en cas de non-paiement.



Photo: Panneau solaire installé sur le toit rouge d'une maison dans les montagnes du Pérou. © Flavio Ferraz F

Les échanges « dette contre nature/climat » offrent un soutien budgétaire moins efficace que les subventions et/ou la restructuration de la dette. Ces mécanismes sont lents, complexes et coûteux, et n'offrent aucune réduction substantielle de la dette ni aucune marge budgétaire pour des investissements indispensables dans les domaines du climat et du développement."

4 : Partenariats sur les matières premières

Les partenariats de l'UE dans le domaine des matières premières constituent un élément important des investissements du « Global Gateway » liés au climat et à l'énergie. Certains partenariats sur les matières premières consistent en des investissements de l'UE dans des chaînes de valeur de matières premières dans divers pays, notamment dans les pays du Sud global²³⁴. Ces investissements dans les pays d'accueil s'appuient sur la législation européenne sur les matières premières critiques (LMPC)²³⁵ qui est entrée en vigueur le 23 mai 2024, après approbation par le Parlement européen et le Conseil de l'UE²³⁶.

Pour analyser la conception, la nature et l'impact de l'investissement du « Global Gateway » dans les matières premières critiques, il est essentiel de se concentrer sur les principaux détails de l'accord LMPC et sur la manière dont il permet au « Global Gateway » de privilégier les intérêts commerciaux de l'UE, au détriment des objectifs de coopération au développement de l'UE.

L'objectif principal de la LMPC est de garantir l'accès de l'UE à un approvisionnement sûr et durable en matières premières qu'elle juge essentielles pour ses transitions numérique et écologique. Cette stratégie vise à diversifier la chaîne de valeur des matières premières de l'UE et à réduire la dépendance à l'égard des importations. La LMPC établit que l'UE doit accroître son utilisation des ressources géologiques pour produire au moins 10 % de sa consommation de matières premières stratégiques (MPS)²³⁷, accroître sa capacité de traitement pour produire au moins 40 % de sa consommation annuelle de MPS et augmenter ses capacités de recyclage pour représenter au moins 25 % de sa consommation annuelle de MPS.

De plus, la LMPC stipule qu'aucune MPS ne peut provenir à plus de 65 % d'un seul pays tiers à un stade de transformation crucial²³⁸.

Pour atteindre cet objectif, la CE a établi en juillet 2024 des partenariats stratégiques sur les matières premières critiques avec l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, la RDC, le Groenland, le Kazakhstan, la Namibie, la Norvège, le Rwanda, la Serbie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan et la Zambie²³⁹.

La LMPC a soulevé plusieurs inquiétudes quant à son impact sur l'intérêt public, tant dans l'UE que dans les pays du Sud global. Comme l'ont souligné les Amis de la Terre Europe, la LMPC est fortement influencée par le lobbying des sociétés minières et des entreprises utilisatrices de métaux et de minéraux, biaisant ainsi un domaine d'intérêt public clé en faveur du secteur privé de l'UE²⁴⁰. Par ailleurs, les titulaires de droits n'ont pas été impliqués de manière significative dans les négociations autour de ces partenariats et, bien que les accords soient accessibles au public²⁴¹, il y a eu un accès très limité au contenu des feuilles de route et des projets dans les pays producteurs.

Le concept de « projets stratégiques »²⁴², qui peut inclure des pays non membres de l'UE où il existe des avantages mutuels potentiels, risque de permettre que des projets soient approuvés sans garanties suffisantes en matière de droits humains et environnementaux. Malgré tous les efforts de Counter Balance, d'Oxfam et de leurs alliés²⁴³, le droit au consentement libre, préalable et éclairé des communautés affectées n'a pas été intégré dans la version finale de la LMPC. Dans l'ensemble, cette législation n'est pas conçue pour résoudre le problème des modes de consommation non durables de l'UE, qui nécessitent des importations importantes, auxquelles il faut répondre par des ressources telles que le financement du développement. D'une manière générale, l'utilisation du « Global Gateway » pour la LMPC déplace les rapports de force en faveur des promoteurs de projets et des intérêts du secteur privé, tout en écartant le contrôle nécessaire sur la prise de décision publique et la responsabilité²⁴⁴.

4.1 Le corridor de Lobito

Pour illustrer l'intérêt de l'UE à créer des « autoroutes pour les minéraux critiques » afin de répondre à sa demande, il convient d'examiner le corridor de Lobito. Ce corridor d'infrastructure, désormais soutenu par le « Global Gateway », relie la RDC, l'Angola et la Zambie. Il dessert les zones minières de la province du Katanga en RDC, qui abrite plus de 50 % des réserves mondiales de cobalt, tout en traversant la région de la Copperbelt en Zambie²⁴⁵. Ces territoires, riches en ressources, sont largement dominés par des sociétés minières internationales. Historiquement, ce corridor était connu comme l'une des voies de transport les plus fréquentées dans les régions d'Afrique australe et centrale²⁴⁶.

Les efforts régionaux visant à relancer le corridor de Lobito n'ont jusqu'à présent donné que des résultats limités²⁴⁷. Cependant, le projet a été relancé fin 2023 dans le cadre de l'initiative du Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (PGII) des États-Unis, une initiative du G7. Le projet, conçu en réponse à l'expansion des investissements chinois à travers l'initiative « Belt and Road » en Afrique (qui domine actuellement les chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques²⁴⁸), vise à mobiliser 600 milliards de dollars de prêts et de subventions pour accélérer les projets d'infrastructure dans les économies du Sud global et mobiliser le secteur privé à cette fin. Le corridor consiste en une liaison ferroviaire entre l'Angola, la RDC et la Zambie, principalement pour garantir un bon accès aux matières premières²⁴⁹.

Sous les auspices de l'initiative PGII, le corridor de Lobito fait l'objet d'une modernisation et de développement par les gouvernements de l'Angola, de la Zambie et de la RDC avec le soutien des États-Unis et d'institutions telles que la Société

financière africaine et la Banque africaine de développement²⁵⁰. L'UE a signé un protocole d'accord sur le corridor de Lobito avec la RDC et la Zambie, en coopération avec les États-Unis et d'autres partenaires. De plus, l'UE a également signé des protocoles d'accord bilatéraux avec la RDC et la Zambie sur les chaînes de valeur des matières premières²⁵¹.

Les domaines de coopération déclarés entre les États-Unis et l'UE dans le cadre de ce corridor incluent des investissements dans les infrastructures de transport, des mesures visant à faciliter le commerce, le développement économique et le transit, ainsi qu'un soutien aux secteurs connexes pour stimuler la croissance économique et les investissements en capital en Angola, en Zambie et en RDC²⁵². Lors du premier Forum Global Gateway, les partenaires du G7 ont également signé un Protocole d'Accord avec les partenaires du corridor²⁵³. Parmi les investisseurs majeurs disposant de concessions pour développer le corridor, on retrouve Trafigura, Mota-Engil et Vecturis.



Photo: Gare ferroviaire à Lubumbashi, République démocratique du Congo. © BBC World Service/Flickr

Selon des sources médiatiques, les responsables du gouvernement américain estiment que le projet coûtera plus de 1 milliard de dollars (soit environ 1 milliard d'euros)²⁵⁴. Cependant, une répartition des coûts réels n'est pas disponible pour déterminer le montant des financements concessionnels engagés par les donateurs, y compris l'UE, la contribution des gouvernements de la Zambie, de la RDC et de l'Angola, et le montant des financements privés à mobiliser.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'impact potentiel du projet Lobito sur le développement, il est clair que les partenariats stratégiques du « Global Gateway », fondés sur la LMPC controversée, privilégient les intérêts géopolitiques et commerciaux des investisseurs de l'UE, tandis que les avantages pour les pays d'accueil restent flous. C'est ce que montre le fait que l'implication du « Global Gateway » dans le corridor de Lobito s'inscrive dans le cadre plus large du partenariat de l'UE avec l'initiative d'infrastructure PGII du G7. Son approche d'investissement est basée sur la présentation de projets à des investisseurs et à des partenaires commerciaux basés au G7, tels que CitiGroup²⁵⁵, plutôt que sur la promotion de la valeur locale et du développement durable pour les pays hôtes.

Comme l'ont montré les exemples antérieurs de financement privé dans le développement international, l'ambition de mobiliser des financements privés adéquats et appropriés au-delà des promesses reste un défi. On ignore toujours comment le projet fera en sorte d'attirer des investisseurs privés et garantira la rentabilité des modèles d'investissement pour les pays du Sud global²⁵⁶. Les modèles d'infrastructure privatisés, qui obligent les citoyens et les gouvernements des pays du Sud global à payer des frais d'utilisation élevés, semblent générer non pas un investissement de développement, mais plutôt une rente extractive. Le soutien de l'UE à de telles initiatives devrait s'accompagner d'une analyse accessible au public des impacts et des coûts adéquats du développement pour les citoyens des pays du Sud global, et devrait faire l'objet d'un examen par les citoyens de l'UE.

4.2 Impacts sur le développement et sensibilité aux conflits

L'impact sur le développement des projets de matières premières critiques dans le cadre du « Global Gateway » n'est pas non plus clairement établi. Il n'existe actuellement aucune preuve démontrant que de tels projets favorisent un programme de développement durable fondé sur des valeurs pour les pays du Sud global. La nature extractive des investissements associés à ces projets soulève également des préoccupations, en particulier en ce qui concerne l'impact sur les communautés autochtones et locales situées dans les zones riches en minéraux. Le constat est évident dans des contextes où la recherche de matières premières a historiquement provoqué ou exacerbé des conflits régionaux, ainsi que des violations graves des droits humains et des destructions environnementales²⁵⁷.

Les accords signés par l'UE et la BEI avec le Rwanda sur les « chaînes de valeur durables pour les matières premières »²⁵⁸ dans le cadre du « Global Gateway » sont particulièrement préoccupants. Le groupe de la société civile congolaise la Lucha a appelé à l'annulation de cet accord en raison du lien entre le commerce des matières premières et les violations bien connues des droits humains qui déstabilisent la région du Nord-Kivu, riche en minerais, où le Rwanda est accusé de soutenir le groupe armé M23 et qui a été le théâtre d'un conflit historique sur les ressources de la région²⁵⁹. Pourtant, l'UE a soutenu le déploiement des forces de défense rwandaises dans la province de Cabo Delgado (Mozambique)²⁶⁰. Le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a qualifié le nouveau partenariat de guerre par procuration²⁶¹. De plus, les militants de la Lucha ont été arrêtés en raison de leurs manifestations contre le groupe armé²⁶².

5 : La transformation numérique

La transformation numérique constitue l'un des principaux piliers et domaines de coopération et d'investissement dans le cadre du « Global Gateway », représentant 13 % du total des projets en 2023 et 2024. Cela reflète l'ambition croissante de l'UE de renforcer son rôle d'acteur numérique face à la concurrence mondiale. Ces projets couvrent des investissements dans les infrastructures numériques physiques, en particulier les câbles à fibres optiques, la 5G ou les centres de données, ainsi que la coopération numérique visant à élargir les débouchés commerciaux générés par la numérisation, et à améliorer la gouvernance des données par le biais d'échanges pour renforcer les cadres politiques et réglementaires.

Le programme de connectivité du « Global Gateway » reflète la nature contradictoire des objectifs visés par cette approche dans tous les domaines d'investissement : il cherche à lutter contre la pauvreté et les inégalités, et à renforcer les services et le développement en promouvant la technologie européenne, les services numériques et d'autres investissements du secteur privé dans les pays du Sud global comme solutions à ces défis. Conformément au règlement NDICI-GE, les actions de coopération de l'UE devraient favoriser une connectivité numérique accessible, abordable, inclusive, fiable et sécurisée, ainsi que l'utilisation des technologies numériques en tant que catalyseur du développement durable. Pourtant, de sérieux doutes subsistent quant à la façon dont ces objectifs guident les investissements du « Global Gateway ».

Les intérêts géopolitiques, ainsi que l'accès aux données et aux marchés pour les entreprises de l'UE, et notamment la domination sur la propriété intellectuelle et la gouvernance des données, sont des considérations majeures pour l'Europe, qui cherche à consolider sa position face au rôle dominant des États-Unis et de la Chine dans l'économie numérique et les normes techniques internationales²⁶³, notamment les géants de la technologie américains tels que Google et Amazon, ainsi que Huawei en Chine²⁶⁴.

Par ailleurs, comme la connectivité confère un pouvoir économique et géopolitique considérable aux propriétaires de l'infrastructure, elle constitue un outil stratégique et diplomatique de plus en plus important en politique étrangère²⁶⁵. Les investissements du « Global Gateway » dans la 5G reflètent les intérêts de l'UE, qui cherche à contrer la domination de la Chine sur les marchés d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie²⁶⁶. Pourtant, de tels investissements dans un contexte de développement soulèvent un certain nombre de questions et de préoccupations. Par exemple, des études indiquent que la 5G est plus susceptible d'être installée dans les villes les plus riches plutôt que dans les zones pauvres ou rurales, ce qui risque d'exacerber les inégalités²⁶⁷.

5.1 Câbles sous-marins

Les investissements dans les câbles sous-marins, qui permettent de raccorder les pays à internet et favorisent l'expansion des réseaux de télécommunications, montrent bien que cette approche est motivée par des considérations géopolitiques. Les fournisseurs de services achètent l'accès aux câbles à des tarifs de gros et le revendent ensuite aux utilisateurs finaux²⁶⁸. La concentration de câbles sous-marins entre les mains d'acteurs privés peut entraîner une dépendance lorsque les intérêts du secteur privé ne s'alignent pas sur ceux de l'État²⁶⁹. De récentes révélations sur l'opacité du processus décisionnel pour la sélection des investissements de l'UE dans la connectivité, qui sont influencés par le lobbying, renforcent ces inquiétudes²⁷⁰. De plus, de nombreux pays et zones rurales restent mal desservis ou déconnectés²⁷¹, et les câbles sous-marins ne parviendront pas aux communautés vulnérables et marginalisées sans investissements dans de nouvelles infrastructures²⁷².

Les câbles sous-marins sont déployés avec la participation de grands et riches acteurs des télécommunications de l'UE, comme Orange ou Alcatel de Nokia (membres du « Global Gateway Business Advisory Group »), qui participent au projet de câble sous-marin Global Gateway Medusa en mer Méditerranée. Ce projet vise à relier l'Europe aux pays africains afin de créer des opportunités de collaboration sans précédent, d'innovation et de développement économique²⁷³. Bien que la CE mette en avant le renforcement des liens entre universités et centres de recherche en Europe et en Afrique comme l'un des objectifs du projet, la mise en œuvre et les résultats ne sont pas clairement définis dans la conception et la proposition du projet²⁷⁴. Si l'on ajoute à cela le manque d'accès aux données, qui empêche un suivi ou une évaluation des investissements du « Global Gateway », il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces initiatives contribuent aux objectifs principaux du NDICI-GE, qui vise à combattre la pauvreté et à réduire les inégalités. Ce qui est clair, c'est que les entreprises privées du secteur des communications auront la possibilité d'exporter davantage de services de connectivité²⁷⁵. Bien que les câbles sous-marins soient essentiels à la connectivité et que la diversification des fournisseurs soit nécessaire pour minimiser les dépendances géopolitiques et les risques de sécurité, le « Global Gateway » soulève une problématique plus large : il n'existe pas de contrôle public de leur réglementation, de leur construction et de leur planification²⁷⁶.



Photo: Câble sous-marin en Afrique de l'Est. © Jon Evans/Flickr

5.2 Commerce numérique

Le « Global Gateway » met en avant la stratégie numérique de l'UE en présentant un marché numérique et un cadre normatif mondial de numérisation fondée sur des valeurs et centrée sur l'humain, comme une offre d'investissement de l'UE visant à contrer la concurrence²⁷⁷. La coopération et l'harmonisation réglementaires sont également renforcées par le biais d'un partenariat transatlantique avec les États-Unis²⁷⁸, et s'alignent sur l'approche d'institutions telles que la Banque mondiale²⁷⁹.

Dans ce contexte, les accords commerciaux de l'UE dans le secteur numérique constituent un outil important pour réduire ou éliminer les obstacles au commerce numérique de l'UE, un commerce rendu possible par des moyens électroniques tels que les télécommunications et/ou les services de technologies de l'information et de la communication (TIC), couvrant à la fois le commerce des biens et des services dans tous les secteurs de l'économie. En effet, le plan directeur de connectivité numérique du « Global Gateway », élaboré par le Centre for European Policy Studies (CEPS) et la CE, souligne que les objectifs du « Global Gateway » peuvent être mis à profit dans le cadre de partenariats bilatéraux et de la diplomatie numérique pour promouvoir le modèle de gouvernance numérique de l'UE à l'échelle mondiale²⁸⁰. De plus, BusinessEurope, le groupe de pression le plus influent au sein des institutions de l'UE²⁸¹, prévoit que les projets numériques du « Global Gateway », axés sur les cadres réglementaires, permettront de faire progresser le commerce numérique de l'UE et d'encourager les investissements privés dans les infrastructures numériques²⁸². Parmi les exemples de ces projets « Global Gateway » figurent les efforts pour réglementer le marché au Brésil afin de renforcer l'influence internationale du marché unique numérique de l'UE en matière de technologies, de réglementation et

de normes²⁸³. Il est important de souligner qu'il existe de nombreuses initiatives similaires qui ne sont pas qualifiées de projets « Global Gateway ». Les projets phares sélectionnés représentent donc un outil utile pour examiner l'orientation de l'aide et du financement du développement de l'UE.

Plusieurs questions se posent lorsque l'on examine le financement de la stratégie de l'UE en matière de connectivité et de commerce numérique à l'aide des fonds de développement. Une étude du Transnational Institute (TNI) sur les accords de libre-échange (ALE) de l'UE dans le domaine du commerce numérique a conclu que les clauses associées à ces accords commerciaux avec les pays du Sud global entraveront l'industrialisation numérique, limiteront la capacité des États à surveiller les entreprises et nuiront aux droits des citoyens, notamment dans les pays en développement²⁸⁴. Cette étude souligne également que la stratégie de l'UE en matière de commerce numérique tend vers un modèle extractiviste, car elle ne rémunère pas les pays pour l'extraction de matières premières (données) tout en les empêchant de se développer, une situation que les auteurs qualifient de « colonialisme numérique ».

Les ambitions de l'UE visant à garantir un accès mondial aux données en tant que ressource essentielle pour la croissance économique, la compétitivité et l'innovation sont détaillées dans la stratégie européenne pour les données. Cette stratégie met l'accent sur les débouchés commerciaux qu'offrent les données, notamment dans le secteur public, et propose d'utiliser le cadre réglementaire et politique de l'UE en matière de données pour attirer le stockage et le traitement des données à l'échelle mondiale²⁸⁵. Dans ce contexte, les projets du « Global Gateway » prévoient le développement d'un écosystème d'innovation et de start-ups entre l'UE et l'Afrique²⁸⁶, ainsi que la création de centres de données et de câbles sous-marins.

Par exemple, un projet en Mauritanie prévoit la construction d'un centre de données à Nouakchott, ainsi que l'extension d'un câble sous-marin existant reliant l'Europe à l'Amérique du Sud, financé par la BEI²⁸⁷. Un contrat pour la construction de ce câble a été attribué à la société irlandaise EllaLink Ireland Ltd, qui a remporté l'appel d'offres face à une société sénégalaise et à un consortium mauritanien²⁸⁸. Le point d'atterrissage du câble est situé dans la zone industrielle ZILS, dans la région du port de Sines au Portugal, où se trouve également un important centre de données. EllaLink collabore avec d'autres entreprises pour développer un écosystème d'atterrissage pour les câbles sous-marins internationaux en offrant une infrastructure préautorisée²⁸⁹. Cependant, le campus du centre de données de Sines a été impliqué dans un vaste scandale de corruption en 2023, ce qui a entraîné la démission du Premier ministre portugais et l'arrestation de plusieurs responsables^{290, 291}. Au moment de la rédaction de ce rapport, l'état du projet de câble sous-marin est indiqué comme « suspendu » sur le portail EU Funding & Tenders (dans le cadre du programme du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe)²⁹², bien qu'il figure toujours sur la liste des projets du « Global Gateway ». Le centre de données de Sines a récemment été accusé de nuire aux habitats naturels protégés au Portugal et en Europe²⁹³, ce qui remet en question sa durabilité. Selon João Camargo, un militant qui suit le centre de données de Sines, de tels projets de greenwashing ne servent qu'à garantir les bénéfices tirés d'investissements inutiles²⁹⁴. Le centre de données consommerait beaucoup plus que la production annuelle totale d'énergie solaire au Portugal et nécessiterait d'énormes quantités d'eau, alors que la capacité de stockage de données créée serait utilisée dans des activités telles que l'extraction de crypto-monnaies ou l'accumulation de données pour ChatGPT²⁹⁵.

Des projets comme celui-ci mettent en évidence la nature interconnectée des investissements intérieurs et extérieurs de l'UE et soulèvent de vives inquiétudes quant au fait que les budgets publics de développement dans le cadre de l'architecture actuelle des finances publiques de l'UE, dont le « Global Gateway », pourraient générer des effets négatifs involontaires au lieu d'avantages publics. La dépendance excessive à l'égard du secteur privé pour le financement des programmes de transformation numérique dans le cadre du développement fait craindre qu'une part croissante des fonds de développement soit détournée pour maximiser les profits privés en construisant de nouvelles « autoroutes pour les données ». De plus, la conception trompeuse du « Global Gateway » en tant que stratégie de relations publiques en vue de promouvoir les investissements du secteur privé risque d'exacerber, au lieu de résoudre, le manque de transparence et de responsabilité concernant les projets financés par les banques de développement. En effet, il est impossible d'évaluer les résultats de la mise en œuvre des projets du « Global Gateway » dans le secteur numérique et de déterminer leur capacité à atteindre des objectifs de développement positifs, tels que l'amélioration de l'accès à une connexion à large bande abordable, la réduction de la fracture numérique ou la création de valeur économique et sociale locale.

De plus, la transformation numérique peut entraîner une exclusion structurelle à grande échelle dans les sociétés. L'économiste Mariana Mazzucato (University College London) affirme que ces enjeux doivent être résolus par la gouvernance et l'implication du secteur public dans la création d'une infrastructure numérique avec une valeur publique clairement définie, plutôt que de laisser ces missions entre les mains du secteur privé, de façon à éviter l'érosion de la capacité des institutions publiques à garantir les intérêts publics et le bien commun²⁹⁶. À l'opposé de cette participation publique souhaitée dans l'infrastructure numérique, la stratégie numérique du « Global Gateway » vise à créer des marchés et à favoriser la concurrence de l'UE dans le domaine numérique. Les avantages publics plus larges de cette approche dans le contexte du financement du développement pour la transformation numérique restent à démontrer.

La nature géopolitique du financement du développement au titre du « Global Gateway » risque également d'exclure des investissements nécessaires à la réalisation des objectifs de développement des pays bénéficiaires. Des rapports indiquent que les États membres de l'UE se heurtent à des désaccords internes et à des désaccords avec les gouvernements africains concernant les projets et les régions à financer²⁹⁷. Par ailleurs, des organisations de défense des droits humains se sont également dites préoccupées par l'utilisation des outils de surveillance numérique de l'UE dans des pays tiers²⁹⁸.

De plus, la stratégie numérique du « Global Gateway » ne tient pas compte de l'empreinte écologique et sociale majeure de l'économie numérique²⁹⁹, ce qui souligne la nécessité d'un programme d'investissements publics soigneusement planifié et soumis à un contrôle démocratique afin d'éviter des infrastructures inutiles et inefficaces dépourvues d'avantages publics concrets. La numérisation a « fondamentalement changé l'organisation du travail », générant à la fois des opportunités et des défis. Ces difficultés touchent en particulier les groupes moins représentés, tels que les femmes, les minorités ethniques, les personnes handicapées et les réfugiés ainsi que les pays à revenu faible et intermédiaire³⁰⁰. Ces transformations ne sont pas prises en compte dans l'approche linéaire techno-optimiste qui accompagne l'expansion de l'empreinte numérique des entreprises mondiales.

Il est particulièrement alarmant de constater que la CE et la BEI accordent de plus en plus la priorité aux projets du « Global Gateway », malgré l'absence d'informations transparentes permettant d'évaluer leurs impacts et leur contribution au développement. Cette évolution se produit alors même que les preuves de risques et d'effets négatifs continuent de s'accumuler³⁰¹.

6 : Le secteur de la santé

Le secteur de la santé fait partie des cinq domaines prioritaires du « Global Gateway ». Pourtant, les projets menés dans ce domaine représentent une fraction du total, soit seulement 8 % en 2023 et 10 % en 2024. Ces projets, réalisés conformément à l'approche de l'Équipe Europe, couvrent des domaines tels que la fabrication et l'accès aux technologies médicales, l'assainissement de l'eau, la santé et les droits reproductifs, la santé numérique, ainsi que la mise en place d'un environnement réglementaire favorisant la production locale de médicaments et de technologies médicales. L'Afrique figure parmi les principales destinations de ces projets phares, où ils concernent principalement les infrastructures, le développement des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques et la production locale.

Parmi ces projets, le secteur de la fabrication de vaccins est à la fois l'un des plus importants pour la santé mondiale, particulièrement après la pandémie de Covid, et celui qui fournit le plus de recherches indépendantes, ce qui nous permet de proposer une analyse.

6.1 Nouvelle usine de production de vaccins de BioNTech au Rwanda

La fabrication et l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique (MAV+), dans le cadre de l'initiative Équipe Europe (IEE), est un projet phare du « Global Gateway » et l'un des plus avancés. Son objectif est d'accroître l'accès équitable à des vaccins, des médicaments et des technologies de santé essentiels sûrs, efficaces, de qualité et abordables pour tous les Africains, notamment en augmentant la capacité de production et le nombre d'usines de fabrication et en créant un écosystème favorable aux investissements. L'initiative MAV+ a été annoncée par la Présidente de la CE, Ursula von der Leyen, en mai 2021 avec un soutien initial de 1 milliard d'euros financé par le budget de l'UE et les institutions européennes de financement du développement telles que la BEI³⁰². Selon la CE, « ces efforts sont complétés par des initiatives privées. Des sites de production de BioNtech (UE) sont en cours d'implantation au Sénégal, au Rwanda et au Ghana, et Moderna (États-Unis) a annoncé un investissement majeur au Kenya »^{303, 304}.

Le projet mené par BioNTech au Rwanda est l'une des initiatives de fabrication les plus avancées depuis son inauguration en 2023 et il a fait l'objet de recherches récentes menées par des OSC³⁰⁵. Parmi les principales préoccupations soulevées dans ces recherches figurent le manque de transparence dans le financement des projets du côté des investisseurs et des donateurs, l'absence de liens prouvés entre les projets et le développement industriel du Rwanda ainsi que la prédominance des intérêts pharmaceutiques privés dans le système de santé publique.

La principale question concerne la nature exacte de ce projet : s'agit-il d'investissements purement privés ou d'investissements publics soutenus par l'UE par le biais du « Global Gateway » ?

L'entreprise privée BioNTech a déclaré que son usine de fabrication de Kigali était entièrement autofinancée par un investissement de 150 millions de dollars³⁰⁶, tout en reconnaissant avoir reçu 145 millions de dollars de la CEPI (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, un partenariat mondial composé de 30 gouvernements nationaux, de la CE et d'organisations philanthropiques clés)³⁰⁷ afin « d'aider BioNTech à développer ses capacités de R&D, de fabrication clinique et commerciale de vaccins à ARNm dans ses installations de Kigali, au Rwanda »³⁰⁸.

D'autre part, l'UE n'a pas directement soutenu financièrement l'usine de fabrication, mais, selon la Présidente de la CE, l'investissement a été complété par des efforts du « Global Gateway », visant, entre autres, à renforcer la capacité réglementaire et à lutter contre la contrefaçon de médicaments³⁰⁹. La CE a également organisé un événement de mise en relation pour les partenaires des secteurs privés de l'SEAE et d'Afrique afin qu'ils puissent poursuivre leur collaboration³¹⁰. Cela montre que la CE adopte principalement un rôle de soutien vis-à-vis de BioNTech et d'autres investissements et projets privés.

Dans son discours, la Présidente von der Leyen a souligné que « toute la magie réside dans ce travail d'équipe entre secteur privé et secteur public »³¹¹. Cependant, cette déclaration souligne l'ambiguïté du financement des projets et de l'appropriation politique, ce qui rend difficile de distinguer les investissements privés du financement du développement et de comprendre qui est responsable des impacts des projets³¹². Comme le révèlent d'autres études sectorielles, il s'agit d'un thème récurrent dans le domaine des investissements liés au « Global Gateway ».



Photo: Flies du vaccin Covid-19 de Pfizer-BioNTech. © Tim Reckmann/Flickr

Un deuxième problème majeur avec le projet BioNTech au Rwanda concerne l'annonce qu'il fournissait une capacité de fabrication complète pour les vaccins à ARNm en Afrique. Cependant, comme l'a documenté Action Santé Mondiale³¹³, les plans prévoyaient l'utilisation de conteneurs fabriqués en Europe et transformés en unités de production³¹⁴. Par conséquent, la contribution de ce projet à la stratégie de développement durable de la capacité de production des pays bénéficiaires dans le cadre du « Global Gateway » est discutable en termes de transfert de technologie et de possibilités de créer des interconnexions dans le secteur de la santé, essentielles au développement industriel³¹⁵. Un rapport approfondi rédigé par Wemos, Afya na Haki et Health Development Initiative³¹⁶ revient plus en détail sur les préoccupations liées à la diversification économique durable, à la compétitivité, à la valeur ajoutée locale dans les chaînes d'approvisionnement et au commerce durable.

Comme en témoigne l'opacité qui entoure le financement des projets, l'initiative MAV+ risque de confier à des entreprises pharmaceutiques privées la responsabilité de fournir des médicaments essentiels³¹⁷. Cette stratégie, qui a été appliquée pendant la pandémie de Covid-19, a entraîné des inégalités sans précédent en ce qui concerne l'accès aux produits médicaux vitaux, tout en permettant aux entreprises pharmaceutiques de réaliser des profits records. Selon l'ONG néerlandaise SOMO, les bénéfices du vaccin Covid-19 de BioNTech se sont élevés à 10,3 milliards d'euros (après impôt sur les sociétés)³¹⁸, ce qui a fait de l'entreprise l'une des sociétés pharmaceutiques qui a le plus profité de la pandémie.

Les objectifs d'investissement du projet MAV+ entrent également en conflit avec la position de l'UE sur les droits de propriété intellectuelle (PI) et le transfert de technologie. Cela jette le doute sur la cohérence de cette approche avec les principes de coopération au développement de l'UE, notamment l'amélioration de l'accès à la PI dans les pays bénéficiaires³¹⁹. Pendant la pandémie, alors que l'Équipe Europe était l'un des principaux contributeurs financiers du programme COVAX, sa décision d'acheter des vaccins par le biais d'accords bilatéraux conclus avec des entreprises pharmaceutiques a contribué à l'échec de ses objectifs d'équité dans la distribution des vaccins. En fait, des critiques ont été formulées au sujet de la distribution inéquitable et tardive du programme qui aurait été influencée par des intérêts géopolitiques et aurait perpétué des modèles néocoloniaux à travers une réponse à la pandémie reposant sur les dons des pays du Nord global, qui s'étaient accaparé la majorité des doses de vaccin disponibles³²⁰. Pour que le projet MAV+ réussisse à améliorer l'accès aux technologies médicales en Afrique, il est essentiel de lever les obstacles liés à la PI et de fournir des informations détaillées sur les résultats et l'approche adoptée par l'UE en matière d'accès équitable aux produits finis.

Cependant, en ce qui concerne les droits de PI, le projet MAV+ présente un aspect prometteur, à savoir le soutien de l'UE (40 millions d'euros, provenant de la CE, de l'Allemagne, de la France et de la Belgique)³²¹ au programme et au centre de transfert de technologie de l'ARNm³²². Cette initiative internationale lancée par l'Organisation mondiale de la santé en 2021 vise à renforcer les capacités des pays à revenu faible et intermédiaire pour la production des vaccins à ARNm et « utilisera d'abord des informations accessibles au public sur un vaccin anti-Covid-19 existant pour reproduire la technologie. Cette technologie a été choisie parce que le laboratoire qui [a] mis au point le vaccin princeps a déclaré publiquement qu'il n'invoquerait pas les droits de brevet pendant la pandémie. (...) La propriété intellectuelle résultant de cette activité sera détenue par les inventeurs mais sera mise gratuitement à (...) disposition »³²³.

Conclusions et recommandations politiques

Conformément aux orientations politiques de la Présidente de la CE, Ursula von der Leyen³²⁴, le « Global Gateway » s'inscrit dans la stratégie de politique économique étrangère de l'UE, en finançant des projets d'infrastructure à travers le monde tout en défendant les intérêts de l'UE et de ses partenaires.

Cependant, la principale source de financement du « Global Gateway » provient des politiques et du budget de développement de l'UE, qui, selon les traités de l'UE, doivent avant tout viser la réduction de la pauvreté³²⁵. De plus, le règlement NDICI, qui régit ce budget, stipule que 93 % du financement doivent répondre aux normes internationales pour que le financement soit considéré comme une aide publique au développement³²⁶.

L'analyse montre que ce qui, à l'origine, était une opération de repositionnement des projets en cours déjà attractifs sur les plans géopolitique et commercial est devenu une stratégie d'orientation générale pour la coopération au développement et l'action extérieure de l'UE.

Les informations présentées dans ce rapport laissent craindre que le « Global Gateway » soit pour l'UE une stratégie visant à utiliser l'aide internationale et d'autres financements de développement pour accroître son influence dans le monde au moyen de projets d'investissement, plutôt que d'investir véritablement dans la réalisation de résultats en matière de développement. Plus inquiétant encore, le cadre stratégique du « Global Gateway » est de plus en plus utilisé pour réorienter le budget de développement de l'UE afin de soutenir explicitement des projets qui profitent aux entreprises européennes et aux intérêts géopolitiques de l'Union, au détriment des objectifs de développement clés énoncés dans des traités et des politiques, tels que l'éradication de la pauvreté et la fin des inégalités.

Ce qui est encore plus alarmant, c'est que cette stratégie semble également destinée à définir le rôle de l'UE en tant qu'acteur mondial du développement dans les années à venir, à en croire un document interne divulgué dans les médias en avril. Ce document formulait les priorités de la CE pour le reste de cette décennie³²⁷ ainsi que les orientations politiques susmentionnées pour la nouvelle CE, et ne mentionnait même pas la lutte contre la pauvreté dans le monde³²⁸.

De plus, les faits montrent que, dans le fonctionnement pratique du « Global Gateway », les affirmations de la CE relatives à une approche d'investissement fondée sur des valeurs, transparente et bien gouvernée, sont difficilement vérifiables.

Plus précisément, l'analyse de ce rapport met en avant **trois problèmes majeurs** qui compromettent la capacité du « Global Gateway » à générer des résultats positifs en matière de développement dans les pays du Sud global :

A. Le « Global Gateway » privilégie les intérêts commerciaux et géopolitiques de l'UE, encourage la privatisation des infrastructures et des services publics dans les pays du Sud global et risque d'alourdir le fardeau de la dette des pays partenaires. La question se pose de savoir si la priorité du « Global Gateway » est de favoriser les investissements de l'UE à l'échelle mondiale ou de lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde.

Comme le démontre ce rapport, des structures de financement complexes, alliant fonds publics et privés ainsi que des crédits à l'exportation, sont actuellement créées pour générer des bénéfices à partir des opportunités de « développement ».

Par ailleurs, la stratégie « Global Gateway » repose sur des instruments financiers complexes dans des pays déjà fortement endettés et marqués par des niveaux élevés de pauvreté, ce qui peut aggraver leur endettement et plonger les populations dans la pauvreté. C'est particulièrement alarmant dans les pays du Sud global, qui se retrouvent déjà à payer plus de dettes qu'ils ne reçoivent d'aide.

Le rapport montre également que le « Global Gateway » permet aux entreprises privées des plus grandes économies de l'UE d'investir dans des pays ayant des liens coloniaux historiques, ce qui fait craindre une approche néocoloniale, où les ressources des pays du Sud global seraient exploitées au détriment du développement local.

B. Les droits humains et l'environnement risquent d'être menacés.

La stratégie « Global Gateway » énonce explicitement qu'elle adopte une approche fondée sur les droits humains, la démocratie et les valeurs, contrairement à d'autres acteurs du développement international tels que la Chine. Cependant, comme le montre ce rapport, c'est loin d'être la réalité. Les risques d'atteintes aux droits fondamentaux sont déjà apparents, notamment en matière d'emploi, de moyens de subsistance et de santé, avec des répercussions néfastes sur la fourniture des services publics. Ces risques sont exacerbés par le fait que le « Global Gateway » finance des entreprises et des gouvernements ayant des antécédents problématiques en matière de violations des droits humains.

Les impacts environnementaux dommageables représentent également un risque majeur. Il s'agit non seulement de projets à forte empreinte écologique, tels que des initiatives liées à l'hydrogène, l'extraction de lithium et les centres de données, mais aussi d'extensions de ports, d'aéroports et de corridors de transport. Le « Global Gateway » continue de financer des géants de la pollution tels que TotalEnergies et Bayer, membres du « Global Gateway Business Advisory Group » (voir ci-dessous), pour leurs projets d'énergie renouvelable, malgré l'absence de plans de décarbonisation crédibles de la part des entreprises de combustibles fossiles et le recul de leurs promesses climatiques.³²⁹ De nombreux barrages hydroélectriques, notamment des mégaprojets controversés, figurent parmi les projets, malgré les preuves de risques liés au financement de projets hydroélectriques à grande échelle. Certains de ces barrages sont des projets phares en dépit des impacts négatifs qu'ils auront sur des milliers de personnes issues des communautés autochtones et locales, sur leurs terres et leurs cultures, ou sur des systèmes fluviaux fragiles.

La BEI, l'une des principales institutions de financement du développement chargées de la mise en œuvre du « Global Gateway », a fait l'objet de vives critiques de la part d'OSC, de parlementaires, d'universitaires et de journalistes pour les problèmes structurels liés à son fonctionnement. Ces critiques portent sur des analyses d'impact inadéquates, un manque de diligence raisonnable claire et efficace en matière de droits humains, des normes de transparence faibles et l'absence de mécanisme indépendant de traitement des plaintes. Ces éléments mettent à mal la crédibilité du discours du « Global Gateway » fondé sur les droits et les valeurs³³⁰.

Parmi les projets « Global Gateway » figure un accord préoccupant sur les matières premières signé entre le Rwanda et l'UE. Cet accord se déroule dans le contexte du conflit armé en cours dans la province riche en minerais de la RDC, où le Rwanda est accusé d'être impliqué, avec le risque que cet accord exacerbe le conflit. En l'absence d'une évaluation appropriée des investissements dans les zones de conflit et dans les pays qui violent le droit international, le « Global Gateway » pourrait, par ses investissements, contribuer à l'aggravation des conflits.

C. La manière dont le « Global Gateway » a été élaboré et mis en œuvre n'a été ni démocratique ni transparente.

Introduit unilatéralement par la Commission européenne (CE) et le haut représentant/vice-président de la Commission, ce programme a exclu dès le départ les pays du Sud global de son processus de conception, de gouvernance et d'établissement des priorités. Les organes élus (y compris les parlements), la société civile et les experts indépendants dans les pays bénéficiaires n'ont aucun rôle significatif dans la prise de décision ou dans les mécanismes de responsabilité. Les décisions sont principalement descendantes, prises par les responsables de l'UE et les institutions de financement du développement, ce qui ouvre la voie à une potentielle influence des lobbies d'entreprises. Cette approche va à l'encontre de l'engagement actuel de l'UE en faveur des principes d'efficacité du développement, tels que l'appropriation des priorités de développement par les pays en développement, l'accent mis sur les résultats et la responsabilité mutuelle envers les plus pauvres. Cela contredit le principe d'égalité des partenariats du « Global Gateway », qui prévoit que les projets « seront conçus, élaborés et mis en œuvre en étroite coopération et en concertation avec les pays partenaires »³³¹. Cela va également à l'encontre des principes de bonne gouvernance et de transparence, car « les premiers concernés par les projets potentiels – les populations locales, les entreprises locales et les partenaires locaux – doivent pouvoir faire entendre leur voix au moyen de consultations publiques appropriées et grâce à la participation de la société civile »³³².

Bien que la CE ait mis en place une plateforme de concertation appelée « Civil Society and Local Authorities Advisory Platform » dans le cadre du « Global Gateway », elle n'existe pour l'instant que pour la forme et n'a pas de véritable influence sur l'approche, la sélection ou la conception des projets. À l'inverse, le « Business Advisory Group », composé de 59 grandes entreprises et associations professionnelles, principalement européennes, est nettement plus influent. Un rapide coup d'œil aux projets phares du « Global Gateway » révèle que les noms des membres apparaissent dans beaucoup d'entre eux.

Il y a un manque criant d'informations accessibles au public sur le financement des projets, les processus d'appel d'offres, les contrats attribués et les évaluations indépendantes et transparentes des impacts financiers, sociaux, et environnementaux. Encore une fois, cela compromet le principe de bonne gouvernance et de transparence qui prévoit que « la mise en œuvre de projets qui profitent aux citoyens suppose de la transparence, une obligation de rendre des comptes et une viabilité financière. Elle nécessite un accès sans entraves aux marchés publics et des conditions de concurrence équitables ».

Il est donc impossible de suivre et d'évaluer la manière dont les projets contribuent aux objectifs de développement, ou le risque d'impacts négatifs dans les pays bénéficiaires. Il sera à nouveau crucial de suivre le principe de bonne gouvernance et de transparence qui « nécessite (...) un ensemble clairement défini de résultats à atteindre pour faire en sorte que les projets « Global Gateway » annoncent ce qu'ils projettent de réaliser et qu'ils tiennent leurs promesses ». Les bénéficiaires des contrats du « Global Gateway » sont actifs dans des secteurs tels que les données, les technologies propres, les solutions de numérisation et les produits pharmaceutiques, transformant ainsi les pays du Sud global en consommateurs de technologies et d'infrastructures de l'UE. De même, la manière dont les projets peuvent traiter les questions de l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et les inégalités face à la crise climatique, ou encore la création d'emplois dans la transition énergétique reste incertaine, puisque le « Global Gateway » n'a pas fixé d'objectifs spécifiques à cet égard.

Pour résumer, la stratégie « Global Gateway » suscite des préoccupations majeures en matière de transparence et de priorités, puisqu'elle semble favoriser les opportunités d'investissement des entreprises de l'UE par rapport aux projets ayant une valeur ajoutée en termes de développement et alignés sur les objectifs de l'UE, tels que la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Recommandations politiques

Alors que le nouveau Parlement européen et le Collège des commissaires entrent en fonction pour la période 2024-2029, le moment est idéal pour réfléchir au type de coopération au développement que l'UE souhaite encourager. La quatrième conférence des Nations unies sur le financement du développement, qui se tiendra en Espagne à la mi-2025, appelle également à une réévaluation des priorités de développement européennes de façon à ce que l'UE puisse contribuer à un programme de développement juste au niveau mondial. Dans un contexte de changements géopolitiques permettant de diversifier les sources de financement du développement, l'UE devrait reconnaître qu'une offre de « partenariats justes et égaux » ne peut se réduire à un repositionnement de son image de marque à coup de promesses creuses. Si l'UE veut être un acteur pertinent du développement, il est essentiel qu'elle respecte les normes qu'elle prétend respecter.

À la lumière de ces constatations, les États membres et les institutions de l'UE devraient examiner les recommandations politiques suivantes :

A. Réévaluer la stratégie « Global Gateway » sans plus tarder.

Cette réévaluation devrait inclure les éléments suivants :

- Réaffirmer les missions principales du « Global Gateway » (en tant qu'instrument de coopération au développement de l'UE et de moyen de canaliser l'aide publique au développement (APD)), à savoir la réduction de la pauvreté dans le monde, le développement durable, la solidarité et le respect mutuel entre les peuples, ainsi que la protection des droits humains, en particulier ceux des enfants. Les autres objectifs actuellement rattachés au « Global Gateway », tels que les objectifs de politique étrangère et la promotion des intérêts économiques de l'UE, ne peuvent pas être poursuivis avec l'APD de l'UE.
- Travailler avec les pays du Sud global pour élaborer une stratégie de collaboration solide fondée sur la souveraineté, l'autosuffisance et un cadre de coopération internationale juste.
- Favoriser les projets de coopération régionale, plutôt que ceux centrés sur des approches pays par pays qui peuvent servir de tremplins aux entreprises européennes, mais risquent d'alimenter un nivellement par le bas entre les États qui cherchent à attirer les investissements.
- Soutenir les projets de partenariat public-public et les OSC par des financements sous forme de subventions afin d'assurer la fourniture de services publics et d'infrastructures durables présentant des avantages sociaux et environnementaux.
- Inclure les entreprises dans des projets où il existe des preuves solides et claires d'additionnalité développementale à long terme. Donner la priorité aux entreprises locales, en particulier celles dirigées par des femmes, qui soutiennent la durabilité environnementale et les besoins socio-économiques des communautés autochtones et locales.
- Rendre publics les résultats et les indicateurs spécifiques contribuant à la réduction de la pauvreté et des inégalités (y compris le genre) pour chaque projet, afin de permettre une responsabilisation et une évaluation claires des projets pour déterminer quels sont les impacts des investissements et qui en bénéficie.

B. Adopter des normes élevées dans les processus de prise de décision, d'approvisionnement, de transparence et de mise en œuvre du « Global Gateway ».

Au minimum, cela devrait inclure les mesures suivantes :

- La CE devrait rendre publics tous les procès-verbaux des réunions entre ses fonctionnaires et les membres du « Global Gateway Business Advisory Group », au cours desquelles le « Global Gateway » est discuté.
- La CE devrait démontrer que le « Global Gateway » n'est pas une source de favoritisme pour le secteur économique des États membres de l'UE, ni un moyen de promouvoir l'aide liée (de manière informelle).
- Tous les documents dont disposent la CE et les institutions de financement du développement (IFD) pour appuyer la sélection des projets devraient être rendus publics. Les IFD qui mettent en œuvre des projets « Global Gateway », comme la BEI, devraient rendre publique chaque évaluation de la dette liée à un projet.
- Il convient de publier le processus et les critères d'adjudication des contrats aux entreprises, ainsi que les garanties et les subventions pour les projets au titre du Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+), de même que les données détaillées sur le financement total des projets, provenant à la fois de sources publiques et privées.
- Les voyages d'affaires, missions et autres activités visant à soutenir les intérêts des entreprises de l'UE liés aux projets « Global Gateway » ne devraient pas être financés par le budget de développement de l'UE.
- Seules les entreprises du secteur privé respectant les normes les plus élevées en matière de diligence raisonnable, telles que définies dans la directive de l'UE sur la durabilité des entreprises, devraient être éligibles à la mise en œuvre des projets « Global Gateway ». De plus, les entreprises doivent garantir les droits de négociation collective, respecter les normes du travail conformément aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT), se conformer à l'Accord de Paris et démontrer une contribution claire aux objectifs de développement.

C. Instaurer des processus et des mécanismes de contrôle public et parlementaire du « Global Gateway », tant en Europe que dans les pays du Sud global.

Le Parlement européen et les OSC devraient être autorisés à examiner formellement la stratégie « Global Gateway », ainsi que sa mise en œuvre. Actuellement, la plateforme de dialogue avec la société civile et les autorités locales (« Civil Society and Local Authorities Advisory Platform ») présente des limites majeures. Son mandat et son rôle doivent être radicalement transformés pour permettre une participation inclusive de toutes les OSC et organisations de défense des droits des femmes intéressées dans la révision de la mise en œuvre actuelle du « Global Gateway ». Les OSC devraient jouer un rôle actif dans la sélection, la conception et la mise en œuvre de tous les projets bénéficiant d'un soutien au titre du budget de développement de l'UE et des investissements extérieurs de l'UE. De plus, les OSC devraient continuer à avoir accès à des mécanismes de financement indépendants et dotés de ressources suffisantes pour renforcer leur travail et leur rôle sociétal, en leur permettant de choisir leurs domaines de travail en fonction de leurs propres priorités.

D. Examiner l'alignement du « Global Gateway » sur les objectifs de développement de l'UE avant l'approbation du budget de l'UE pour la période post-2027.

La Cour des comptes européenne (CCE) devrait procéder à une évaluation de l'alignement du « Global Gateway » sur les objectifs de développement de l'UE. Une consultation publique avec les OSC devrait également être menée par la CE, afin que ces acteurs clés puissent contribuer activement à la définition de la future stratégie de coopération au développement de l'UE. Le nouveau collège des Commissaires pour la période 2024-2029 devrait suivre le mandat de développement et d'action extérieure défini dans les traités de l'UE et veiller à ce que la politique de développement ne soit pas une stratégie visant à générer des bénéfices pour les entreprises.

Le monde est confronté à une série de crises : détresse économique, escalade des conflits, endettement et dégradation de l'environnement. En tant que l'un des acteurs les plus puissants du développement, l'UE possède les ressources et les capacités nécessaires pour contribuer à l'éradication de la pauvreté, la lutte contre la crise climatique et la lutte contre les inégalités. Elle doit défendre une vision de la transformation mondiale juste et fondée sur les principes d'égalité, de droits, de souveraineté, de développement socio-économique ainsi qu'une architecture financière internationale équitable. Ce n'est qu'à cette condition que l'UE pourra développer de véritables partenariats, en dépassant l'injustice historique et l'exploitation qui perdure. Or, sous sa forme actuelle, le « Global Gateway » est loin d'atteindre cet objectif.

Annexe 1

Projets phares du « Global Gateway » 2023

#	Secteur	Pays/Région	Nom et priorité associée
1	Numérique	Mauritanie	Économie et société numériques en Afrique subsaharienne : Câble Europe Afrique & mise en place de réseaux régionaux sécurisés de fibres optiques dans le cadre de l'IEE1 régionale
2	Numérique	Régional	Dans le cadre du programme d'investissement Global Gateway UE-Afrique qui a été lancé lors du 6e sommet UE-UA. Cadre D4D pour l'économie et la société numériques en Afrique subsaharienne dans le cadre de l'IEE
3	Numérique	Kenya	Numérisation centrée sur l'humain, pilier de la réduction de la fracture numérique, dans le cadre de l'IEE nationale
4	Numérique	Brésil, Uruguay	Dans le cadre de l'IEE national Brésil Transformation numérique Alliance numérique UE-ALC dans le cadre de l'IEE régionale
5	Numérique	Régional	Alliance numérique UE-ALC dans le cadre de l'IEE régionale
6	Numérique	Amérique centrale	Facilitation du commerce et intégration économique en Amérique centrale. Dans le cadre d'une initiative régionale de l'UE
7	Numérique	Asie centrale (régional)	Connectivité numérique en Asie centrale : IEE régionale
8	Numérique	Philippines	Connectivité durable dans le cadre de l'IEE nationale et régionale : Transformation numérique et connectivité
9	Numérique	Géorgie	Connectivité numérique de la mer Noire. Câble numérique de la mer Noire
10	Numérique	Géorgie, Arménie	PEI Géorgie
11	Numérique	Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie	Câble à fibre optique Medusa. Dans le cadre du PEI sur le voisinage méridional
12	Climat et énergie	Bénin	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
13	Climat et énergie	Burundi	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
14	Climat et énergie	Cap-Vert	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
15	Climat et énergie	République démocratique du Congo	Partenariat stratégique sur les matières premières critiques
16	Climat et énergie	Djibouti	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
17	Climat et énergie	République démocratique du Congo, Rwanda, Burundi	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
18	Climat et énergie	Égypte	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
19	Climat et énergie	Côte d'Ivoire	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
20	Climat et énergie	Madagascar	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
21	Climat et énergie	Maroc	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
22	Climat et énergie	Mozambique	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
23	Climat et énergie	Namibie	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
24	Climat et énergie	Niger	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
25	Climat et énergie	Tanzanie	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
26	Climat et énergie	Zambie	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale
27	Climat et énergie	Nigeria	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale et Alliance IEE pour l'économie verte
28	Climat et énergie	Nigeria	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale et Alliance IEE pour l'économie verte
29	Climat et énergie	Nigeria	Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte dans le cadre de l'IEE régionale et Alliance IEE pour l'économie verte
30	Climat et énergie	Namibie	Croissance verte inclusive avec la Namibie dans le cadre de l'IEE

#	Secteur	Pays/Région	Nom et priorité associée
31	Climat et énergie	Bassin du Congo Afrique centrale, Afrique de l'Ouest Forêts, Savanes soudano-sahéliennes d'Afrique de l'Ouest, Savanes du Rift oriental, Afrique australe	NaturAfrica dans le cadre de l'IEE régionale
32	Climat et énergie	Argentine	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE
33	Climat et énergie	Brésil	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE
34	Climat et énergie	Chili, Uruguay, Argentine, Colombie, Paraguay, poss. Costa Rica	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE
35	Climat et énergie	Chili, Argentine	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE
36	Climat et énergie	Costa Rica	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE
37	Climat et énergie	Panama	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE
38	Climat et énergie	Régional	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE et IEE régionales dans le Bassin amazonien, cinq grandes forêts de Mésoamérique
39	Climat et énergie	Équateur	Équateur dans le cadre de l'IEE
40	Climat et énergie	République dominicaine, Jamaïque, Costa Rica, Colombie, Pérou	Initiative mondiale pour les obligations vertes dans le cadre de l'IEE
41	Climat et énergie	Bangladesh	Transition nationale vers l'énergie verte au Bangladesh dans le cadre de l'IEE
42	Climat et énergie	Fidji	Alliance verte et bleue pour le Pacifique et l'IEE Timor-Leste
43	Climat et énergie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Alliance verte et bleue pour le Pacifique et l'IEE Timor-Leste
44	Climat et énergie	Îles du Pacifique	Alliance verte et bleue pour le Pacifique et l'IEE Timor-Leste
45	Climat et énergie	Indonésie	Indonesia Green dans le cadre de l'IEE
46	Climat et énergie	Kazakhstan	Asie centrale Eau-Énergie-Changement climatique Régional dans le cadre de l'IEE
47	Climat et énergie	Tadjikistan	Asie centrale Eau-Énergie-Changement climatique Régional dans le cadre de l'IEE
48	Climat et énergie	Mongolie	Croissance économique verte nationale mongole dans le cadre de l'IEE
49	Climat et énergie	Mongolie	Croissance économique verte nationale mongole dans le cadre de l'IEE
50	Climat et énergie	Népal	Relance verte nationale au Népal dans le cadre de l'IEE
51	Climat et énergie	Vietnam	Initiative verte de l'ASEAN régionale dans le cadre de l'IEE
52	Climat et énergie	Vietnam	Initiative verte de l'ASEAN régionale dans le cadre de l'IEE
53	Climat et énergie	Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine	Corridor électrique transbalkanique : PEI Serbie-Monténégro-Bosnie-Herzégovine sur les Balkans occidentaux
54	Climat et énergie	Tunisie	ELMED interconnector Tunisie du PEI
55	Climat et énergie	Israël	Projet de câble électrique EuroAsia Interconnector Israël Chypre Grèce
56	Climat et énergie	Jordanie	Projet autonome du PEI en Jordanie
57	Climat et énergie	Jordanie	Gestion durable de l'eau nationale dans le cadre de l'IEE
58	Climat et énergie	Afrique du Sud, puis Mozambique, Ouganda	Bio 2 Watt (Climate Investor One & Climate Investor Two)
59	Climat et énergie	Vietnam	Projet éolien littoral de 48 MW à Tra Vinh (Climate Investor One)
60	Climat et énergie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Réhabilitation du port de Rabaul et écologisation des infrastructures
61	Transports	Bénin	Paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique

#	Secteur	Pays/Région	Nom et priorité associée
62	Transports	Gambie	Paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique phare sur les transports / corridors stratégiques : Praia – Dakar – Abidjan
63	Transports	Guinée-Bissau	Paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique phare sur les transports / corridors stratégiques : Praia – Dakar – Abidjan
64	Transports	Sénégal	Paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique phare sur les transports / corridors stratégiques : Praia – Dakar – Abidjan
65	Transports	Sénégal	Paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique phare sur les transports / corridors stratégiques : Praia – Dakar – Abidjan
66	Transports	Cameroun	Paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique phare sur les transports / corridors stratégiques : Praia – Dakar – Abidjan
67	Transports	Djibouti	Construction d'un deuxième aéroport
68	Transports	Égypte	Modernisation du centre de contrôle régional d'Alexandrie. Économie et société connectées en Égypte dans le cadre de l'IEE
69	Transports	Kenya	Paquet d'investissement phare UA-UE sur les transports / corridors stratégiques : Mombasa – Kisangani
70	Transports	République du Congo	Infrastructures – Port de Pointe-Noire Potentiel dans le cadre de l'IEE
71	Transports	Phase 1 : projets en Égypte et au Maroc	Corridor vert maritime mondial
72	Transports	Maroc	Tramway Rabat III
73	Transports	Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan)	Asie centrale – Projet potentiel du « Global Gateway »
74	Transports	Macédoine du Nord, Kriva Palanka – Section Frontière avec la Bulgarie	Macédoine du Nord Bulgarie Corridor VIII Interconnexion ferroviaire dans le cadre du PEI sur les Balkans occidentaux
75	Transports	Indonésie	Chemin de fer régional de Surabaya
76	Transports	Laos, Thaïlande, Vietnam	Projet de corridor économique régional et de connectivité en Asie du Sud-Est
77	Transports	Angola	Pilier diversification économique
78	Santé	Ghana	MAV+ : Fabrication et accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique
79	Santé	Rwanda	MAV+ : Fabrication et accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique
80	Santé	Afrique du Sud, Sénégal, Rwanda, Ghana	MAV+ : Fabrication et accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique
81	Santé	Guatemala	Transition Verte Régionale en ALC dans le cadre de l'IEE
82	Santé	Mexique, Panama, Costa Rica, Barbade	Partenariat UE-ALC pour la fabrication locale de vaccins, de médicaments et d'autres technologies de la santé, et le renforcement de la résilience des systèmes de santé
83	Santé	Équateur	Équateur dans le cadre de l'IEE
84	Santé	Équateur	Équateur dans le cadre de l'IEE
85	Éducation et recherche	Mozambique	E-youth, +EMPREGO
86	Éducation et recherche	Régional (Afrique subsaharienne)	Programme régional pour les enseignants d'Afrique (Afrique subsaharienne)
87	Éducation et recherche	Régional ALC	Partie de l'IEE nationale Haïti sur l'éducation Vivre ensemble et partie de l'IEE régionale sur le développement humain et de l'IEE régionale sur les sociétés inclusives et égalitaires

Annexe 2

Projets phares du « Global Gateway » 2024

#	Secteur	Pays/Région	Nom	Priorité associée
1	Climat et énergie	Équateur – Amérique du Sud	Partenariat forestier pour promouvoir la bioéconomie et le commerce	IEE Alliance numérique pour l'Amérique latine et les Caraïbes – dans le cadre du programme d'investissement « Global Gateway » (GGIA) pour l'ALC
2	Climat et énergie	Caraïbes – Régional	Faire face à la menace de l'invasion des algues sargasses dans les Caraïbes	Dans le cadre du GGIA de l'ALC
3	Climat et énergie	Barbade – Caraïbes	Transition énergétique grâce au stockage de l'hydrogène vert	Dans le cadre du GGIA de l'ALC
4	Climat et énergie	Trinité-et-Tobago – Caraïbes	Décarboner l'industrie pétrochimique grâce aux énergies renouvelables	Dans le cadre du GGIA de l'ALC
5	Climat et énergie	Argentine – Amérique du Sud	Développer la chaîne de valeur durable du lithium dans les provinces de Salta et de Jujuy	Développement de la chaîne de valeur des matières premières critiques – dans le cadre du GGIA de l'ALC
6	Climat et énergie	Asie du Sud – Régional	Connectivité énergétique en Asie du Sud	Népal Relance verte
7	Climat et énergie	Inde – Asie du Sud	Urbanisation durable	N/A
8	Climat et énergie	Pakistan – Asie du Sud	Infrastructures résilientes au climat (systèmes hydroélectriques et d'irrigation) et centres d'EFTP	Reconstruire en mieux grâce à la création d'emplois verts dans le cadre de l'IEE
9	Climat et énergie	Cambodge – Asie du Sud-Est	Station d'épuration de Phnom Penh	Énergie verte et chaînes de valeur industrielles dans le cadre de l'IEE
10	Climat et énergie	Asie centrale – Régional	Matières premières critiques (MPC)	N/A
11	Climat et énergie	Laos – Asie du Sud-Est	Accroître le commerce, l'investissement et la connectivité dans le secteur de l'agriculture et de la foresterie (TICAF)	Pacte vert pour le Laos
12	Climat et énergie	Cameroun – Afrique de l'Ouest/centrale	Construction d'un barrage hydroélectrique (420 MW) NACHTIGAL	Villes vertes inclusives et durables – dans le cadre du paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique
13	Climat et énergie	Réhabilitation des centrales hydroélectriques de Nalubaale-Kiira (380 MW)	Centrale hydroélectrique en Ouganda	Réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Nalubaale-Kiira (380 MW)
14	Climat et énergie	Sénégal – Afrique de l'Ouest	Nettoyage de la baie de Hann (Dakar)	Promotion d'une économie verte et digitale – dans le cadre du paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique
15	Climat et énergie	Malawi – Afrique australe	Transmission de puissance Eastern Backbone	Croissance verte de l'IEE – dans le cadre du paquet d'investissement Global Gateway UE-Afrique
16	Climat et énergie	Madagascar – Afrique australe	Préservation des paysages terrestres et marins, Talaky Be	Madagascar Pacte Vert de l'IEE – dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
17	Climat et énergie	Zambie, Tanzanie, Kenya – Afrique australe	Interconnexion Zambie – Tanzanie – Kenya (ZTK)	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
18	Climat et énergie	Zambie, RDC – Afrique australe	Kolwezi – Solwezi interconnector	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
19	Climat et énergie	Rwanda – Afrique de l'Est/centrale	Construction et aménagement du Marché de gros de Kigali	Investir dans une transformation agricole durable et inclusive – dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway

#	Secteur	Pays/Région	Nom	Priorité associée
20	Climat et énergie	Rwanda, Tanzanie, Ouganda, Zambie – Afrique de l'Est/centrale	Feuille de route du partenariat pour les matières premières critiques (CRM)	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
21	Climat et énergie	Somalie – Afrique de l'Est/centrale	Infrastructures d'irrigation	L'énergie propre et l'économie résiliente au changement climatique dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
22	Climat et énergie	Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Moldavie, Monténégro, Macédoine du Nord, Serbie, Turquie, Ukraine – Voisinage	Installation d'exploration de matières premières critiques	N/A
23	Climat et énergie	Ukraine – Voisinage Est	Ukrenergo – transmission de puissance	N/A
24	Climat et énergie	Moldavie – Voisinage Est	GrCF2 W1- Termoelectrica : Chauffage urbain de Chisinau	PEI Phare 3 (Proche-Orient)
25	Climat et énergie	Jordanie – Voisinage Sud	Projet de gestion des déchets solides d'Aqaba	PEI : soutien phare de l'UE à l'économie verte en Jordanie, dans le cadre de l'IEE sur la gestion durable de l'eau en Jordanie
26	Climat et énergie	Jordanie – Voisinage Sud	Usine de traitement des eaux usées de West Irbid	PEI 11 Efficacité des ressources, notamment la gestion de l'eau et des déchets, et biodiversité dans le cadre de l'IEE sur la gestion durable de l'eau en Jordanie
27	Climat et énergie	Tunisie – Voisinage Sud	Programme d'énergie renouvelable de 1,7 GW	PEI phare 10 Transition énergétique et sécurité de l'énergie
28	Climat et énergie	Ukraine – Voisinage Est	L'efficacité énergétique des bâtiments	N/A
29	Climat et énergie	Albanie – Balkans occidentaux	Centrale solaire photovoltaïque flottante	N/A
30	Climat et énergie	Égypte – Voisinage Sud	Agrandissement de la station d'épuration des eaux usées de Gabal Asfar	N/A
31	Climat et énergie	Régional – Voisinage Sud	Efficacité énergétique des bâtiments	N/A
32	Climat et énergie	Égypte – Voisinage Sud	Industries vertes et durables	N/A
33	Climat et énergie	Barbade – Caraïbes	Réduire les pénuries d'eau chroniques et améliorer les systèmes d'assainissement des eaux usées	Dans le cadre du GGIA de l'ALC
34	Climat et énergie	Afrique – Régional	Adaptation et résilience au changement climatique en Afrique – Piliers III et IV	IEE : Adaptation et résilience en Afrique
35	Climat et énergie	Mozambique – Afrique australe	Protection côtière Beira	N/A
36	Climat et énergie	Togo – Afrique de l'Ouest	Protection du littoral Togo	N/A
37	Climat et énergie	Sénégal – Afrique de l'Ouest	Programme d'irrigation PARIIS ; et programme de développement rural PADAER II	Économie Verte du Sénégal
38	Climat et énergie	Paraguay – Amérique du Sud	Programme d'eau et d'assainissement	Pacte vert pour le Paraguay
39	Climat et énergie	Honduras – Amérique centrale	Développement rural et productivité	Honduras – Changement climatique et gestion des ressources naturelles
40	Climat et énergie	République dominicaine – Caraïbes	Gestion des déchets solides	Transition verte et durable de la République dominicaine

#	Secteur	Pays/Région	Nom	Priorité associée
41	Climat et énergie	Brésil – Amérique du Sud	Projet Paulo Freire II - Développement des capacités pour vaincre la faim et l'extrême pauvreté en milieu rural	N/A
42	Climat et énergie	Mexique – Amérique centrale	Projet énergétique multidimensionnel durable	GGIA de l'ALC
43	Climat et énergie	Jamaïque – Caraïbes	Production d'énergie renouvelable	GGIA de l'ALC
44	Climat et énergie	Ghana – Afrique de l'Ouest	Centrale solaire Kaleo	Relance verte et numérique intelligente dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
45	Climat et énergie	Côte d'Ivoire – Afrique de l'Ouest	Ligne de transmission à haute tension (dorsale)	Transition Bas Carbone
46	Climat et énergie	Mozambique – Afrique australe	Modernisation de deux centrales hydroélectriques	Pacte vert du Mozambique
47	Climat et énergie	RDC – Afrique centrale	Réhabilitation et extension des infrastructures d'eau potable dans la grande ville de Mbuji Mayi	N/A
48	Climat et énergie	RDC – Afrique centrale		N/A
49	Climat et énergie	Kenya – Afrique de l'Est/centrale	Projet de mise à niveau d'Olkaria I et IV	Dans le cadre de la transition verte de IEE Kenya
50	Climat et énergie	Angola – Afrique australe	Parc solaire pour l'électrification rurale	N/A
51	Climat et énergie	Cameroun – Afrique de l'Ouest/centrale	Modernisation de l'outil industriel et transition énergétique de la Sodecoton	N/A
52	Climat et énergie	Éthiopie – Afrique de l'Est	Projet géothermie TMGO	N/A
53	Climat et énergie	Afrique du Sud – Afrique australe	Partenariat pour une transition énergétique juste	N/A
54	Climat et énergie	Kenya – Afrique de l'Est	Transfert d'une technologie polonaise innovante de biogaz au secteur agricole au Kenya	Aucune référence (proposition du secteur privé)
55	Climat et énergie	Colombie – Amérique du Sud	Résilience climatique urbaine	N/A
56	Climat et énergie	Afrique du Sud et Namibie – Afrique australe	Plateformes financières pour l'hydrogène vert	N/A
57	Climat et énergie	Sénégal – Afrique de l'Ouest	Partenariat pour une Transition Énergétique Juste (JETP)	N/A
58	Climat et énergie	Nigeria – Afrique de l'Ouest	Projet solaire photovoltaïque de Jigawa	N/A
59	Climat et énergie	Ouzbékistan – Asie centrale	Projet mer d'Aral	Eau, climat et énergie régionaux en Asie centrale
60	Climat et énergie	Côte d'Ivoire – Afrique de l'Ouest	Projet WASUNA	IEE AEGEI
61	Climat et énergie	Maroc – Voisinage Sud	Développement urbain durable avec la FEC	Dans le cadre du programme phare du PEI sur la croissance verte et l'action pour le climat : la transition verte nationale de l'IEE
62	Numérique	ALC – régional	Accélérateur numérique UE-ALC	Alliance numérique IEE EU-ALC – dans le cadre du GGIA de l'ALC
63	Numérique	Colombie – Amérique du Sud	Électrification des infrastructures sociales	Dans le cadre du GGIA de l'ALC

#	Secteur	Pays/Région	Nom	Priorité associée
64	Numérique	RDC – Afrique de l'Est/centrale	Extension de la connectivité numérique	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
65	Numérique	Éthiopie – Afrique de l'Est/centrale	Réhabilitation et modernisation du réseau national de transport d'électricité en Éthiopie	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
66	Numérique	Tanzanie, Madagascar – Afrique de l'Est / du Sud	Investir dans les réseaux mobiles à Madagascar et en Tanzanie	Tanzanie : Villes vertes et intelligentes dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
67	Numérique	RDC, Zambie, Zimbabwe, Malawi, Mozambique – Afrique australe et orientale	Construction de câbles à fibres optiques	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
68	Numérique	Afrique subsaharienne – région	AfricaConnect4	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
69	Numérique	Afrique subsaharienne – région	Partenariat Afrique-Europe des régulateurs numériques	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
70	Numérique	Voisinage Est, Voisinage Sud, Balkans occidentaux, Asie centrale + Mongolie, Turquie – Régional	Partenariats avec des investisseurs institutionnels privés.	N/A
71	Numérique	FI, SE, DK, GL, US, CA, JP – Atlantique Nord et Arctique	Passerelles numériques du nord de l'UE	N/A
72	Numérique	Brésil – Amérique du Sud	Amazonie verte / Amazonia Verde	N/A
73	Numérique	Colombie – Amérique du Sud	Paz Total Connectivité	N/A
74	Numérique	Mozambique – Afrique australe	Fiber Flow Mozambique : permettre la numérisation	N/A
75	Numérique	Indonésie – Asie du Sud-Est	Nusantara, la nouvelle capitale de l'Indonésie – construire la prospérité grâce à la connectivité et aux données	N/A
76	Numérique	Bangladesh – Asie du Sud	Révolution de la connectivité : transformer des vies au Bangladesh	N/A
77	Numérique	Nigeria – Afrique de l'Ouest	Paquet UE-Nigeria sur l'économie numérique	N/A
78	Numérique	Afrique du Sud – Afrique australe	Mise en place d'un système de synchronisation horaire pour améliorer le niveau de cybersécurité du Service national de la circulation aérienne et de la navigation	N/A
79	Numérique	Thaïlande – Asie du Sud-Est	Mise en œuvre / mise à niveau de l'infrastructure critique du principal opérateur énergétique de la Thaïlande, l'Autorité de production d'électricité de Thaïlande (EGAT).	N/A
80	Éducation et recherche	Ouganda – Afrique de l'Est/centrale	Construction des installations WASH dans les écoles	Démographie et inclusion sociale – dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
81	Éducation et recherche	Angola – Afrique australe	Infrastructures de l'EFTP et modernisation de la formation professionnelle agricole	Diversification économique dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
82	Éducation et recherche	Haïti – Caraïbes	Construction d'une école d'EFTP	Éducation et EFTP à l'échelle nationale de la IEE – dans le cadre de l'initiative ALC GGI

#	Secteur	Pays/Région	Nom	Priorité associée
83	Éducation et recherche	Irak – Moyen-Orient	Reconstruction du patrimoine culturel dans les centres urbains historiques	Équipe Europe pour l'Irak
84	Éducation et recherche	Nigeria – Afrique de l'Ouest	Réhabilitation et équipement de l'EFTP, institutions de formation dans les États de Benue, du Plateau et d'Oyo	Alliance pour une économie verte dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
85	Éducation et recherche	Bénin – Afrique de l'Ouest	Rénovation et construction d'écoles professionnelles et techniques	Croissance durable et emploi – dans le cadre paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
86	Éducation et recherche	Afrique subsaharienne – Régional	Mobilité des jeunes pour l'Afrique	Mobilité pour l'Afrique – dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
87	Éducation et recherche	Madagascar – Afrique australe	Amélioration de système d'enseignement professionnel et technique	IEE Madagascar Investir dans la jeunesse – dans le cadre paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
88	Éducation et recherche	Zambie – Afrique australe	Développement de la petite enfance	IEE Développement humain – dans le cadre paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
89	Éducation et recherche	Tanzanie – Afrique australe	Action transformatrice en matière de genre	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
90	Éducation et recherche	Cambodge – Asie du Sud-Est	Partenariat dans l'éducation pour des emplois verts et numériques	Paysages, forêts et agriculture durables dans le cadre de l'IEE. Énergie verte et chaîne de valeur industrielle
91	Éducation et recherche	Népal – Asie du Nord	Éducation de qualité pour tous	Relance verte de l'IEE
92	Éducation et recherche	Afrique subsaharienne – Régional	Boîte à outils de la formation professionnelle (VET Toolbox 2) : Amélioration de la fourniture d'un développement des compétences axé sur la demande pour l'investissement en Afrique	N/A
93	Santé	Pérou – Amérique du Sud	Eau potable et gestion durable de l'eau en milieu urbain	Pacte vert national pour l'IEE – dans le cadre du GGIA pour l'ALC
94	Santé	Nigeria – Afrique de l'Ouest	MAV+ : production locale de vaccins et de médicaments	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
95	Santé	Mongolie – Asie centrale	Construction de l'hôpital de Darkhan	Mongolie IEE : Croissance économique verte
96	Santé	Costa Rica – Amérique centrale	Accélération de la fabrication pharmaceutique	Dans le cadre du GGIA de l'ALC
97	Santé	Brésil – Amérique du Sud	Modernisation de l'eau et des eaux usées	Pacte vert – dans le cadre du GGIA de l'ALC
98	Santé	Afrique – Régional	Structure de soutien de l'équipe Europe (TESS) pour MAV+	Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
99	Santé	Afrique subsaharienne	Santé numérique pour le renforcement des systèmes de santé et la couverture sanitaire universelle (CSU)	IEE : Santé numérique pour le renforcement des systèmes de santé et la couverture sanitaire universelle
100	Santé	Afrique subsaharienne	Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) en Afrique subsaharienne	SDSR en Afrique subsaharienne
101	Santé	Bolivie – Amérique du Sud	Programme de gestion intégrale de l'eau dans les zones urbaines et Programme d'eau et d'assainissement pour les communautés rurales, les petites et moyennes villes	Développement vert et résilient Bolivie
102	Santé	Bénin – Afrique de l'Ouest	Station d'épuration des eaux usées à l'ouest de Cotonou	N/A

#	Secteur	Pays/Région	Nom	Priorité associée
103	Santé	Rwanda – Afrique de l’Est / Centrale	Dans le cadre de MAV+ : Fabrication et accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique	Dans le cadre du paquet d’investissement UE-Afrique du Global Gateway
104	Santé	Cambodge – Asie du Sud-Est	One Health	N/A
105	Santé	Régional – ALC	Partenariat UE-ALC sur la production de vaccins et la résilience des systèmes de santé	Partenariat UE-ALC sur la production de vaccins et la résilience des systèmes de santé
106	Santé	Madagascar – Afrique australe	Salama – soutien aux centrales d’achat de médicaments	IEE - Investir dans la jeunesse
107	Transports	République dominicaine – Caraïbes	Expansion et modernisation du transport urbain de Saint-Domingue	Transition verte et durable nationale IEE – dans le cadre du GGIA de l’ALC
108	Transports	Costa Rica – Amérique centrale	Électrification de la flotte d’autobus urbains	Relance verte, décarbonisation et mobilité urbaine durable au niveau national de la REI – dans le cadre du GGIA pour l’ALC
109	Transports	Mauritanie – Afrique de l’Ouest	Construction d’infrastructures terrestres et maritimes/portuaires	Transition vers une économie verte et bleue – dans le cadre du paquet d’investissement UE-Afrique du Global Gateway
110	Transports	Tchad – Afrique de l’Ouest	Modernisation de l’axe N’Djamena – Douala, avec construction d’un pont	Corridors stratégiques : Libreville – Kribi / Douala – N’Djamena (Afrique centrale : Gabon, Guinée équatoriale, Cameroun, Tchad, São Tomé-et-Príncipe) – dans le paquet d’investissement UE-Afrique du Global Gateway
111	Transports	Nigeria – Afrique de l’Ouest	Transport par voie navigable intérieure de Lagos	Corridors stratégiques : Abidjan – Lagos – dans le paquet d’investissement UE-Afrique du Global Gateway
112	Transports	Ghana – Afrique de l’Ouest	Réhabilitation des routes de desserte et des chemins agricoles	Relance verte et numérique intelligente dans le cadre du paquet d’investissement UE-Afrique du Global Gateway
113	Transports	Cap-Vert – Afrique de l’Ouest	Expansion du port de Mindelo	Corridors stratégiques : Praia – Abidjan – Lagos – dans le cadre du paquet d’investissement UE-Afrique du Global Gateway
114	Transports	Arménie – Caucase	Centre des douanes et de la logistique de Syunik (Centre d’activité économique libre)	Initiative phare 4 du PEI : Renforcer la résilience des régions du Sud
115	Transports	Arménie – Caucase	Route Sisian-Kajaran (projet de corridor nord-sud)	Initiative phare 2 du PEI : Stimuler la connectivité et le développement socio-économique. Phare 4 du PEI : Renforcer la résilience des régions du Sud
116	Transports	Moldavie – Voisinage Est	Moldavie Réhabilitation des routes V	Initiative phare 4 du PEI & Améliorer la connectivité – ancrer la Moldavie dans le RTE-T
117	Transports	Ukraine – Voisinage Est	Mécanisme de garantie pour la relance de l’Ukraine	Initiative phare 3 du PEI
118	Transports	Jordanie – Voisinage Sud	Projet de bus électrique d’Aqaba	Programme phare du PEI : soutien de l’UE à l’économie verte en Jordanie
119	Transports	Ukraine, Moldavie – Voisinage Est	Corridors de solidarité : Moldavie et Ukraine	N/A

#	Secteur	Pays/Région	Nom	Priorité associée
120	Transports	Albanie – Balkans occidentaux	Contournement de Tirana : Autoroute Bleue	N/A
121	Transports	Maroc – Afrique du Nord – Voisinage Sud	Réhabilitation ferroviaire ONCF	N/A
122	Transports	Égypte – Voisinage Sud	Modernisation des chemins ferroviaires	N/A
123	Transports	Zambie, Angola, RDC – Afrique du Sud/Centrale	Lobito Corridor	RDC : Développement de la chaîne de valeur des matières premières critiques (L.63) Angola : Diversification économique (L.4). Dans le cadre du paquet d'investissement UE-Afrique du Global Gateway
124	Transports	Monde – Asie/Afrique/Amérique latine/Caraïbes	Carburants d'aviation durables	N/A
125	Transports	Monde – Pacifique/Afrique/Amérique latine/Caraïbes	Centres mondiaux de coopération en matière de technologie maritime : phase 2	N/A
126	Transports	Brésil – Amérique du Sud	Construction et exploitation d'infrastructures portuaires : Mise en place d'un corridor vert et numérique entre le port portugais de Sines et le port brésilien de Pecém, dans le Maranhão	Dans le cadre du GGIA (Infrastructures portuaires au Brésil). Lié au corridor vert et numérique phare du Global Gateway 2023 entre le port de Sines et le port de Barra Do Dande en Angola
127	Transports	Malaisie – Asie du Sud-Est	Développement du Port de Lumut Cité Industrielle Maritime	N/A
128	Transports	Sénégal – Afrique de l'Ouest	Projet Casamance : Mise aux normes et exploitation du port de Ziguinchor	N/A
129	Transports	Tanzanie – Afrique australe	Projet de développement du bassin de Msimbazi	N/A
130	Transports	Éthiopie – Afrique de l'Est	Cool Port Addis	N/A
131	Transports	Inde – Asie du Sud	Mobilité urbaine verte	N/A
132	Transports	Pakistan – South Asia	Programme de soutien aux moyens de subsistance et d'infrastructures communautaires (LACIP)	N/A
133	Transports	Peru – South America	Agrandissement de l'aéroport international de Lima	N/A
134	Transports	Angola – Afrique australe	Réhabilitation de la route EN140 entre Mussende et Cangandala	N/A
135	Transports	Brésil – Amérique du Sud	Infrastructures portuaires	GGIA de l'ALC
136	Transports	Mexique – Amérique centrale	Mise en place d'un corridor maritime entre le port portugais de Sines et le port mexicain de Coatzacoalcas et le corridor interocéanique de Tehuantepec	Contribue au GGIA de l'ALC et au corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec
137	Transports	Tchad – Afrique de l'Ouest	Aéroport de N'Djamena	N/A
138	Transports	Pérou – Amérique du Sud	Métro ligne 2 à Lima	N/A
	Transports	Pérou – Amérique du Sud	Métro ligne 2 à Lima	N/A

Source: Council of the European Union, 21 November 2023.³³⁴

Annexe 3

Projets « Global Gateway » analysés dans le rapport

Les projets en gras sont les 25 projets qui bénéficient au moins à une entreprise européenne.

1. Partenariat pour une transition énergétique juste avec le Vietnam (x)	22. Construction de la centrale hydroélectrique Ruzizi III pour la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Burundi
2. Partenariat pour une transition énergétique juste avec l'Indonésie (x)	23. Gestion des déchets solides (décharge de La Duquesa) en République dominicaine (x)
3. Partenariat pour la transition énergétique juste au Sénégal	24. Nettoyage de la baie de Hann (Dakar) au Sénégal (x)
4. Partenariat pour une transition énergétique juste en Afrique du Sud (x)	25. Réduction des pénuries chroniques d'eau et amélioration des systèmes d'assainissement à Barbade
5. Transition énergétique verte au Bangladesh	26. Croissance du Grand Mur Vert
6. Amélioration de la centrale solaire à grande échelle et des mini-réseaux photovoltaïques par le Système d'Échanges d'Énergie de l'Afrique de l'Ouest au Bénin (x)	27. Habitat urbain durable et social : faciliter l'accès à un logement adéquat pour les familles à faible revenu au Pérou (projet Fondo MiVivienda)
7. Développement de centrales solaires à Boundiali et Serebou et extension, renforcement et modernisation des réseaux en Côte d'Ivoire (x)	28. Prêts hypothécaires pour de nouvelles unités de logement répondant à des normes d'efficacité énergétique améliorées au Pérou dans le cadre du programme Ecovivienda
8. Construction de centrales hybrides et solaires et extension du réseau énergétique au Niger (x)	29. Corridor Lobito : connexion de la République démocratique du Congo et de la Zambie aux marchés mondiaux via l'Angola (x)
9. Construction d'une centrale hybride solaire/diesel au Niger – annulée (x)	30. Feuille de route du partenariat sur les matières premières critiques (CRM) au Rwanda, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie
10. Projet HARU ONI dans le sud du Chili pour produire des carburants neutres en carbone à partir de l'énergie éolienne (x)	31. Algérie, Égypte, Maroc et Tunisie – câble en fibre optique Medusa (x)
11. Construction d'une installation de pompage et de stockage sur l'île de Santiago au Cap-Vert (x)	32. Gouvernance des données : développement de cadres politiques de données et cas d'utilisation des données, et identification des investissements dans une infrastructure de données verte et sécurisée en Afrique subsaharienne
12. Développement de Gran Chaco et expansion du réseau de transmission d'électricité couvrant 23 provinces à l'échelle nationale en Argentine	33. Construction d'un centre de données à Nouakchott et d'un câble sous-marin en Mauritanie (x)
13. Construction d'environ 150 mini-réseaux photovoltaïques hybrides au Nigeria (x)	34. MAV+ en Afrique australe : Rwanda, Sénégal et Ghana (x)
14. Construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 85 MW combinée avec des électrolyseurs en Namibie (x)	35. Mise en œuvre d'un partenariat avec le Kazakhstan sur les matières premières, les batteries et l'hydrogène renouvelable (x)
15. Développement du potentiel d'hydrogène vert du Chili (x)	36. Partenariat stratégique sur les matières premières critiques en République démocratique du Congo (x)
16. Plateformes financières pour l'hydrogène vert en Afrique du Sud et en Namibie	37. Chili – chaînes de valeur locales pour les matières premières critiques (x)
17. Construction d'une centrale à hydrogène au Maroc	38. Argentine – développement de la chaîne de valeur du lithium durable dans les provinces de Salta et Jujuy (x)
18. Développement de l'hydrogène vert en Mauritanie et accélération de sa transition énergétique	39. Mise en œuvre d'un partenariat sur les chaînes de valeur des matières premières et de l'hydrogène renouvelable en Namibie
19. Production de méthanol vert pour la navigation en Égypte (x)	40. Centrale de référence Power-to-X (P2X) pour l'hydrogène au Maroc (partenariat public-privé, PPP)
20. Extension des centrales Bio2Watt en Afrique du Sud : production de biogaz à partir de déchets animaux et autres sources (x)	
21. Projet géothermique TMGO en Éthiopie (x)	

Notes

- 1 La traduction littérale de « Global Gateway » est Passerelle Globale. Cependant il n'existe pas de traduction officielle en français de « Global Gateway » dans les documents et publications officiels de la Commission européenne.
- 2 Ursula von der Leyen (2024), Le choix de l'Europe : Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024-2029 (Strasbourg, 18 juillet 2024). https://commission.europa.eu/document/download/e6cd4328-673c-4e7a-8683-f63fb2cf648_fr
- 3 Commission européenne (2021), Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 4 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, art. 208
- 5 Farwa Sial et Xavier Sol (2022), The emperor's new clothes: what's new about the EU's Global Gateway? (Eurodad et Counter Balance). https://www.eurodad.org/the_emperor_s_new_clothes_what_s_new_about_the_eu_s_global_gateway
- 6 Farwa Sial et Xavier Sol (2022), The emperor's new clothes: what's new about the EU's Global Gateway? (Eurodad et Counter Balance). https://www.eurodad.org/the_emperor_s_new_clothes_what_s_new_about_the_eu_s_global_gateway
- 7 The Guardian (2023) Big oil quietly walks back on climate pledges as global heat records tumble. <https://www.theguardian.com/us-news/2023/jul/16/big-oil-climate-pledges-extreme-heat-fossil-fuel>
- 8 Counter Balance (2021), Joint CSO submission: human rights approach of the EIB. https://counter-balance.org/uploads/files/Documents/Briefings-and-Policy-Files/Joint-CSO-Submission_EIB-Human-rights-approach_August2021.pdf
- 9 Commission européenne (2021), Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 10 Commission européenne (2023), Global Gateway Civil Society and Local Authorities Advisory Platform – list of members. https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/264bc2a4-7e04-4e64-a4cd-0c37c1860228_en?filename=global-gateway-cso-la-advisory-platform-members-list_en.pdf. Oxfam est membre de la plateforme.
- 11 Commission européenne (2023), Global Gateway Business Advisory Group: list of members and observers. https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/8f0954fc-34ed-45fe-8c68-b59015e98b41_en
- 12 Commission européenne (2021), Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 13 Commission européenne (2021), Déclaration de la Présidente von der Leyen sur la stratégie « Global Gateway ». https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_21_6522
- 14 Reuters (2023), Leaders gather in China for smaller, greener Belt and Road summit. <https://www.reuters.com/world/china/leaders-gather-china-smaller-greener-belt-road-summit-2023-10-16/> et Financial Times (2024), China shifts Latin America investment to compete with west. <https://www.ft.com/content/5858a9e9-b063-40f6-afd6-e35f1ceeb6d1>
- 15 South China Morning Post (2023), 4 lost years: how the EU fumbled its response to China's Belt and Road with Global Gateway strategy. <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3238880/4-lost-years-how-eu-fumbled-its-response-chinas-belt-and-road-at-asean-2017>, Chair's Statement of the 13th ASEM Foreign Ministers' Meeting. <https://asean.org/chairs-statement-of-the-13th-asean-foreign-ministers-meeting/>
- 16 Simone Tagliapietra (2023), The European Union's Global Gateway: an institutional and economic overview. *The World Economy* 47, 1326-1335. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/twec.13551>
- 17 Farwa Sial et Xavier Sol (2022), The emperor's new clothes: what's new about the EU's Global Gateway? (Eurodad et Counter Balance). https://www.eurodad.org/the_emperor_s_new_clothes_what_s_new_about_the_eu_s_global_gateway
- 18 Daniela Gabor (2021), The Wall Street Consensus. *Development and Change* 52(3). <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/dech.12645>
- 19 Commission européenne (2021), Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 20 Farwa Sial et Xavier Sol (2022), The emperor's new clothes: what's new about the EU's Global Gateway? (Eurodad et Counter Balance). https://www.eurodad.org/the_emperor_s_new_clothes_what_s_new_about_the_eu_s_global_gateway
- 21 Hellenic Aid (2023), Global Gateway explanatory note. <https://hellenicaid.mfa.gr/wp-content/uploads/2023/12/GG-Explanatory-note.pdf>
- 22 https://www.spcr.cz/images/GG_-_Private_sector_-_Presentation_-_Final_-_20-02-24.pdf et <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-13888-2022-REV-1/en/pdf>
- 23 Commission européenne, Global Gateway. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr
- 24 Farwa Sial et Xavier Sol (2022), The emperor's new clothes: what's new about the EU's Global Gateway? (Eurodad et Counter Balance). https://www.eurodad.org/the_emperor_s_new_clothes_what_s_new_about_the_eu_s_global_gateway
- 25 Farwa Sial et Xavier Sol (2022), The emperor's new clothes: what's new about the EU's Global Gateway? (Eurodad et Counter Balance). https://www.eurodad.org/the_emperor_s_new_clothes_what_s_new_about_the_eu_s_global_gateway
- 26 La stratégie « Global Gateway » est mise en œuvre dans le cadre d'une approche d'équipe européenne, principalement par le biais d'Initiatives Équipe Europe (IEE). La plupart des IEE contribuent à la stratégie « Global Gateway » et incluent des projets phares de « Global Gateway » dans l'IEE.
- 27 Dans ce rapport, l'acronyme anglais NDICI-GE (Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument – Global Europe) sera utilisé pour désigner l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale.
- 28 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 29 Il existe d'autres objectifs de dépenses, par exemple en matière de biodiversité. Le NDICI-GE devrait contribuer à l'ambition de l'UE de consacrer 7,5 % des dépenses annuelles dans le cadre du budget de l'UE aux objectifs de biodiversité d'ici 2024 et de porter ce chiffre à 10 % en 2026 et 2027.
- 30 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 31 Commission européenne, Global Gateway funding. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/funding_en et Commission européenne (2022), European Fund for Sustainable Development + Guarantee – Open Architecture Window: Call for Proposed Investment Programmes (PIPs) <https://acci.gr/wp-content/uploads/2022/05/Cover-note-for-Call-for-PIPs.pdf>
- 32 Commission européenne, Global Gateway. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr
- 33 Commission européenne, Global Gateway. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr
- 34 Union européenne (2023), EU aid for trade progress report 2023. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/9a834811-fba3-11ee-a251-01aa75ed71a1/language-en>
- 35 Concord (2023), AidWatch 2023 report. <https://aidwatch.concordeurope.org/wp-content/uploads/sites/4/2023/10/one-pager-v4.pdf>
- 36 Commission européenne (2021), Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 37 La liste des PPTE est disponible sur le site de la Banque mondiale ici : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/heavily-indebted-poor-countries-hipc>
- 38 Debt Justice (2023), The colonial roots of the Global South debt: a tale of plunder, exploitation and resistance. <https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/The-colonial-roots-of-global-south-debt.pdf>
- 39 Eurodad (2024), La justice de la dette en 2024 : Défis et perspectives dans une crise de la dette généralisée. <https://dette-developpement.org/La-justice-de-la-dette-en-2024-defis-et-perspectives-dans-une-crise-de-la-dette>
- 40 Devex (2024), Global South now repays more in debt than it gets in grants and loans. <https://www.devex.com/news/global-south-now-repays-more-in-debt-than-it-gets-in-grants-and-loans-107490>
- 41 Bankwatch (2024), NGOs' letter to EIB President on EIB-Global. <https://bankwatch.org/wp-content/uploads/2024/03/NGOs-letter-to-EIB-President-on-EIB-Global-March-2024.pdf>
- 42 Counter Balance (2020), Can the EIB become the EU development bank? https://counter-balance.org/uploads/files/Reports/Flagship-Reports-Files/2020-Can-the-EIB-become-the-EU-Development-Bank_Online.pdf
- 43 <https://unctad.org/fr/publication/un-monde-de-dettes>
- 44 EIB (2020), EIB Group: climate bank roadmap. (p.14) <https://www.eib.org/en/publications/the-eib-group-climate-bank-roadmap>
- 45 CAN Europe (2024), Assessing international climate finance by the EU and Member States: key insights for shaping the new climate finance goal. (p.40) <https://caneurope.org/report-assessing-international-climate-finance-by-the-eu-and-member-states-key-insights-for-shaping-the-new-climate-finance-goal/>
- 46 EIB (2023), EIB Global strategic roadmap: EU finance for a sustainable future. https://www.eib.org/attachments/lucalli/20230336_eib_global_strategic_roadmap_en.pdf
- 47 Commission européenne (2023), La Commission européenne et la BEI signent un accord visant permettre de nouveaux investissements dans le monde. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_2870
- 48 Réponse à la question de Counter Balance fournie par la BEI, 10 juin 2024.
- 49 Commission européenne (2022), European Fund for Sustainable Development + Guarantee – Open Architecture Window: Call for Proposed Investment Programmes (PIPs) <https://acci.gr/wp-content/uploads/2022/05/Cover-note-for-Call-for-PIPs.pdf>
- 50 EU4Environment (2023), EFSD+. (p.7) <https://www.eu4environment.org/app/uploads/2023/06/Session-4.2-De-risking-and-blending-instruments-of-the-European-Commission.pdf>
- 51 Parlement européen (2023), Study: the implementation of EFSD+ operations from an inclusive perspective. (p.62) <https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/>

- STUD/2023/702595/EXPO_STUD(2023)702595_EN.pdf
- 52 Commission européenne, European Fund for Sustainable Development Plus https://international-partnerships.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/funding-instruments/european-fund-sustainable-development-plus_en#paragraph_5400
- 53 Counter Balance (2023), No recovery without citizens: Why public involvement is key to Europe's green transformation. (p.83-84) https://counter-balance.org/uploads/files/2023_06_20_No-recovery-without-citizens_why-public-involvement-is-key-to-Europes-green-transformation.pdf
- 54 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 55 Commission européenne, Global Europe - programming. https://international-partnerships.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/funding-instruments/global-europe-programming_en
- 56 Commission européenne, Global Gateway. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr
- 57 BEI (2022), Global Gateway Fund (GLGF). <https://www.eib.org/fr/projects/all/20220752>
- 58 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 59 Commission européenne, Global Gateway funding. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/funding_en et European Commission (2022), European Fund for Sustainable Development + Guarantee – Open Architecture Window: Call for Proposed Investment Programmes (PIPs) <https://acci.gr/wp-content/uploads/2022/05/Cover-note-for-Call-for-PIPs.pdf>
- 60 Commission européenne, Global Gateway. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr
- 61 Commission européenne, EU-Africa: Global Gateway Investment Package. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/initiatives-region/initiatives-sub-saharan-africa/eu-africa-global-gateway-investment-package_en
- 62 Politico (2024), Commission's Briefing Book, International Partnerships <https://www.politico.eu/wp-content/uploads/2024/04/18/draft-IntPa-briefing-for-next-Com-April-2024-1-cleaned.pdf>
- 63 Eurodad (2024), Financements mixtes pour l'action climatique : En valent-ils le coup ? https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3326/attachments/original/1714126930/02_blended-finance-report-FR_%281%29.pdf
- 64 Selon leurs données jusqu'à la mise à jour du 12 avril 2024 ; cela couvre les années 2022-2024 pour comparer avec le calendrier du Global Gateway. Commission européenne. Opérations de financement mixte de l'INTPA approuvées par le conseil d'administration à partir de 2021. https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/555e79f7-177a-44c9-82a7-92540597c68_en?filename=board-approved-intpa-blending-operations-as-of-2021_en.pdf
- 65 Commission européenne, Global Gateway. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr
- 66 Eurodad (2023), Aid under threat: the shadowy business of private sector instruments <https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3214/attachments/original/1699953252/ODA-PSI-report-final-nov14.pdf?1699953252> ; Oxfam et Eurodad (2017), Blended finance: what it is, how it works and how it is used. https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/217/attachments/original/1588104806/BLENDED_FINANCE.pdf?1588104806
- 67 Eurodad (2023), Aid under threat: the shadowy business of private sector instruments <https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3214/attachments/original/1699953252/ODA-PSI-report-final-nov14.pdf?1699953252> ; Oxfam et Eurodad (2017), Blended finance: what it is, how it works and how it is used. https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/217/attachments/original/1588104806/BLENDED_FINANCE.pdf?1588104806
- 68 Oxfam et Eurodad (2017), Blended finance: what it is, how it works and how it is used. https://d3n8a8pro7vnm.cloudfront.net/eurodad/pages/217/attachments/original/1588104806/BLENDED_FINANCE.pdf?1588104806 et AFRODAD, The role of public private partnerships, Financing Agenda 2063 and fighting inequality in Africa. <https://afrodad.org/sites/default/files/publications/The-Role-of-Public-Private-Partnerships-in-Financing-Agenda-2063-and-Fighting-Inequality-in-Africa.pdf>
- 69 BEI (2023), EIB Global strategic roadmap: EU finance for a sustainable future. https://www.eib.org/attachments/lucalli/20230336_eib_global_strategic_roadmap_en.pdf
- 70 BEI (2024), Financial report 2023. https://www.eib.org/attachments/lucalli/20230354_eib_financial_report_2023_en.pdf
- 71 Par exemple, voir le prêt-cadre de la BEI au Bangladesh ci-dessous dans le rapport et ici : BEI (2023), Bangladesh : 395 millions d'EUR de la BEI et de l'UE à l'appui de projets liés aux énergies renouvelables. <https://www.eib.org/fr/press/news/bangladesh-eur-395-million-eib-and-eu-backing-for-renewable-energy-projects>
- 72 BusinessEurope, Global Gateway – suggestions and way forward. https://www.business-europe.eu/sites/buseur/files/media/position_papers/rex/2024-05-22_global_gateway_suggestions_and_way_forward_final.pdf
- 73 Eurodad (2022), History RePPeated II – why public private partnerships are not the solution. <https://www.eurodad.org/historyrepeated2>
- 74 Eurodad (2022), History RePPeated II – why public private partnerships are not the solution. <https://www.eurodad.org/historyrepeated2>
- 75 Eurodad (2022), History RePPeated II – why public private partnerships are not the solution. <https://www.eurodad.org/historyrepeated2> et AFRODAD, The role of public private partnerships, Financing Agenda 2063 and fighting inequality in Africa. <https://afrodad.org/sites/default/files/publications/The-Role-of-Public-Private-Partnerships-in-Financing-Agenda-2063-and-Fighting-Inequality-in-Africa.pdf>
- 76 Commission européenne (2023), Sommet UE-CELAC: L'UE et l'Uruguay renforcent la coopération en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et d'hydrogène renouvelable. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_3899
- 77 Commission européenne (2023), Stratégie « Global Gateway » : l'Équipe Europe et Cabo Verde présentent un paquet d'investissement d'un montant de 246 millions d'euros pour stimuler la transition vers l'énergie verte, les transports durables et la connectivité numérique. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_5265
- 78 Cour des comptes européenne (2019), Fonds européens pour les investissements stratégiques : des mesures s'imposent pour en faire un véritable succès. https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_03/SR_EFSI_FR.pdf
- 79 Simone Tagliapietra (2023), The European Union's Global Gateway: an institutional and economic overview. *The World Economy* 47, 1326–1335. <https://doi.org/10.1111/twec.13551>
- 80 Cour des comptes européenne (2023), Programmation de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde – Des programmes exhaustifs présentant des déficiences au niveau des méthodes d'allocation des fonds et de suivi de l'impact. (p.4-6, 37-39) https://www.eca.europa.eu/ECAPublications/SR-2023-14/SR-2023-14_FR.pdf
- 81 Union européenne (2023), 2023 annual report on the implementation of the European Union's external action instruments in 2022. (p.190) <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/05f287d6-9d57-11ee-b164-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-search>
- 82 Cour des comptes européenne (2023), Programmation de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde – Des programmes exhaustifs présentant des déficiences au niveau des méthodes d'allocation des fonds et de suivi de l'impact. (p.4-6, 37-39) https://www.eca.europa.eu/ECAPublications/SR-2023-14/SR-2023-14_FR.pdf
- 83 Union européenne (2023), 2023 annual report on the implementation of the European Union's external action instruments in 2022. (p.190) <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/05f287d6-9d57-11ee-b164-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-search>
- 84 Réponses de la BEI aux questions de Counter Balance (2024).
- 85 Union européenne (2023), FEDD, Le Fonds européen pour le développement durable : Rapport opérationnel 2020. (p.80-88) <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/6c93ad22-d299-11ed-a05c-01aa75ed71a1>
- 86 Parlement européen (2023), EU financial assistance to Africa and Latin America 2021-2027. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/749815/IPOL_BRI\(2023\)749815_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/749815/IPOL_BRI(2023)749815_EN.pdf) et Commission européenne (2022), Draft general budget of the European Union: working document part XI. COM(2022) 400. https://commission.europa.eu/system/files/2022-06/wd_xi_final_web.pdf
- 87 Parlement européen (2023), Parliamentary question - E-003355/2023(ASW). Answer given by Ms Urpilainen on behalf of the European Commission. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-003355-ASW_EN.html
- 88 ECA Watch (2011), Exporting goods or exporting debts? Export Credit Agencies and the roots of developing country debt. <https://www.eca-watch.org/sites/default/files/exportinggoods.pdf>
- 89 Counter Balance (2024), No role for export credits in the EU's development finance. <https://counter-balance.org/publications/new-report-export-credit-agencies-and-development-finance-in-the-eu>
- 90 Swedwatch (2023), Key considerations for sustainable European export finance. <https://swedwatch.org/wp-content/uploads/2023/04/sustainable-european-export-finance230419.pdf>
- 91 Ce rapport utilise la terminologie « pays en développement » conformément à l'utilisation de ces termes par la Commission européenne dans la communication sur le « Global Gateway » : Commission européenne (2021), Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 92 ECA Watch (2011), Exporting goods or exporting debts? Export Credit Agencies and the roots of developing country debt. <https://www.eca-watch.org/sites/default/files/exportinggoods.pdf>
- 93 ECA Watch, ECA Watch applauds European Ombudsman demand for greater EU ECA transparency on human rights and environmental impacts. [https://www.eca-watch.org/publications/eca-watch-applauds-european-ombudsman-demand-greater-eu-eca-transparency-human-rights-et-Counterbalance\(2022\) Analysis of new EIB standards: a mixed bag failing to protect human rights and ensure transparency. https://counter-balance.org/publications/analysis-of-new-eib-standards-a-mixed-bag-failing-to-protect-human-rights-and-ensure-transparency](https://www.eca-watch.org/publications/eca-watch-applauds-european-ombudsman-demand-greater-eu-eca-transparency-human-rights-et-Counterbalance(2022) Analysis of new EIB standards: a mixed bag failing to protect human rights and ensure transparency. https://counter-balance.org/publications/analysis-of-new-eib-standards-a-mixed-bag-failing-to-protect-human-rights-and-ensure-transparency)
- 94 Commission européenne, Global Gateway. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr

- 95 Commission européenne, Gouvernance de la stratégie « Global Gateway ». https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/governance_fr
 - 96 Commission européenne (2022), Global Gateway : première réunion du comité Global Gateway. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7656
 - 97 Commission européenne (2021), Communication conjointe : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
 - 98 Commission européenne, EU Business Fora: Global Gateway partner country dialogues with the private sector. https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/eu-business-fora_en
- Le compte rendu d'une réunion entre Martina Lodrant (membre du cabinet de la Présidente von der Leyen) et Business Europe, disponible sur le site web ASKTHEEU, montre que les projets du « Global Gateway » pourraient faciliter les négociations sur les accords bilatéraux de libre-échange (ALE) de l'UE avec les pays. Selon le procès-verbal, « elle [Martina Lodrant] a noté que les négociations sur les ALE avec l'Inde restaient difficiles, ajoutant que les projets d'investissement du « Global Gateway » pourraient aider à répondre à certaines préoccupations ». Voir : Réunion entre Martina Lodrant et BusinessEurope le 14/07/2022. https://www.asktheeu.org/en/request/meeting_between_martina_lodrant#incoming-40350. Notes détaillées de cette réunion :
- https://www.asktheeu.org/en/request/11823/response/40350/attach/4/Ares%202022%206847562%20Meeting%20minutes%20BE%20and%20ML%2014072022.pdf?cookie_passthrough=1
- 99 Politico (2024), EU to slap new sanctions on Iran. <https://www.politico.eu/newsletter/brussels-playbook/eu-to-slap-new-sanctions-on-iran/>
 - 100 Citation faite le 22 mai 2024. Voir aussi : Afrodad (2023), Analysis of the Debt Management Policies of International Financial Institutions and Multilateral Groups Amid Multiple Crisis: Their Potential and Alternative Policies to Address Current Debt Challenges <https://afrodad.org/sites/default/files/publications/Afrodad%20Policy%20Recommendations%20to%20Address%20the%20Current%20Debt%20Challenges.pdf>
 - 101 Commission européenne (2023), Stratégie « Global Gateway » : la Commission annonce la mise en place du groupe consultatif des acteurs du marché. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_23_4510 et Global Gateway: Commission launches Civil Society and Local Authorities Advisory Platform. https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/global-gateway-commission-launches-civil-society-and-local-authorities-dialogue-platform-2023-10-24_en, Oxfam est membre de cette plateforme.
 - 102 Commission européenne (2023), Global Gateway Business Advisory Group: list of members and observers. https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/8f0954fc-34ed-45fe-8c68-b59015e98b41_en
 - 103 Les membres de l'Alliance pour l'électrification rurale peuvent être consultés ici : <https://www.ruralelec.org/our-members/>
 - 104 TotalEnergies a un modèle d'affaires qui dépend encore majoritairement des combustibles fossiles et qui est loin d'être aligné sur l'Accord de Paris. Reclaim Finance (2023) TotalEnergies : Faut-il croire à sa diversification ? <https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2023/09/092023-TotalEnergies-Faut-il-croire-a-sa-diversification.pdf>. Selon ActionAid, Bayer est l'un des principaux producteurs mondiaux de produits agrochimiques. L'entreprise est connue pour ses pesticides, dont il a été prouvé que certains provoquent le cancer, entre autres risques graves pour la santé. Ils ont également de vastes effets destructeurs sur les écosystèmes naturels, notamment en tuant les abeilles, les poissons et d'autres espèces sauvages. Il a été confirmé que Bayer vend des produits contenant des ingrédients interdits dans l'UE au Brésil, en Inde, au Mexique et en Afrique du Sud. ActionAid (2023). How the finance flows: the banks fuelling the climate crisis. (p.39) <https://actionaid.org/sites/default/files/publications/How%20The%20Finance%20Flows%20Full%20Report.pdf> ; Selon Volvo, la production d'une voiture électrique peut générer jusqu'à 70 % d'émissions de gaz à effet de serre en plus par rapport à la fabrication d'une voiture à essence, cité dans The Guardian (2023) <https://www.theguardian.com/business/2023/dec/23/do-electric-cars-really-produce-fewer-carbon-emissions-than-petrol-or-diesel-vehicles> ; La société mère de Brussels Airlines, Lufthansa, est l'une des 20 compagnies aériennes faisant l'objet d'une enquête de la Commission européenne pour des allégations d'écoblanchiment : Politico (2024). Airlines clash with the EU over greenwashing claims. <https://www.politico.eu/article/airlines-trying-lure-climate-conscious-passengers-clash-eu-over-greenwashing-claims/>
 - 105 Confederation of Industry of the Czech Republic (2024), Global Gateway and the private sector. p.21 https://www.spcr.cz/images/GG_Private_sector_-_Presentation_-_Final_-_20-02-24.pdf
 - 106 Termes de référence : https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/ac84daaa-2725-4a81-9221-48cb829678c7_en?filename=global-gateway-cso-la-advisory-platform-terms-of-reference_en.pdf
 - 107 https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/governance/global-gateway-civil-society-and-local-authorities-advisory-platform_en
 - 108 Commission européenne (2023), Global Gateway Civil Society and Local Authorities Advisory Platform – list of members. https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/264bc2a4-7e04-4e64-a4cd-0c37c1860228_en?filename=global-gateway-cso-la-advisory-platform-members-list_en.pdf. Oxfam est membre de la plateforme.
 - 109 Brussels Africa Hub. <https://www.brusselsafricahub.eu/about-us>
 - 110 Internet Society. La liste des membres est disponible ici : <https://www.internetsociety.org/about-internet-society/organization-members/list/>
 - 111 Fédération Internationale de l'Automobile (FIA). <https://www.fia.com/>
 - 112 Selon la Commission européenne, conformément à la communication de 2012, les organisations d'entreprises sont incluses dans la définition des OSC. Voir : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A52012DC0492>
 - 113 Citation du 24 juillet 2024.
 - 114 Citation du 20 août 2024.
 - 115 Commission européenne (2023), Global Gateway Civil Society and Local Authorities Advisory Platform – list of members. https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/264bc2a4-7e04-4e64-a4cd-0c37c1860228_en?filename=global-gateway-cso-la-advisory-platform-members-list_en.pdf. Oxfam est membre de la plateforme.
 - 116 Par exemple, Europeaid/181218/DD/ACT/HN - Honduras 2024 a fusionné Société civile et droits humains/démocratie.
 - 117 Le programme thématique OSC pour la période 2021-2027 s'élève à 1,47 milliard d'euros.
 - 118 Cela représente 60 milliards d'euros de financement dans le cadre du NDICI-GE.
 - 119 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
 - 120 Commission européenne (2021), Communication conjointe : La stratégie «Global Gateway ». <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
 - 121 Commission européenne (2020), EU Gender Action Plan (GAP) III https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf
 - 122 Commission européenne (2020), Plan d'action sur l'égalité des sexes – Mettre les droits des femmes et des filles au cœur de la relance mondiale pour un monde où les hommes et les femmes sont égaux. Communiqué de presse https://ec.europa.eu/commission/press-corner/detail/fr/IP_20_2184
 - 123 Voir l'analyse de la mise en œuvre du GAP III par Concord (2023), Implementing the EU Gender Action Plan III: turning ambition into impact? https://actalliance.eu/wp-content/uploads/2023/06/230601_implementing-the-eu-gap-iiipdf.pdf
 - 124 Les deux statistiques sont différentes : l'objectif du GAP III concerne un pourcentage d'actions tandis que l'objectif de la BEI porte sur un pourcentage de financement. Les deux niveaux d'ambition semblent malgré tout contradictoires. BEI (2023) EIB Global strategic roadmap: EU finance for a sustainable future. https://www.eib.org/attachments/lucali/20230336_eib_global_strategic_roadmap_en.pdf
 - 125 N. Kagal et L. Latchford (2020), Towards an intersectional praxis in international development: what can the sector learn from Black feminists located in the Global North? *Gender & Development* 28(1), 11–30. <https://doi.org/10.1080/13552074.2020.1717179>
 - 126 Organisation internationale du travail (OIT), Gender equality and inclusion for a just transition in climate action practical guide. https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@gender/documents/publication/wcms_905739.pdf
 - 127 Concord (2023), Implementing the EU Gender Action Plan III: turning ambition into impact? https://actalliance.eu/wp-content/uploads/2023/06/230601_implementing-the-eu-gap-iiipdf.pdf
 - 128 BEI (2016), Protect, impact, invest: the EIB Group strategy on gender equality and women's economic empowerment. https://www.eib.org/attachments/strategies/eib_group_strategy_on_gender_equality_en.pdf
 - 129 BEI (2016), Protection, impact, investissement, Stratégie du Groupe BEI en matière d'égalité hommes-femmes et d'autonomisation économique des femmes. https://www.eib.org/attachments/strategies/eib_group_strategy_on_gender_equality_fr.pdf
 - 130 Commission européenne (2022), Addressing income inequalities through development cooperation: a quick guide. (Directorate-General for International Partnerships, Volume 1, Volume 2, Volume 3) <https://data.europa.eu/doi/10.2841/209509>
 - 131 Les groupes les plus défavorisés sur le plan socio-économique sont ceux qui partagent une ou plusieurs caractéristiques, notamment l'appartenance ethnique, la religion, les convictions, les opinions politiques ou autres, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, la langue, la nationalité, le statut d'apatride, le type de communauté (migrant/immigrant, pasteur, nomade, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays), ainsi que les groupes vivant dans des zones défavorisées sur le plan socio-économique, dans des zones reculées et dans des bidonvilles urbains (situation géographique), etc.
 - 132 Concord (2024), A gateway to equality? Insights from El Salvador and Lesotho on tackling inequalities in the EU's Global Gateway programme. <https://concordeurope.org/2024/05/24/you-cannot-reach-the-poorest-if-you-dont-know-who-they-are-new-research-finds-global-gateway-projects-currently-lacking-ambition-regarding-inequality-reduction-in-partner-c/>
 - 133 Conseil de l'Union européenne (2023), Une transition sociale, verte et numérique - Conclusions du Conseil. <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15732-2023-INIT/fr/pdf>
 - 134 OCDE (2024), Development co-operation tips: tools insights practices. The European Commission Inequality Marker: reducing inequality for effective development operation. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/03/development-co-operation-tips-tools-insights-practices_d307b396-the-european-commission-inequality-marker-reducing-inequality-for-effective-development-co-operation_728f21fa/b9b710d6-en.pdf
 - 135 Commission européenne (2024), Global Gateway: first Inequality Marker results released showcase the contribution of EU international partnerships to tackling inequalities.

- https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/global-gateway-first-inequality-marker-results-released-showcase-contribution-eu-international-2024-07-03_en
- 136 Voir : https://international-partnerships.ec.europa.eu/action-plans_en
- 137 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 138 Version consolidée du Traité sur l'Union européenne - TITRE I DISPOSITIONS COMMUNES - Article 3 (ex article 2 TUE) https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:2bf-140bf-a3f8-4ab2-b506-fd71826e6da6.0002.02/DOC_1&format=PDF
- 139 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 140 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 141 CNUCED (2023), Commodities at a glance: special issue on access to energy in sub-Saharan Africa. <https://unctad.org/publication/commodities-glance-special-issue-access-energy-sub-saharan-africa>
- 142 Commission européenne (2022), UE-Afrique: paquet d'investissement « Global Gateway » - Initiative pour l'énergie verte. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs_22_1120
- 143 Jacobin (2024), 'Just Energy Partnerships' are failing. <https://jacobin.com/2024/05/just-energy-partnerships-climate-finance>
- 144 The Financial Times (2024), Flagship climate finance scheme struggles to raise capital. <https://www.ft.com/content/d49f8109-01ea-4ca3-ac0d-15df8cfdcf70>
- 145 TNI et TUED (2021), Energy transition or energy expansion? <https://www.tni.org/files/publication-downloads/tued-tni-energy-expansion.pdf>
- 146 Bretton Woods Project (2024), Gambling with the planet's future? World Bank development policy finance, 'green' conditionality, and the push for a private-led energy transition. <https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2024/04/Gambling-with-the-planets-future-WBG-DPF-final-web.pdf>
- 147 TUED (2023), Bulletin 136: do public banks offer an alternative to JETPs? <https://www.tuedglobal.org/bulletins/do-public-banks-offer-an-alternative-to-jetps>
- 148 Commission européenne (2018), Report of the Africa-Europe High-Level Platform for Sustainable Energy Investments in Africa. https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2020-05/report-africa-europe-high-level-platform-sei_en.pdf
- 149 Devex (2018), EU eyes Africa free-trade deal amid battle for influence. <https://www.devex.com/news/eu-eyes-africa-free-trade-deal-amid-battle-for-influence-93417>
- 150 Commission européenne (2018), Report of the Africa-Europe High-Level Platform for Sustainable Energy Investments in Africa. https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2020-05/report-africa-europe-high-level-platform-sei_en.pdf
- 151 Annexe II du règlement NDICI : domaines de coopération pour les programmes géographiques (1.g). <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=OJ%3A2021%3A209%3AFULL&:text=%C3%A0%20l'E2%80%99article%C2%A021.-,ANNEXE%20II.-,DOMAINES%20DE%20COOP%C3%89RATION>
- 152 BEI (2023), Bangladesh : 395 millions d'EUR de la BEI et de l'UE à l'appui de projets liés aux énergies renouvelables. <https://www.eib.org/fr/press/news/bangladesh-eur-395-million-eib-and-eu-backing-for-renewable-energy-projects>
- 153 SEAE (2023), Team Europe Initiative Green Energy Transition in Bangladesh. https://www.eas.europa.eu/delegations/bangladesh/team-europe-initiative-green-energy-transition-bangladesh_en?s=164
- 154 Change Initiative (2023), Follow the renewable energy finance: Bangladesh perspective. <https://www.changei.org/research-report/follow-the-renewable-energy-finance-bangladesh-perspective-ftref-01-2023>
- 155 BEI (2023), Les financements des banques multilatérales de développement en faveur du climat dans les pays à revenu faible ou intermédiaire atteignent un niveau record de près de 61 milliards d'USD en 2022. <https://www.eib.org/fr/press/all/2023-376-multilateral-development-banks-provide-record-climate-finance-of-close-to-usd61-billion-for-low-and-middle-income-economies-in-2022>
- 156 IEA (2023), World energy outlook 2023 <https://iea.blob.core.windows.net/assets/B6ede39e-4436-42d7-ba2a-edf61467e070/WorldEnergyOutlook2023.pdf>
- 157 Research Institute of Industrial Economics (2023), The EU's competitive advantage in the 'clean-energy arms race'. <https://www.ifn.se/media/01liw0rt/wp1483.pdf> et BEI (2024), Financing and commercialisation of cleantech innovation. https://www.eib.org/attachments/lucalli/20240003_financing_and_commercialisation_of_cleantech_innovation_en.pdf
- 158 Citizens' Observatory for Green Deal Financing (2024), Manifesto: a call for the next European Parliament and Commission to deliver the transformative investments citizens deserve. https://bankwatch.org/wp-content/uploads/2024/03/2024_03_Manifesto_A-call-for-the-next-European-Parliament-and-Commission-1.pdf
- 159 TUED (2023), Vers une approche de parcours public à une transition énergétique juste pour le Sud. <https://drive.google.com/file/d/1SILAfUty9K0TMXdh0JZPYBtvfLXRon0T/view> et Commonwealth (2022), Power to the people: the case for a publicly owned generation company. <https://www.common-wealth.org/publications/power-to-the-people-the-case-for-a-publicly-owned-generation-company>
- 160 Commission européenne (2023), Scaling-up energy investments in Africa for inclusive and sustainable growth. https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2020-05/report-africa-europe-high-level-platform-sei_en.pdf
- 161 Afrik (2023), BÉNIN : le japonais Toyota Tsusho gagne le marché du 2e parc solaire d'Illouloufin. <https://www.afrik21.africa/benin-le-japonais-toyota-tsusho-gagne-le-marche-du-2e-parc-solaire-dillouloufin/> et AEP (2022), IVORY COAST: a call for tenders for the floating solar power plant in Kossou. <https://africa-energy-portal.org/news/ivory-coast-call-tenders-floating-solar-power-plant-kossou>
- 162 Commission européenne (2023), Scaling-up energy investments in Africa for inclusive and sustainable growth. https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2020-05/report-africa-europe-high-level-platform-sei_en.pdf
- 163 ActuNiger (2023), Centrale solaire de Gorou Banda: un bel exemple de partenariat fructueux au bénéfice des populations. <https://www.actuniger.com/societe/19010-centrale-solaire-de-gorou-banda-un-bel-exemple-de-partenariat-fructueux-au-benefice-des-populations.html>
- 164 Afrik21 (2023), NIGER : Mohamed Bazoum et Josep Borrell inaugurent la centrale solaire de Gorou Banda. <https://www.afrik21.africa/niger-mohamed-bazoum-et-josep-borrell-inaugurent-la-centrale-solaire-de-gorou-banda/>
- 165 BBC (2023), Niger coup: is France to blame for instability in West Africa? <https://www.bbc.com/news/world-africa-66406137>
- 166 AEP (2023), Niger: 4 months after the coup d'état, the Gorou Banda solar farm comes on stream. <https://africa-energy-portal.org/news/niger-4-months-after-coup-detat-gorou-banda-solar-farm-comes-stream>
- 167 Le projet a été financé à hauteur de 16 millions d'euros par l'AFD et de 16 millions d'euros par l'UE. Afrik21 (2020) NIGER : Vergnet, Sterling and Wilson et SNS construiront la centrale hybride d'Agadez. <https://www.afrik21.africa/niger-vergnet-sterling-and-wilson-et-sns-construiront-la-centrale-hybride-dagadez/>
- 168 Don't Gas Africa. Stop à la course de l'Europe au gaz en Afrique. https://static1.squarespace.com/static/62e211040c9b6758b1d3467/t/635c0cdf4e6c8383b0d-80ff/1666976991269/EU+Letter_FR.pdf
- 169 BEI (2023), Cape Verde wind power expansion. <https://www.eib.org/fr/projects/pipelines/all/20230065>
- 170 US Department of State (2023), 2023 investment climate statements: Cabo Verde. <https://www.state.gov/reports/2023-investment-climate-statements/cabo-verde/#:~:text=Renewable%20energy%20projects%20in%20Cabo,investments%20and%20property%20tax%20benefits.>
- 171 TNI et TUED (2021), Energy transition or energy expansion? <https://www.tni.org/files/publication-downloads/tued-tni-energy-expansion.pdf>
- 172 TUED (2023), Vers une approche de parcours public à une transition énergétique juste pour le Sud. <https://drive.google.com/file/d/1SILAfUty9K0TMXdh0JZPYBtvfLXRon0T/view>
- 173 BEI (2023), La stratégie Global Gateway en Amérique latine et dans les Caraïbes. https://www.eib.org/attachments/lucalli/20230171_the_global_gateway_in_latin_america_and_the_caribbean_fr.pdf
- 174 MarkWide Research (2024), Argentina renewable energy market analysis. <https://markwideresearch.com/argentina-renewable-energy-market/>
- 175 Global Energy Stories, Enel's decision to leave Argentina. <https://www.globalenergystories.com/enel-s-decision-to-leave-argentina>
- 176 FIDH (2024), More than money: new report reveals shortcomings in human rights policies of leading public development banks. <https://www.fidh.org/en/issues/business-human-rights-environment/report-development-banks-human-rights-shortcomings>
- 177 CEE Bankwatch Network (2024), More than money: Development banks must strengthen human rights safeguards. <https://bankwatch.org/publication/more-than-money-development-banks-must-strengthen-human-rights-safeguards>, et Médiateur européen (2024), Publication of environmental information by banks. <https://www.ombudsman.europa.eu/en/publication/en/192270>
- 178 BEI (2023), West Africa rural electrification expansion. <https://www.eib.org/en/projects/all/20220245>
- 179 TechCrunch (2023), New solar mini-grids in Africa to be powered by Husk Power Systems' \$103M Series D. <https://tcrn.ch/450XbXj>
- 180 pv magazine (2023), Minigrids edging closer to profitability. <https://www.pv-magazine.com/2023/03/29/minigrids-edging-closer-to-profitability/#>
- 181 Andreas Graf, Agora Energiewende (2023) X. <https://twitter.com/andreasgraf/status/1635293928722427907>
- 182 CEO (2023), The dirty truth about the EU's hydrogen push. <https://corporateeurope.org/en/dirty-truth-about-EU-hydrogen-push>
- 183 CEO (2023), COP28 push for hydrogen: a gift to the fossil fuel industry. <https://corporateeurope.org/en/COP28-push-for-hydrogen>. Certaines entreprises impliquées dans l'hydrogène dans le cadre de REPower EU font également partie du « Global Gateway Business Advisory Group » (Iberdrola, Enel, Siemens, Acciona). Ces entreprises ont contribué aux inquiétudes de l'Europe en matière de sécurité énergétique d'un point de vue commercial après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Comme le montre l'étude de cas sur l'hydrogène, la recherche de la sécurité des énergies renouvelables pour l'Europe se traduit dans les objectifs plus larges des projets énergétiques du « Global Gateway ». Voir la réponse à la demande d'accès aux documents ici : Ask the EU (2022), Meetings with German stakeholders on hydrogen https://www.asktheeu.org/en/request/meetings_with_german_stakeholder_4#incoming-41825 et la liste des entreprises de l'European Corporate Leaders Group (2022), Annexe de la lettre d'entreprise en amont du

- plan REPower - preuves et solutions commerciales : comment réduire la dépendance aux combustibles fossiles russes et accélérer la transition verte. https://www.corporateleadersgroup.com/files/annex_of_the_business_letter_ahead_of_the_repowereu_plan_final_240522.pdf
- 184 Hydrogen Insight (2024), Green hydrogen is too expensive to use in our EU steel mills, even though we've secured billions in subsidies. <https://www.hydrogeninsight.com/industrial/green-hydrogen-is-too-expensive-to-use-in-our-eu-steel-mills-even-though-weve-secured-billions-in-subsidies/2-1-1601199>
- 185 CEO (2023), COP28 push for hydrogen: a gift to the fossil fuel industry. <https://corporateeurope.org/en/COP28-push-for-hydrogen> et CEO (2023) The dirty truth about the EU's hydrogen push. <https://corporateeurope.org/en/dirty-truth-about-EU-hydrogen-push>
- 186 Counter Balance (2023), Joint civil society letter: hydrogen in the EIB's reviewed energy lending policy. <https://counter-balance.org/uploads/files/2023-FFEIB-Hydrogen-Letter-FINAL.pdf>
- 187 Agricultural and Rural Convention 2020 (2024), Land Grabbing is Back – This Time Risks are Even Greater. <https://www.arc2020.eu/land-grabbing-is-back-this-time-the-risks-are-even-greater/>
- 188 CEO (2023), COP28 push for hydrogen: a gift to the fossil fuel industry. <https://corporateeurope.org/en/COP28-push-for-hydrogen> et WRI (2023), 25 countries, housing one-quarter of the population, face extremely high water stress. <https://www.wri.org/insights/highest-water-stressed-countries>
- 189 Bretton Woods Project (2023), Morocco and IMF Resilience and Sustainability Trust: balancing debt, privatisation and neocolonial dynamics. <https://www.brettonwoodsproject.org/2023/12/morocco-and-imf-resilience-and-sustainability-trust-balancing-debt-privatisation-and-neocolonial-dynamics/>
- 190 Bretton Woods Project (2023) Morocco and IMF Resilience and Sustainability Trust: balancing debt, privatisation and neocolonial dynamics. <https://www.brettonwoodsproject.org/2023/12/morocco-and-imf-resilience-and-sustainability-trust-balancing-debt-privatisation-and-neocolonial-dynamics/>
- 191 D+C (2024), Reach climate goals with Power-to-X. <https://www.dandc.eu/en/article/morocco-focusing-renewable-energies-germany-has-been-its-partner-outset-construction>
- 192 CEO (2022), Hydrogen from North Africa: a neocolonial resource grab. <https://www.corporateeurope.org/en/2022/05/hydrogen-north-africa-neocolonial-resource-grab>
- 193 Konrad Adenauer Stiftung (2021), Issues, challenges and opportunities to develop green hydrogen in Namibia. <https://www.kas.de/en/web/namibia/single-title/-/content/issues-challenges-and-opportunities-to-develop-green-hydrogen-in-namibia-1>
- 194 Communication avec la BEI lors du « Séminaire du Conseil d'administration de la BEI avec la société civile 2023 » le 2 mai 2023.
- 195 International Politics and Society (2022), Green hydrogen - a win-win for all? <https://www.ips-journal.eu/topics/economy-and-ecology/green-hydrogen-a-win-win-for-all-6371/>
- 196 Par exemple, les projets liés à l'hydrogène intéressent également les constructeurs automobiles. Dans le cadre du projet « Global Gateway », la société allemande Porsche a investi dans l'usine de démonstration d'hydrogène et de CO2 Haru Oni au Chili, en collaboration avec Siemens Energy et ExxonMobil. Porsche Newsroom (2022), Porsche strengthens commitment to industrial production of eFuels. <https://newsroom.porsche.com/en/2022/company/porsche-commitment-industrial-production-efuels-investment-hif-global-llc-27935.html>
- 197 EEAS (2024), EU–Chile: Council gives final endorsement to bilateral trade agreement. https://www.eeas.europa.eu/delegations/chile/eu-chile-council-gives-final-endorsement-bilateral-trade-agreement_en?ns=192
- 198 Commission européenne (2020), Sustainability impact assessment in support of the negotiations for the modernisation of the trade part of the association agreement with Chile. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/72d9a485-9524-11ec-b4e4-01aa75ed71a1/language-en>
- 199 Friends of the Earth Europe (2024), Plus de 100 organisations appellent les députés européens à voter contre l'accord UE-Chili. <https://friendsoftheearth.eu/publication/100-organisations-call-on-meps-to-vote-against-eu-chile-deal/>
- 200 Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales (2023), No es la idea ser una colonia de la Unión Europea. <https://olca.cl/articulo/nota.php?id=110349>
- 201 Dans le cadre de la plateforme de financement de l'hydrogène renouvelable au Chili appuyée par l'Équipe Europe. BEI (2023) Chile: Team Europe Green Hydrogen Platform. <https://www.eib.org/en/projects/pipelines/all/20220628> et BEI (2023), Chili : la BEI financera des projets d'action climatique à hauteur de plus de 300 millions d'EUR, dont son premier prêt hypothécaire vert hors d'Europe. <https://www.eib.org/fr/press/all/2023-279-chile-eib-to-finance-climate-action-projects-in-chile-with-more-than-eur300-million-including-its-first-green-mortgage-loan-outside-europe>
- 202 Coalition pour les droits humains dans le développement (2024), Le coût réel de l'hydrogène vert pour les communautés locales au Chili. <https://rightsindevelopment.org/fr/news/green-hydrogen-chile-pueblo-chango-fr/> et Observatory of Debt in Globalization and Ecologists in Action (2024), The hydrogen trail: an overview of hydrogen development and its impacts in the Spanish state and Chile. <https://odg.cat/wp-content/uploads/2024/04/Hydrogen-Trail-Eng.pdf>
- 203 L'UE (par l'intermédiaire de la Facilité d'investissement pour l'Amérique latine et les Caraïbes), la KfW et la KfW Ipex-Bank ont déjà financé la construction de Cerro Dominador, la première centrale thermo-solaire d'Amérique latine. Loin de répondre aux besoins locaux en énergie verte ou de remplacer les sources d'énergie fossiles, la centrale a principalement fourni de l'électricité aux mines de la région. EnergyNewsBiz (2022), Chile awards six new green hydrogen projects. <https://energynews.biz/chile-awards-six-new-green-hydrogen-projects/>
- 204 EnergyNewsBiz (2022), Chile awards six new green hydrogen projects. <https://energynews.biz/chile-awards-six-new-green-hydrogen-projects/>
- 205 Fonds monétaire international (2022), Le Chili fait le pari de l'hydrogène vert. <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2022/12/country-case-chile-bet-on-green-hydrogen-Bartlett>. International Energy Agency. Energy system of Chile. <https://www.iea.org/countries/chile>. Corfo, l'agence chilienne de développement économique qui mettra en œuvre le projet « Global Gateway » grâce au prêt-cadre, a déjà conclu des accords de coopération avec de grandes entreprises européennes de combustibles fossiles comme Engie et TotalEnergies (France). Elle travaille également avec des sociétés minières et de combustibles fossiles chiliennes. H2 Today (2024), Hydrogène vert : le Chili se rapproche de la France. <https://hydrogentoday.info/hydrogene-vert-chili-france/>
- 206 Commission européenne (2022), UE-Afrique: paquet d'investissement « Global Gateway » - Initiative pour l'énergie verte. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs_22_1120
- 207 Counter Balance (2022), Heating up: the negative impact of development banks supporting geothermal industry in Kenya. <https://counter-balance.org/news/heating-up-the-negative-impact-of-development-banks-supporting-geothermal-industry-in-kenya>
- 208 Le projet éthiopien est en cours de réalisation. La société Tulu Moye Geothermal Operations Private Limited Company (TMGO) qui en est chargée est une société à but spécial enregistrée en Éthiopie. TMGO est détenue par Tulu Moye SAS, une société enregistrée en France. Parmi ses actionnaires figurent le gestionnaire d'actifs Meridiam et Reykjavik Geothermal. KenGen a été chargé de réaliser des forages en Éthiopie. Hawilti (2022), TMGO steps up drilling operations at Ethiopia's flagship geothermal project. <https://hawilti.com/energy/geothermal/tmgo-steps-up-drilling-operations-at-ethiopia-flagship-geothermal-project/>
- 209 Climate Fund Managers (2023), Bio2watt partners with climate fund managers to fight organic waste dumping in African landfills. <https://climatefundmanagers.com/2023/01/25/df2-closes-equity-transaction-on-one-of-south-africas-largest-biogas-waste-to-energy-facilities/>; voir aussi Commission européenne (2023), EU–Africa flagship projects for 2023. <https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2023-09/EU-Africa-flagship-projects-sep2023.pdf>; Africa Energy Portal (2023) South Africa: CFM invests \$38 million in waste-to-energy project. <https://africa-energy-portal.org/news/south-africa-cfm-invests-38-million-waste-energy-project>; Bio2Watt (2022), South Africa: Bio2Watt to recover agricultural waste to supply electricity to SAB | Afrik 21. <https://www.bio2watt.com/south-africa-bio2watt-to-recover-agricultural-waste-to-supply-electricity-to-sab-afrik-21/>
- 210 AB InBEV, dans ses échanges avec Oxfam, a déclaré que l'usine mentionnée dans ces communiqués n'a pas encore été construite et qu'il n'existe pas d'accord actuel pour s'approvisionner en énergie à partir du projet.
- 211 CAN Europe (2019), CAN Europe position on the use of gas in the future energy system. <https://caneurope.org/content/uploads/2020/01/2020-CAN-gas-PP.pdf>
- 212 AFD (2015), RUIZI III regional hydropower plant appraisal report. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Boards-Documents/Multinational/_Burundi-DRC-Rwanda_-_AR_-_Ruzizi_III_Regional_Hydropowe...pdf
- 213 Eurodad (2024), Financements mixtes pour l'action climatique : en valent-ils le coup ? https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3326/attachments/original/1714126930/02_blended-finance-report-FR_%281%29.pdf?1714126930
- 214 Oxfam (2023), Who is responsible for climate change? <https://www.oxfamamerica.org/explore/stories/who-is-responsible-for-climate-change/> et Oxfam (2023) Le non-respect par les pays riches de leur engagement à fournir 100 milliards de dollars de financements climat risque d'entraver les négociations et la lutte contre le changement climatique. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/le-non-respect-par-les-pays-riches-de-leur-engagement-fournir-100-milliards-de>
- 215 Down To Earth (2024), Rich nations finally delivered on \$100 billion climate finance pledge in 2022, finds OECD report: experts flag issues. <https://www.downtoearth.org.in/news/climate-change/rich-nations-finally-delivered-on-100-billion-climate-finance-pledge-in-2022-finds-oecd-report-experts-flag-issues-96415>
- 216 Au moment de l'écriture du rapport, l'état d'avancement de la procédure d'appel d'offres pour le projet n'est pas clair. Woima Corporation. World's largest landfills as a source for landfill mining. <https://woimacorporation.com/worlds-largest-landfills-as-a-source-for-landfill-mining-case-duquesa-in-santo-domingo-the-dominican-republic/>
- 217 European Public Service Union (EPSU), (2012) Waste management in Europe: companies, structure and employment. <https://www.epsu.org/article/waste-management-europe-companies-structure-and-employment>
- 218 TNI et al. (2017), Reclaiming Public Services. https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/233/attachments/original/1588168330/Reclaiming_Public_Services.pdf?1588168330 et El Pais (2023), The largest open-air landfill in Latin America is closing down. <https://english.elpais.com/international/2023-08-22/the-largest-open-air-landfill-in-latin-america-is-closing-down.html>
- 219 UNDP International Poverty Centre (2006), Can privatization and commercialisation of public services help achieve the MDGs? <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/>

- files/publications/CanPrivatisationandCommercializationHelp.pdf
- 220 Iowa Capital Dispatch (2023), University of Iowa sued by its corporate partner in a billion-dollar utility deal. <https://iowacapitaldispatch.com/2023/01/30/university-of-iowa-sued-by-its-corporate-partner-in-billion-dollar-utility-deal/>. Dans la communication d'Oxfam avec Meridiam à ce sujet, la société déclare que « le désaccord actuel en Iowa concerne l'externalisation par l'université de certains services à un opérateur privé par le biais d'un consortium Engie-Meridiam et n'est pas lié à la manière dont les services publics de l'université sont financés ».
- 221 Commission européenne (2023), L'UE aide la Barbade à moderniser des infrastructures résilientes au changement climatique pour une eau propre dans le cadre de la stratégie « Global Gateway ». https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_5669
- 222 La société canadienne Integrated Sustainability a également acquis récemment une entreprise locale de solutions pour l'eau et les eaux usées à la Barbade (cofondée par un Canadien). Business Barbados (2023), Barbados' climate-resilient future: EU backs innovative infrastructure upgrade. <https://www.businessbarbados.com/post/barbados-climate-resilient-future-eu-backs-innovative-infrastructure-upgrade#:~:text=The%20planned%20upgrade%20of%20the,the%20impacts%20of%20climate%20change>.
- 223 Commission européenne (2023), L'UE aide la Barbade à moderniser des infrastructures résilientes au changement climatique pour une eau propre dans le cadre de la stratégie « Global Gateway ». https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_5669
- 224 Eurodad (2023), Miracle or mirage: are debt swaps really a silver bullet? https://www.eurodad.org/miracle_or_mirage
- 225 Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Initiative de la Grande Muraille Verte. <https://www.unccd.int/our-work/ggwi#:~:text=cette%20initiative%20r%C3%A9volutionnaire.,Objectifs,-L%27ambition%20de%20l%27initiative>
- 226 Annual Review of Environment and Resources (2023), Great green walls: hype, myth, and science. https://www.annualreviews.org/content/journals/10.1146/annurev-envi-ron-112321-111102#abstract_content
- 227 Annual Review of Environment and Resources (2023), Great green walls: hype, myth, and science. https://www.annualreviews.org/content/journals/10.1146/annurev-envi-ron-112321-111102#abstract_content
- 228 Nature (2023), Is Africa's Great Green Wall project withering? <https://www.nature.com/articles/d41586-023-01293-6>
- 229 Agence panafricaine de la Grande Muraille verte. Mise en œuvre de l'Initiative Grande Muraille Verte. https://www.grandemurailleverte.org/images/BGMVC_FR.pdf
- 230 Africa Carbon Markets Initiative. ACMI's narrative on African carbon markets: a transformative force for good. <https://africacarbonmarkets.org/acmis-narrative-on-african-carbon-markets/>
- 231 EU LAIF (2019), Success story: Fondo Mivivienda – promoting sustainable social housing in Peru. <https://www.eulaif.eu/en/success-story-fondo-mivivienda-promoting-sustainable-social-housing-peru> et La Republica (2023), Fondo Mivivienda 2023: qué es, cuánto es, requisitos, simulador y todo lo que debes saber. <https://larepublica.pe/vivien-da/2023/06/11/fondo-mivivienda-2023-que-es-cuanto-es-requisitos-simulador-y-to-do-lo-que-debes-saber-credito-mivivienda-677435>
- 232 BEI (2023), Banco estado ecovivienda - energy mbil. <https://www.eib.org/en/projects/all/20202161>
- 233 EU LAIF (2019), Success story: Fondo Mivivienda – promoting sustainable social housing in Peru. <https://www.eulaif.eu/en/success-story-fondo-mivivienda-promoting-sustainable-social-housing-peru>
- 234 S&P Global Commodity Insights (2023), EU positions critical raw materials at forefront of its diplomatic outreach. <https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/metals/101823-feature-eu-positions-critical-raw-materials-at-fore-front-of-its-diplomatic-outreach>
- 235 Règlement (UE) 2024/1252 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 établissant un cadre pour garantir un approvisionnement sûr et durable en matières premières critiques et modifiant les règlements (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1724 et (UE) 2019/1020.
- 236 Conseil européen (2024), Autonomie stratégique: le Conseil donne son approbation finale au règlement sur les matières premières critiques. (Communiqué de presse, mars 2024) <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2024/03/18/strategic-autonomy-council-gives-its-final-approval-on-the-critical-raw-materials-act/>
- 237 Les « matières premières stratégiques » sont 16 des 34 matières premières critiques qui revêtent une importance stratégique élevée pour le fonctionnement du marché intérieur, compte tenu de leur utilisation dans les technologies stratégiques qui sous-tendent les transitions verte et numérique ou pour des applications dans le domaine de la défense ou de l'aérospatiale. (article 6 de la LMPC).
- 238 Toutefois, des considérations particulières peuvent être accordées aux pays faisant l'objet d'un partenariat stratégique. Commission européenne (2023), Matières premières critiques: garantir des chaînes d'approvisionnement sûres et durables pour l'avenir écologique et numérique de l'UE. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_1661
- 239 Commission européenne (2024), Raw materials diplomacy. https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/raw-materials-diplomacy_en
- 240 Friends of the Earth Europe (2023), Mining the depths of influence: how industry is forging the EU Critical Raw Materials Act. <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2023/07/Mining-the-depths-of-influence.pdf>
- 241 https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/raw-materials-diplomacy_en
- 242 Une définition complète des projets stratégiques est disponible ici : Union européenne (2024), Règlement (UE) 2024/1252. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PD-F/?uri=OJ:L_202401252. Pour plus d'informations, voir SOMO (2023), Centre for Research on Multinational Corporations position paper: ten reasons why the European Commission's proposed Critical Raw Materials Regulation is not sustainable – and how to fix it. <https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2023/05/SOMO-position-paper-on-Critical-Raw-Materials-Regulation.pdf>
- 243 Counter Balance et Oxfam font partie de la Coalition européenne des matières premières, un réseau qui rassemble plus de 50 organisations de la société civile européenne et mondiale plaidant pour des politiques équitables en matière de matières premières dans l'UE. <https://eurmc.org>
- 244 SOMO (2023), Centre for Research on Multinational Corporations position paper: ten reasons why the European Commission's proposed Critical Raw Materials Regulation is not sustainable – and how to fix it. <https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2023/05/SOMO-position-paper-on-Critical-Raw-Materials-Regulation.pdf>
- 245 NS Energy (2021), Profiling the six largest cobalt reserves in the world by country. <https://www.nsenenergybusiness.com/analysis/largest-cobalt-reserves-country/>
- 246 Le chemin de fer de Benguela, construit par les Portugais en 1902, était le principal moyen de transport le long du corridor. Le système routier est la deuxième source principale de connectivité. Cependant, les systèmes ferroviaires et routiers ont souffert des conflits et de négligence depuis les années 1960 et le port de Lobito, qui était la principale porte d'entrée du corridor, a continué à fonctionner avec une capacité limitée. Voir International Conference on the Great Lakes Region (2006), Regional programme of action for economic development and regional integration. https://icglr.org/images/pdf_files/project_3-3-3_lobito_corridor_project.pdf et CMI (2014), Angola's Lobito Corridor. <https://www.cmi.no/publications/file/5120-angolas-lobito-corridor.pdf>
- 247 Raf Custers (2018), Benguela : les infrastructures ferroviaires au service de l'extractivisme (p.24-32) https://gresea.be/IMG/pdf/ge94_complet_taille_reduite.pdf
- 248 Brookings (2022), Building bridges? PGII versus BRI. <https://www.brookings.edu/articles/building-bridges-pgii-versus-bri/>
- 249 Africa Policy Research Institute (2024), Lobito Corridor: a reality check. <https://afripoli.org/lobito-corridor-a-reality-check>
- 250 Groupe de Banque africaine de développement (BAD), Global Gateway : La Commission européenne et le Groupe de la Banque africaine de développement débloquent de nouveaux financements pour des projets d'infrastructure en Afrique. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/global-gateway-la-commission-europeenne-et-le-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-debloquent-de-nouveaux-financements-pour-des-projets-dinfrastructure-en-afrique-68246>
- 251 Commission européenne (2023), Global Gateway: l'UE signe des partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur des matières premières critiques avec la RDC et la Zambie et fait progresser la coopération avec les États-Unis et d'autres partenaires clés pour développer. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_5303
- 252 Whitehouse Briefing (2023), Joint statement from the United States and the European Union on support for Angola, Zambia and the Democratic Republic of the Congo's commitment to further develop the Lobito Corridor and the U.S.-EU launch of a greenfield rail line feasibility study. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/09/09/joint-statement-from-the-united-states-and-the-european-union-on-support-for-angola-zambia-and-the-democratic-republic-of-the-congos-commitment-to-further-develop-the-lobito-corridor-and-the/>
- 253 https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/lobito-corridor-connecting-democratic-republic-congo-and-zambia-global-markets-angola_fr
- 254 DW (2024), Lobito Corridor: hoping to break China's grip on African ore. <https://www.dw.com/en/lobito-corridor-hoping-to-break-chinas-grip-on-african-ore/a-68201444>
- 255 Observer Research Foundation (2024), The Lobito Corridor: the West's bid against Chinese domination in Central Africa. <https://www.orfonline.org/expert-speak/the-lobito-corridor-the-west-s-bid-against-chinese-domination-in-central-africa>; voir aussi The White House (2023), Fact sheet: partnership for global infrastructure and investment at the G7 summit. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/05/20/fact-sheet-partnership-for-global-infrastructure-and-investment-at-the-g7-summit/>
- 256 Brookings (2022), Building bridges? PGII versus BRI. <https://www.brookings.edu/articles/building-bridges-pgii-versus-bri/>
- 257 Voir, par exemple, ODG (2023), The mine, the factory and the store. <https://odg.cat/wp-content/uploads/2023/07/The-mine-the-factory-the-store.pdf>
- 258 Commission européenne (2024), L'UE et le Rwanda signent un protocole d'accord sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_24_822 ; et <https://www.eib.org/fr/press/all/2023-530-rwanda-and-eib-agree-new-critical-raw-materials-investment-partnership>. Voir aussi Politico (2024), 'Blood minerals': EU accused of fueling conflict with Rwanda deal. <https://www.politico.eu/article/eu-rwanda-minerals-agreement-coltan-ore-mining-conflict-smuggling-rubaya-democratic-republic-of-the-congo-paul-kagame/>
- 259 Fatshimetric (2024), LUCHA denounces the European Union's support for Rwanda: call for

- an end to the destabilization of the DRC. <https://eng.fatshimetric.org/2024/02/22/lucha-denounces-the-european-unions-support-for-rwanda-call-for-an-end-to-the-destabilization-of-the-drc/> et Al-Jazeera (2024), Congolese protest against West, Rwanda in eastern city of Goma. <https://www.aljazeera.com/gallery/2024/2/20/congolese-protest-against-west-rwanda-in-eastern-city-of-goma>
- 260 La « Facilité européenne pour la paix » de l'UE « a adopté une mesure d'assistance d'un montant de 20 millions d'euros afin de soutenir la poursuite du déploiement des forces de défense rwandaises dans la province de Cabo Delgado. » (Mozambique) : Conseil européen de l'UE (2022), Facilité européenne pour la paix: le Conseil adopte des mesures d'assistance afin de soutenir les forces armées de cinq pays. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/12/01/european-peace-facility-council-adopts-assistance-measures-in-support-of-the-armed-forces-of-five-countries/>
- 261 International Crisis Group (2024), DR Congo: a full plate of challenges after a turbulent vote. <https://www.crisisgroup.org/africa/great-lakes/democratic-republic-congo/dr-congo-full-plate-challenges-after-turbulent-vote>
- 262 Amnesty International (2024), DR Congo's arrest of activists invokes déjà vu of growing repression. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/02/dr-congos-arrest-of-activists-invokes-deja-vu-of-growing-repression/>
- 263 https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/european-data-strategy_fr
- 264 CSIS (2022), Global Gateway and the EU's digital ambitions. <https://www.csis.org/blogs/development-dispatches/global-gateway-and-eus-digital-ambitions>
- 265 ForeignPolicy (2023), The next superpower battlefield could be under the sea in Africa. <https://foreignpolicy.com/2023/03/10/africa-china-russia-subsea-cables/>
- 266 Politico (2023), The West is on a world tour against Huawei. <https://www.politico.eu/article/west-world-tour-huawei-china-telecom/>
- 267 FEPS (2024), A digital union based on European values. <https://feps-europe.eu/publication/a-digital-union-based-on-european-values/>
- 268 Techpoint Africa (2020), Subsea Internet cables and the race to connect Africa to the Internet. <https://techpoint.africa/2020/08/18/subsea-internet-cables-africa/>
- 269 Abra Ganz, Martina Camellini, Emmie Hine, Claudio Novelli, Huw Roberts, and Luciano Floridi (2024), Submarine cables and the risks to digital sovereignty. <https://ssrn.com/abstract=4693206>
- 270 Euractiv (2023), Behind Europe's agenda for undersea Internet cables. <https://www.euractiv.com/section/digital/news/behind-europes-agenda-for-undersea-internet-cables/> et The Economist (2024), Damage to undersea cables is disrupting Internet access across Africa. <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2024/03/21/damage-to-undersea-cables-is-disrupting-internet-access-across-africa>
- 271 Techpoint Africa (2020), Subsea Internet cables and the race to connect Africa to the Internet. <https://techpoint.africa/2020/08/18/subsea-internet-cables-africa/>
- 272 La nature mondiale des investissements dans les câbles signifie également que la perturbation des serveurs locaux a un impact énorme sur l'activité économique dans ces pays. Voir ITWeb (2024), News analysis: why undersea cables broke SA's public cloud. <https://www.itweb.co.za/article/news-analysis-why-undersea-cables-broke-sas-public-cloud/G98Yd7LGK4pvX2PD>
- 273 Newsroom (2023), Alcatel Submarine Networks, Elettra Tlc, Medusa and Orange announce the beginning of the construction of Medusa Submarine Cable System in the Mediterranean Sea. <https://newsroom.orange.com/alcatel-submarine-networks-elettra-tlc-medusa-and-orange-announce-the-beginning-of-the-construction-of-medusa-submarine-cable-system-in-the-mediterranean-sea/>. Le projet est également financé dans le cadre du programme Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) de l'UE, qui vise à promouvoir la croissance, l'emploi et la compétitivité par le biais d'investissements dans les infrastructures, y compris dans les infrastructures de connectivité numérique d'intérêt européen commun. Pour plus d'informations, voir Commission européenne. Connecting Europe Facility. https://cinea.ec.europa.eu/programmes/connecting-europe-facility_en
- 274 Avec une longueur de 7 100 km, Medusa est de loin le plus grand projet de câble sous-marin en Méditerranée à ce jour. Commission européenne. Fact sheet. https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/2d6605ed-4195-4cfe-b19a-3d97bfaa2d3_en?filename=2022-11-24%20-%20Factsheet%20for%20Media%20-%20Medusa.pdf et Commission européenne, Medusa optical fibre cable. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/medusa-optical-fibre-cable_en
- 275 Libya Herald (2023), Libya signs contract to connect to Medusa submarine cable. <https://libyaherald.com/2023/11/libya-signs-contract-to-connect-to-medusa-submarine-cable/>
- 276 M. Tranfield (2018), Unspooling the legacy of submarine cables. <https://journals.ala.org/index.php/dtp/article/view/6826/9185>
- 277 Par exemple, voir D4D Framework for Digital Economy and Society in sub-Saharan Africa. https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/sub-saharan-africa/digital-development-d4d-digital-economy-and-society-sub-saharan-africa_en
- 278 En réaction à l'influence croissante de la Chine sur l'économie numérique, l'UE s'est engagée dans des partenariats transatlantiques avec les États-Unis, en mettant en place le forum du Conseil du commerce et de la technologie (CCT) pour coordonner les politiques commerciales et technologiques. Le CCT dispose d'un groupe de travail dédié à la coopération en matière de normes technologiques, qui vise à combler les différences existantes entre les régimes réglementaires et à garantir la compatibilité réglementaire dans les technologies clés émergentes telles que la 5G et l'IA. Commission européenne, Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/eu-us-trade-and-technology-council_fr
- 279 Banque mondiale (2024), Digital transformation drives development in Africa. <https://www.worldbank.org/en/results/2024/01/18/digital-transformation-drives-development-in-afe-afw-africa>
- 280 European Policy Studies (CEPS) (2022), Digital connectivity masterplan for the Global Gateway. https://cdn.ceps.eu/wp-content/uploads/2023/03/INTRA_Digital-Connectivity-Masterplan.pdf
- 281 Corporate Europe Observatory (2023), Europe: the death star of corporate lobbying. <https://corporateeurope.org/en/2023/09/busesseurope-death-star-corporate-lobbying#:~:text=While%20BusinessEurope%20tends%20to%20have,markets%2C%20education%2C%20and%20more.>
- 282 Business Europe (2023), Views on digital trade. https://www.busesseurope.eu/sites/buseur/files/media/position_papers/rex/2023-06-06_views_on_digital_trade.pdf
- 283 Commission européenne, International partnerships: Brazil. https://international-partnerships.ec.europa.eu/countries/brazil_en et EU Capacity4Dev, Brazil - Digital Transformation Team Europe Initiative. https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/brazil/brazil-digital-transformation_en
- 284 TNI (2021), Digital colonialism analysis of Europe's trade agenda: trade and investment policy briefing. (October 2021) https://www.tni.org/files/publication-downloads/digital-colonialism-report-tni_en.pdf
- 285 Commission européenne (2023), Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Une stratégie européenne pour les données. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0066>
- 286 Africa Europe Digital Innovation Bridge. <https://aedibnet.eu/>
- 287 Commission européenne, Mauritania. https://international-partnerships.ec.europa.eu/countries/mauritania_en et BEI (2020), Mauritania COVID-19 resilience submarine cable. <https://www.eib.org/en/projects/all/20190635>
- 288 African Wireless Communication (2023), EllaLink to connect Mauritania to second submarine fibre with World Bank and EIB. <https://www.africanwirelesscomms.com/news-details/?itemid=7207>
- 289 Startcampus (2023), AICEP Global Parques, EllaLink, and Start Campus cooperate making Sines the new Atlantic hub: a safe, neutral, resilient, and easy place to land and operate submarine cables. <https://www.startcampus.pt/en/media/press/aicep-global-parques-ellalink-and-start-campus-cooperate-making-sines-the-new-atlantic-hub-a-safe-neutral-resilient-and-easy-place-to-land-and-operate-submarine-cables/>
- 290 Counter Balance (2023) X. https://twitter.com/Counter_Balance/status/1722168838635114725
- 291 Dans la correspondance avec la Commission européenne, ils déclarent : « Nous tenons à souligner que si la concession de la zone industrielle a été mentionnée dans des affaires de corruption, il n'y a eu aucune condamnation judiciaire ou autre à cet égard. De plus, nous souhaitons clarifier les trois points suivants. Premièrement, le contrat de câble sous-marin entre le Portugal et le Brésil, connu sous le nom de « EllaLink », se connecte à des points de présence (POP). Ces POP peuvent ou non être connectés à un centre de données, voire à plusieurs. Par conséquent, tout problème juridique ou autre concernant l'un de ces centres n'est pas lié au câble sous-marin lui-même. Il convient de noter que le projet EllaLink a été conclu en 2016, alors que la controverse juridique concernant le centre de données de Sines date de 2022, soit six ans plus tard. L'amalgame entre ces deux événements est trompeur. Enfin, il est important de corriger l'insinuation selon laquelle l'affaire de corruption a conduit à la suspension d'EllaLink. C'est faux, car EllaLink a fonctionné sans interruption depuis sa mise en service. »
- 292 Commission européenne, Submarine cable connecting Mauritania to Portugal and Europe. <https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/opportunities/projects-details/43251567/101094230/CEF>
- 293 DCD (2023), Sines data center campus defends against Portuguese accusations it destroyed wetlands. <https://www.datacenterdynamics.com/en/news/sines-data-center-campus-named-in-portuguese-scandal-destroyed-wildlife-habitats-report/>
- 294 Commondreams (2023), Corrupting the future: the Sines 4.0 data center that collapsed Portugal's government. <https://www.commondreams.org/opinion/sines-4-0-data-center-portugal>
- 295 Commondreams (2023), Corrupting the future: the Sines 4.0 data center that collapsed Portugal's government. <https://www.commondreams.org/opinion/sines-4-0-data-center-portugal>
- 296 D. Eaves, M. Mazzucato et B. Vasconcellos (2024), Digital public infrastructure and public value: what is 'public' about DPI? (UCL Institute for Innovation and Public Purpose) <https://www.ucl.ac.uk/bartlett/public-purpose/wp2024-05>
- 297 CSIS (2022), Global Gateway and the EU's digital ambitions. <https://www.csis.org/blogs/development-dispatches/global-gateway-and-eus-digital-ambitions>
- 298 Privacy International (2021), Human rights groups submit complaint to European Ombudsman calling for investigation into EU surveillance aid. <https://privacyinternational.org/news-analysis/4652/human-rights-groups-submit-complaint-european-ombudsman-calling-investigation-eu>

- 299 CNUCED (2023), Limiter l'empreinte environnementale croissante de l'économie numérique. <https://unctad.org/fr/news/limiter-lempreinte-environnementale-croissante-de-leconomie-numerique>
- 300 OIT (2022), Digitalization and employment: a review. <https://www.ilo.org/publications/digitalization-and-employment-review>
- 301 TNI (2021), Digital colonialism analysis of Europe's trade agenda: trade and investment policy briefing. (Octobre 2021) https://www.tni.org/files/publication-downloads/digital-colonialism-report-tni_en.pdf
- 302 Commission européenne, Team Europe Initiative on manufacturing and access to vaccines, medicines and health technologies in Africa. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/team-europe-initiatives/team-europe-initiative-manufacturing-and-access-vaccines-medicines-and-health-technologies-africa_en et EU Capacity4Dev, Manufacturing and access to vaccines, medicines and health technology products in Africa. https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/sub-saharan-africa/manufacturing-and-access-vaccines-medicines-and-health-technology-products-africa_en
- 303 Traduction de l'original anglais, EU Capacity4Dev, Manufacturing and access to vaccines, medicines and health technology products in Africa. https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/sub-saharan-africa/manufacturing-and-access-vaccines-medicines-and-health-technology-products-africa_en. Dans la communication d'Oxfam sur le sujet, BioNTech déclare que « nous nous concentrons actuellement sur la mise en place de notre installation au Rwanda (...). BioNTech s'engage à établir d'autres installations de fabrication en Afrique après la validation réussie de l'installation de Kigali, qui sert de projet phare ».
- 304 En avril 2024, Moderna a annoncé qu'elle ne donnait plus la priorité à ce projet. Voir : <https://investors.modernatx.com/Statements--Perspectives/Statements--Perspectives-Details/2024/Statement-on-Kenya-Manufacturing-Facility/default.aspx>
- 305 Action Santé Mondiale (2024), Brief 2: how is Team Europe engaging with African partners and supporting health equity? <https://www.ghadvocates.eu/app/uploads/2024-03-Brief-2-How-is-TE-engaging-with-African-partners-and-supporting-health-equity.pdf>; Wemos, Afya na Haki, Health Development Initiative (HDI) (2024), BioNTech Africa: in the region, but also for and by the region? A case study with recommendations for sustainable regional production of health products. https://www.wemos.org/wp-content/uploads/2024/06/Wemos_BioNTech-Africa_report.pdf
- 306 BioNTech (2023), BioNTech achieves milestone at mRNA-based vaccine manufacturing site in Rwanda. (Communiqué de presse, décembre 2023) <https://investors.biontech.de/news-releases/news-release-details/biontech-achieves-milestone-mrna-based-vaccine-manufacturing-0#:~:text=KIGALI%2C%20Rwanda%2C%20December%2018%2C,Company%20site%20in%20Kigali%2C%20Rwanda>
- 307 <https://cepi.net/>
- 308 Traduction de l'original anglais, BioNTech (2024), BioNTech and CEPI expand partnership to strengthen Africa's mRNA vaccine ecosystem. (Communiqué de presse, mai 2024) <https://investors.biontech.de/news-releases/news-release-details/biontech-and-cepi-expand-partnership-strengthen-africas-mrna>
- 309 Commission européenne (2023), Discours liminaire de la Présidente von der Leyen à la cérémonie de lancement de BioNTech Africa. https://ec.europa.eu/commission/press-corner/detail/fr/speech_23_6704
- 310 EU Capacity4Dev, Manufacturing and access to vaccines, medicines and health technology products in Africa. https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/sub-saharan-africa/manufacturing-and-access-vaccines-medicines-and-health-technology-products-africa_en
- 311 Commission européenne (2023), Discours liminaire de la Présidente von der Leyen à la cérémonie de lancement de BioNTech Africa. https://ec.europa.eu/commission/press-corner/detail/fr/speech_23_6704
- 312 Voir aussi Action Santé Mondiale (2024), Brief 2: how is Team Europe engaging with African partners and supporting health equity? <https://www.ghadvocates.eu/app/uploads/2024-03-Brief-2-How-is-TE-engaging-with-African-partners-and-supporting-health-equity.pdf>
- 313 Action Santé Mondiale (2024), Brief 2: how is Team Europe engaging with African partners and supporting health equity? <https://www.ghadvocates.eu/app/uploads/2024-03-Brief-2-How-is-TE-engaging-with-African-partners-and-supporting-health-equity.pdf>
- 314 Action Santé Mondiale (2024), Brief 2: how is Team Europe engaging with African partners and supporting health equity? <https://www.ghadvocates.eu/app/uploads/2024-03-Brief-2-How-is-TE-engaging-with-African-partners-and-supporting-health-equity.pdf>. Dans les échanges d'Oxfam sur le sujet avec BioNTech, la société a déclaré que « ces BioNTainers ne sont pas seulement des unités mobiles et modulaires capables d'être déployées rapidement ; ils sont également conçus pour être évolutifs, technologiquement les plus avancés et adaptables aux besoins futurs. En plus des prototypes en Allemagne, une première usine BioNTainer est en cours d'installation à Kigali ». L'entreprise a ajouté que « les BioNTainers ont été spécialement construits à cette fin pour offrir des salles blanches et une configuration standardisée pour la fabrication d'ARNm et de produits pharmaceutiques. Il ne s'agit pas de conteneurs d'expédition ordinaires qui sont réutilisés ou "transformés", »
- 315 Dans les échanges d'Oxfam avec BioNTech sur le sujet, la société a déclaré que « BioNTech transfère sa technologie et les processus de production de ses installations en Europe vers l'installation de Kigali » et que « nous établissons des liens dans le secteur de la santé, y compris en recourant à un sous-traitant africain pour le remplissage et la finition à grande échelle ». De plus, BioNTech se prépare à mener des essais cliniques en Afrique, en particulier pour des maladies nécessitant d'importants traitements, telles que le paludisme ou la tuberculose.
- 316 Wemos, Afya na Haki, Health Development Initiative (HDI) (2024), BioNTech Africa: in the region, but also for and by the region? A case study with recommendations for sustainable regional production of health products. https://www.wemos.org/wp-content/uploads/2024/06/Wemos_BioNTech-Africa_report.pdf
- 317 Pour un impact plus large de la privatisation dans le domaine de la santé, voir AFRODAD (2022), The impacts of the privatization of health in the Covid-19 responses of Lesotho and Zimbabwe. <https://afrodad.org/sites/default/files/publications/Impacts-of-the-Privatization-of-Health-in-the-Covid-19-Response-of-Lesotho-and-Zimbabwe%20281%29.pdf>
- 318 SOMO (2023), Pharma's pandemic profits: pharma profits from COVID-19 vaccines. <https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2023/02/SOMO-Pharmas-Pandemic-Profits.pdf>
- 319 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0947>
- 320 The Organization for World Peace (2021), COVAX failures highlight the West's neo-colonial hypocrisy. <https://theowp.org/covax-failures-highlight-the-west-s-neo-colonial-hypocrisy/>; The Lancet (2021), A beautiful idea: how COVAX has fallen short; STAT News (2021) 'Naively ambitious': how COVAX failed on its promise to vaccinate the world. <https://www.statnews.com/2021/10/08/how-covax-failed-on-its-promise-to-vaccinate-the-world/>
- 321 Commission européenne (2022), Déclaration de la Présidente von der Leyen lors de la conférence de presse commune concernant le centre mondial de transfert de technologie pour les vaccins à ARNm. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_22_1184
- 322 Organisation mondiale de la santé, Le centre de transfert de technologie pour les vaccins à ARNm. <https://www.who.int/fr/initiatives/the-mrna-vaccine-technology-transfer-hub>
- 323 Organisation mondiale de la santé, Questions-réponses - Le centre de transfert de technologie pour le vaccin à ARNm. <https://www.who.int/fr/initiatives/the-mrna-vaccine-technology-transfer-hub/faq>
- 324 Ursula von der Leyen (2024), Le choix de l'Europe : Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024-2029 (Strasbourg, 18 juillet 2024). https://commission.europa.eu/document/download/e6cd4328-673c-4e7a-8683-f63ffb2cf648_fr?file-name=Political%20Guidelines%202024-2029_FR.pdf
- 325 Article 208 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
- 326 Union européenne (2021), Règlements (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32021R0947>, voir aussi la Fiche d'information de la Commission européenne https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-07/factsheet-global-europe-ndici-june-2021_en.pdf
- 327 Politico (2024), Commission's briefing book, international partnerships. <https://www.politico.eu/wp-content/uploads/2024/04/18/draft-IntPa-briefing-for-next-Com-April-2024-1-cleaned.pdf>
- 328 Ursula von der Leyen (2024), Le choix de l'Europe : Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024-2029 (Strasbourg, 18 juillet 2024). https://commission.europa.eu/document/download/e6cd4328-673c-4e7a-8683-f63ffb2cf648_fr?file-name=Political%20Guidelines%202024-2029_FR.pdf
- 329 The Guardian (2023) Big oil quietly walks back on climate pledges as global heat records tumble. <https://www.theguardian.com/us-news/2023/jul/16/big-oil-climate-pledges-extreme-heat-fossil-fuel>
- 330 CEE Bankwatch Network and Counter Balance (2020), Can the EIB become the "EU development bank"? A critical view on EIB operations outside Europe. https://bankwatch.org/wp-content/uploads/2020/11/2020-Can-the-EIB-become-the-EU-Development-Bank_On-line.pdf; Vanaerschot, Social Europe (2023), European Investment Bank: structural reform needed. <https://www.socialeurope.eu/european-investment-bank-structural-reform-needed>, et Eurodad (2022), Shaping the future of EIB Global: reclaiming public purpose in development finance. https://www.eurodad.org/shaping_future_eib_global
- 331 Commission européenne (2021), Communication conjointe : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 332 Commission européenne (2021), Communication conjointe : La stratégie "Global Gateway". <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021JC0030>
- 333 Council of the European Union (2023), List of Global Gateway Flagship Projects for 2024. <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6738-2023-INIT/en/pdf>
- 334 Council of the European Union (2023), List of Global Gateway Flagship Projects for 2024. <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15369-2023-INIT/en/pdf>

À propos d'Eurodad

Eurodad est un réseau constitué de 60 organisations de la société civile issues de 28 pays européens. Nous œuvrons à ce que, aux niveaux mondial et européen, le système financier soit contrôlé démocratiquement, durable sur le plan environnemental, engagé en faveur de l'éradication de la pauvreté et garant des droits humains pour tous.

European Network on Debt and Development Asbl (EURODAD)
Bâtiment Mundo-B
Rue d'Édimbourg 26
1050 Bruxelles
Belgique

À propos de Counter Balance

Counter Balance est une coalition regroupant neuf ONG qui a pour mission de faire des financements publics européens un levier clé de la transition vers des sociétés socialement et écologiquement durables et équitables.

Counter Balance
Bâtiment Mundo-B
Rue d'Édimbourg 26
1050 Bruxelles
Belgique

À propos d'Oxfam

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de partenaires et d'alliés, œuvrent auprès de millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous luttons contre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et à long terme, pour un avenir égalitaire.

Pour plus d'informations, veuillez contacter une des agences ou visiter le site internet www.oxfam.org

Oxfam Amérique
www.oxfamamerica.org
Oxfam Aotearo
www.oxfam.org.nz
Oxfam Australie
www.oxfam.org.au
Oxfam-in-Belgium
www.oxfamsol.be
Oxfam Brésil
www.oxfam.org.br
Oxfam Canada
www.oxfam.ca
Oxfam Colombie
www.oxfamcolombia.org
Oxfam Danemark
www.oxfam.dk
Oxfam France
www.oxfamfrance.org
Oxfam GB
www.oxfam.org.uk
Oxfam Allemagne
www.oxfam.de
Oxfam Hong Kong
www.oxfam.org.hk
Oxfam Inde
www.oxfamindia.org
Oxfam Intermón Espagne
www.oxfamintermon.org
Oxfam Irlande
www.oxfamireland.org
Oxfam Italie
www.oxfamitalia.org
Oxfam Mexique
www.oxfammexico.org
Oxfam Novib (Pays-Bas)
www.oxfamnovib.nl
Oxfam Québec
www.oxfam.qc.ca
Oxfam Afrique du Sud
www.oxfam.org.za
KEDV
www.kedv.org.tr